LE **FONDS** DE **SOLIDARITÉ** POUR **LE LOGEMENT**



Rapport d'activité 2024

Tours métropole Val de Loire

TOURAINE LE DÉPARTEMENT
Avec vous, chaque jour !

SOMMAIRE

I. LE FSL EN INDRE-ET-LOIRE 6
II. L'ACTIVITÉ 16
2.1 L'AIDE A L'ACCES DANS LE LOGEMENT 16
2.1.1 Données quantitatives 16
2.1.2 Profil des ménages aidés 18
2.1.3 Répartition des 1 826 aides à l'accès accordées (hors garanties) 21
2.1.4 Les prêts 22
2.1.5 Répartition des aides financières accordées par territoire 23
2.1.6 Les garanties de loyers 26
A Répartition des garanties accordées par territoire 26
B Évolution des garanties accordées 26
C Tableau de répartition des garanties accordées par bailleurs 27
2.2 L'AIDE AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT 28
2.2.1 Données quantitatives 28
2.2.2 Profil des ménages aidés 30
2.2.3. Les mises en jeu de garanties (MJG) 40
2.3 L'AIDE AUX ÉNERGIES, A L'EAU ET A LA TÉLÉPHONIE 42
2.3.1 Données globales 42
2.3.2 Le dispositif énergie (électricité, gaz…) 44
2.3.3 L'eau 48
2.3.4 Le dispositif téléphonie 51
2.3.5 Focus sur le dispositif d'aide aux régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide) 54
IV. L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT 62
4.1 LES ASLL « Premiers pas ou Maintien » 62
4.1.1 Définitions 62
4.1.2. Répartition des mesures 63
4.1.3. Typologie des accompagnements 63
4.2. LES ASLL « LOGEMENT TEMPORAIRE » 72
V. AUTONOMISE-TOIT ! 73
VI. L'AIDE AU FINANCEMENT DES SUPPLÉMENTS DE DÉPENSE DE GESTION 84
GLOSSAIRE 89

2024 en chiffres

4677 aides accordées *(+2.36%/2023)*

3 M€ accordés (3.2 M€ en 2023)

50 % sous forme de garantie de loyer : **1.5 M €**

44 % d'aides financières : **1 332 169 €**

4,9 % de subventions en faveur de l'accompagnement social : **148 201 €**

1,4 % de subventions en faveur de l'Aide au Financement des Suppléments de Dépenses de Gestion des organismes gérant des logements en sous-location (AFSDG) : **41 251,87 €**

4196 dossiers examinés en 2024

contre 4119 en 2023, 3748 en 2022, 4066 en 2021

25 % rejetés au motif de :
1/ non éligibles au RI
2/ demandes incomplètes ou annulées
3/ refus prononcé en Commission

- **65 %** des dossiers examinés sur le périmètre de Tours Métropole Val de Loire
- **35 %** sur le périmètre du Conseil départemental d'Indre-et-Loire

Les aides financières accordées

ACCES - 2 %	MAINTIEN + 34 %	ENERGIES / EAU / TELEPHONIE + 4 % * Dont régul. de charges d'énergie
2 509 aides totales accordées Dont 1828 aides directes : 671 191 € (- 2 %) 476 425 € en secours 194 766 € en prêts Et 681 garanties de loyers 1 504 542 €	350 aides accordées : 203 193 € *+ 34 mises en jeu de garantie versées :* *28 861 €*	1 818 aides accordées : 457 785 €

L'Accompagnement Social Lié au Logement - 5 %

471 ménages accompagnés par une mesure (ASLL et Autonomise-Toit !) :

- **265** ménages de plus de 25 ans (dont 173 accords en CUA, parmi lesquels 122 suivis ont été confiés à l'équipe interne),
- **Coût de 148 201 € pour les ASLL + 25 ans et logement temporaire (hors coûts RH FSL)**

Autonomise -Toit !

- **206** ménages de moins de 25 ans via "Autonomise -Toit !" (dont 95 nouveaux accompagnements 2024)

Financement 2024

Un coût total de 530 600 € pour 162 jeunes accompagnés en file active :

- 210 000 € de crédits du Fonds de Solidarité Logement de TMVL + Département, et autres crédits de droit commun du Conseil départemental d'Indre-et-Loire
- 120 000 € au titre du Contrat local des Solidarités – Etat / Département
- 155 600 € de crédits Etat de droit commun (IML, ALT, compensation SEGUR)
- 45 000 € mobilisés au titre des crédits du Plan Logement d'Abord de la Ville de Tours

L'Aide au Financement des Suppléments de Dépenses de Gestion

41 251,87 € attribués à 3 organismes pour 94 logements conventionnés



© Val Touraine Habitat, Réhabilitation Les Grands Champs, Saint Avertin

Préambule

En raison de l'indisponibilité de certains indicateurs pour raison technique, le relevé statistique ***MAINTIEN DANS LE LOGEMENT -*** *Niveau de dettes des ménages aidés,* est absent du Rapport d'Activité.

Certains relevés font état de restitutions partielles. Celles-ci sont explicitées au fil du Rapport d'activité lorsqu'il y a lieu.

I. LE FSL EN INDRE-ET-LOIRE

- **Contexte législatif :**

Dispositif central du Plan Départemental de l'Habitat et de l'Hébergement (PD2H), conformément à la Loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) accorde, dans les conditions définies par son règlement intérieur, des aides financières sous forme de cautionnements, prêts sans intérêts ou avances remboursables, garanties ou secours :

- à des personnes qui entrent dans un logement locatif,
- ou qui, étant locataires, sous-locataires ou résidents de logements-foyers, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement du loyer, des charges et des frais d'assurance locative,
- ou qui, étant **copropriétaires**, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer le paiement de leurs charges collectives de copropriété ou le remboursement d'emprunts (sous certaines conditions),
- ou qui, occupant régulièrement leur logement, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergie et de services de télécommunications,
- aux Citoyens Français Itinérants installés sur un terrain familial locatif ou occupant d'un habitat adapté s'ils sont titulaires d'un bail et d'un compteur individuel. À ce titre, ils ont accès de façon classique aux aides de droit commun. Ils peuvent donc prétendre aux aides du FSL au titre de l'Accès, du Maintien, des aides au maintien des énergies, de l'eau, et de la téléphonie ainsi que l'ASLL,
- aux Citoyens Français Itinérants en résidences mobiles stationnant sur les aires permanentes d'accueil de Tours Métropole Val de Loire inscrites au schéma départemental ; ils sont éligibles à l'aide à l'achat de bouteille de gaz et/ou au « forfait fluides ».

- A noter que le FSL peut intervenir dans le champ du logement accompagné et de dispositifs spécifiques tels que les foyers logements, pensions de famille ou résidences accueil, etc.

Le FSL prend en charge des **mesures d'accompagnement social** lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré aux départements la compétence du Fonds de Solidarité Logement à compter du 1er janvier 2005. Les compétences du Fonds sont en même temps élargies aux impayés d'énergie, eau et téléphone ainsi qu'à la gestion des aides destinées à financer les suppléments de dépenses de gestion aux opérateurs de logements en sous-location.

La loi Alur du 24 mars 2014 « Accès au logement et un urbanisme rénové » vise à renforcer les aides pouvant être attribuées par le FSL aux personnes rencontrant des difficultés pour accéder à un logement ou s'y maintenir. Le législateur a souhaité avec cette loi renforcer les dispositifs d'Accompagnement Social Lié au Logement, faciliter le parcours de l'hébergement au logement.

La loi « Notre » du 7 août 2015 supprimant la clause de compétence générale des départements, précise que ces derniers prennent en charge les situations de fragilité et l'accès aux services publics dont il a la charge. La loi renforce le rôle des intercommunalités et des métropoles en matière d'aide et d'action sociale (dont le FSL), prévoyant le transfert ou la délégation de compétences aux métropoles.

- **La délégation de compétence du FSL vers Tours Métropole Val de Loire (TMVL)**

Par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil départemental d'Indre-et-Loire a délégué à Tours Métropole Val de Loire la compétence d'attribution des aides du FSL sur le territoire métropolitain. Le Conseil départemental d'Indre-et-Loire assure la gestion du FSL pour le compte de Tours Métropole Val de Loire. Un avenant à la convention de délégation de compétence a été conclu entre les deux collectivités **prenant effet le 29 mars 2024** avec une clause de revoyure à l'issue d'une période de 3 ans.

L'avenant de la convention prévoit au terme des 3 ans d'évaluer et de faire évoluer le cas échéant le contenu et les modalités de la convention.

L'avenant précise que si un financement d'équilibre par le Département est supérieur à la moyenne des 3 années de référence (2024, 2025, 2026), TMVL versera au Département en année N+1 une contribution d'équilibre.

- **Les instances décisionnelles**

- **Le Comité Directeur** présidé par la Présidente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire et le Président de Tours Métropole Val de Loire ou leurs représentants, est composé des partenaires contribuant au financement du Fonds. Le Comité Directeur a vocation à être informé du budget prévisionnel affecté au dispositif, du bilan d'activité du Fonds et de l'utilisation des contributions partenariales, il est consulté sur les évolutions du dispositif et du règlement intérieur.

- **La Commission Unique d'Attribution** (CUA)**,** présidée par le Conseil départemental d'Indre-et-Loire et Tours Métropole Val de Loire. La CUA statue sur l'examen des demandes de mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) et sur les demandes ne relevant pas de la délégation faite au Chef du service Habitat et Logement.

- **Deux commissions par délégation se déroulent une fois par semaine** :
  La première examine les demandes d'aides pour l'énergie, l'eau et la téléphonie.
  La deuxième traite :
    - les demandes d'aides à l'Accès, dont les demandes urgentes,
    - les demandes d'aides au Maintien inférieures ou égales à 500 €,
    - les demandes relatives aux régularisations de charges locatives et d'énergies (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide).

- **La Commission Autonomise-Toit ! se réunit toutes les 3 semaines** et statue sur l'examen des demandes de mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus.

- **Organisation du FSL, moyens humains et matériels**

  - Au 31 décembre 2024, le FSL mobilisait 20 personnes au sein du service habitat et logement, réparties comme suit :

Catégorie	Grade	Fonction	Nb d'agents
		ENCADREMENT	
A	Attaché territorial	Chef de Service	1
A	Attaché contractuel	Responsable Pôle FSL	1
A	Attaché	Chargé de mission	1
		SECRETARIAT	
C	Adjoint administratif principal de 2e classe	Secrétariat d'encadrement	1
C	Adjoint administratif principal de 2e classe	Secrétariat dématérialisé	1
C	Adjoint administratif stagiaire	Secrétariat - Agent d'accueil téléphonique - Instructeur	1
		INSTRUCTION	
C	Adjoint administratif principal de 2e classe	Instructeur	4
C	Adjoint administratif principal de 1e classe	Instructeur	2
C	Adjoint administratif principal de 1e classe	Instruction - Contrôle pré comptable	1
		ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	
A	Assistant socio-éducatif principal	Assistant social	1
A	Assistant socio-éducatif principal	Assistant social	1
A	Assistant socio-éducatif contractuel	Assistant social	1
A	Assistant socio-éducatif contractuel	Assistant social	1
A	Assistant socio-éducatif	Conseiller social Précarité Energétique	1
		COMPTABILITE	
B	Rédacteur territorial	Responsable administratif et financier	1
C	Adjoint administratif principal de 2e classe	Comptable	1
		TOTAL	**20**

  De plus, une chargée de mission Politique Sociale du Logement réalise les missions de suivi des mesures d'ASLL réalisées par les opérateurs externes et d'Autonomise-Toit !, ainsi que l'appui technique à l'équipe interne.

  - L'outil métier « Genesis », est dédié à l'instruction du FSL.

  - La Gestion Électronique des Documents (GED), déployée en mai 2022, permet la dématérialisation complète des fonds documentaires liés aux demandes d'aides (formulaires et justificatifs afférents)

  - Le régisseur rencontre les ménages qui viennent notamment régler leur échéancier.

  - L'accueil téléphonique quotidien a permis de répondre à **4 332 appels** sur l'année 2024*, soit une moyenne de 361 appels par mois et 18 appels par jour.
    ** Données recueillies sur la période du 1er mars au 31 décembre 2024.*

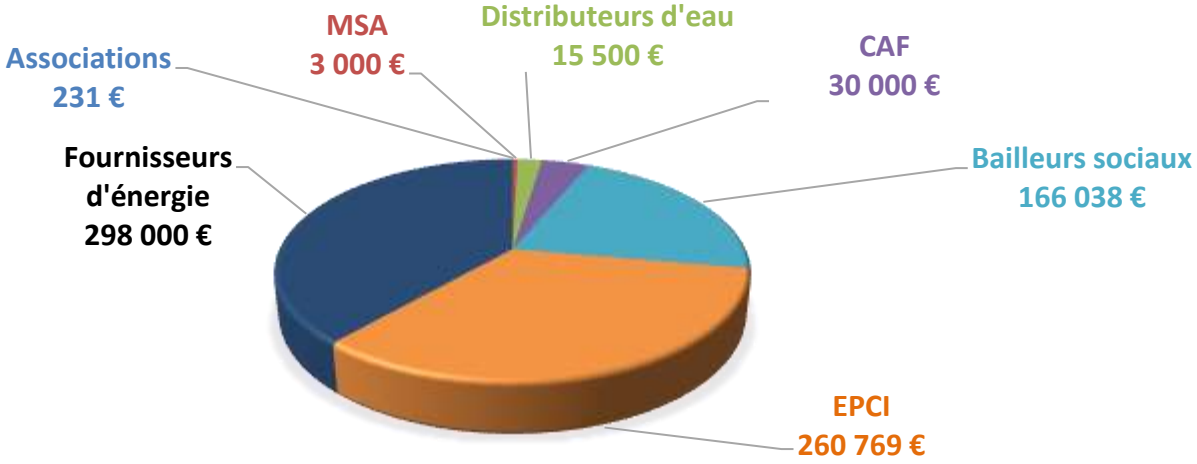
- **Financement du FSL**

Le financement du FSL repose sur des fonds propres auxquels s'additionnent les contributions de partenaires.

Cartographie des contributeurs



Répartition des contributions 2024 (773 538 € contre 742 412 € en 2023)



Pour 2024, le montant des contributions de la part des bailleurs/EPCI/associations reste identique (*depuis 2013*) :

- **3 € pour les logements gérés par les bailleurs sociaux**
- **0.45 € par habitant pour les EPCI**
- **77 € pour les associations**

- **Faits marquants 2024 :**

Participation aux demies journées professionnelles Hébergement / Logement à Loches, Nazelles-Négron, Avoine et Parçay-Meslay :

Objectif : Améliorer la lisibilité des dispositifs du PDALHPD dans les champs :

Hébergement d'urgence / Hébergement d'insertion / Logement accompagné / Logements dédiés à des publics spécifiques / Logement autonome

✓ Tenue d'un stand d'informations dévolu au FSL

Troisième rencontre entre les opérateurs externes de l'ASLL et l'équipe interne :

✓ Revue des fondamentaux de l'articulation entre ASLL et accompagnement socio-professionnel. *Intervention de B. KALIS, chargé mission du Service Offre Insertion Emploi*

✓ Recensement des besoins des Référents en accompagnement social pour la continuité du Réseau

Réaffirmation de l'implication partenariale par le biais de diverses rencontres :

✓ Association solidaire Viltaïs *(janvier 2024)*

✓ UDAF *(janvier 2024)*

✓ Mission Locale *(février 2024)*

✓ Secours catholique *(mars 2024)*

✓ Service de coordination des pensions de famille en Indre-et-Loire *(avril 2024)*

✓ Equipe sociale de la CAF *(septembre 2024)*

✓ Conseil d'administration de Tours Métropole Habitat *(octobre 2024)*

✓ Centre de formation AFPP de Tours *(décembre 2024)*

Echanges réguliers avec les homologues FSL des départements voisins :

✓ Interconnaissance des champs d'intervention respectifs et des modalités de fonctionnement

✓ Comparaison des résultats d'activités

Derniers benchmarks réalisés : financements des FSL, fonctionnement des conventions avec les opérateurs de l'accompagnement social lié au logement et fonctionnement au titre du traitement des impayés locatifs.

Renforcement de l'action du FSL en matière de lutte contre la précarité énergétique :

✓ Avant l'arrivée de la Coordinatrice SLIME :

- Lien avec l'ADIL France Renov' pour le renouvellement de l'offre de services dans l'appartement pédagogique itinérant sur la maîtrise des énergies installé à Chinon
- Soutien à la planification des formations professionnalisantes des Conseillers SLIME
- Constitution des mallettes pédagogiques à destination des Conseillers SLIME en perspective des diagnostics sociotechniques
- Appui sur les bonnes pratiques des chargés SLIME homologues, du département 28 notamment

✓ Points d'étapes réguliers avec les référents solidarité d'EDF et Engie

✓ Lien avec les bailleurs sociaux et les équipes sociales en MDS, pour la définition anticipée des moyens d'actions autour des régularisations de charges de chauffage, d'eau chaude et d'eau froide (quantification des dossiers, recensement des fonds de soutien complémentaires au FSL, campagne de communication)

Appel à la revalorisation des contributions auprès des financeurs historiques du FSL et recherche de nouveaux contributeurs :

✓ Courrier adressé au mois de décembre 2024, à l'intention des bailleurs sociaux, des fournisseurs d'énergie et d'eau, de la CAF et de la MSA, des magasins de mobilier et d'Action Logement.

Pour l'exercice 2024 :

- ENGIE : obtention d'une dotation complémentaire de 34 000 €, doublant ainsi le financement annuel et le portant à 68 000 €
- MSA : obtention d'une dotation complémentaire de 1 500 €, doublant ainsi le financement annuel et le portant à 3000 €

Pour l'exercice 2025 :

- Bailleurs VTH / TMH / SCALIS : financement à hauteur de 4 € par logement sur la base des données RPLS, contre 3 € depuis 2013
- Total Energies : financement à hauteur de 25 000 € contre 15 000 € (+ 10 000 €)
- SIEIL : financement à hauteur de 53 000 € contre 50 000 € (+ 3000 €)
- OCTOPUS ENERGY : nouveau financement, à hauteur de 1000 €

- **…Une ouverture sur les perspectives 2025**

Quatrième rencontre entre les opérateurs externes de l'ASLL et l'équipe interne le 4 avril 2025 :

- ✓ Intervention de Maître ALQUIER, avocat spécialisé en droit des étrangers
- ✓ Rappel du cadre règlementaire de l'accompagnement social
- ✓ Elaboration d'un livret d'accueil de la personne bénéficiaire d'un accompagnement social

Continuité de l'interconnaissance partenariale :

- ✓ Valloire Habitat *(janvier 2025)*
- ✓ Action Logement : présentation de l'offre de service *(mars 2025)*
- ✓ Ville de TOURS *(mars 2025)*
- ✓ Assurance maladie / CARSAT *(mars 2025)*
- ✓ CHRU de TOURS *(avril 2025)*

Continuité des actions du FSL en matière de lutte contre la précarité énergétique :

- ✓ Participation à la journée de la précarité énergétique organisée par EDF (mars 2025)
- ✓ Veille sur les avis de régularisation de charges à venir
- ✓ Veille sur les fonds de soutien mobilisables
- ✓ Articulation / Communication auprès des travailleurs sociaux des MDS, des organismes HLM et des fournisseurs d'énergie

Soutien à l'expérimentation FICOSIL/Ville de TOURS/services de l'Etat « Prévention des expulsions – Reprise à bail » :

Dans le cadre de la lutte contre les expulsions locatives, la FICOSIL engage une reprise du bail résilié de certaines familles locataires concernées par une procédure d'expulsion auprès de leur bailleur social (Val Touraine Habitat, Tours Métropole Habitat, Touraine Logement ou LIGERIS).

Les familles prennent alors le statut de sous-locataires ; ce qui permet une interruption de la procédure d'expulsion et l'engagement d'un accompagnement social et budgétaire par la FICOSIL d'une durée de 6 mois, renouvelable une fois.

L'expérimentation porte sur 10 familles sur la période 2025-2026.

Dans ce cadre, le FSL se mobilise par l'octroi d'aides au dépôt de garantie, à la garantie des loyers et éventuellement pour la résorption d'un impayé locatif.

Au regard du caractère dérogatoire sur lequel peuvent porter certains dossiers, ceux-ci sont examinés en Commission Unique d'Attribution afin d'être soumis à l'arbitrage de ses membres.

Réflexion sur le cahier des charges de l'Accompagnement Social Lié au Logement avec les pratiques de terrain relevées auprès des Référentes en ASLL

Expérimentation de la mesure d'Accompagnement Social Lié au Logement en amont de l'entrée en logement, pour les Citoyens Français Itinérants intégrant un Terrain Familial Locatif sur la Commune de Ballan Miré :

- ✓ Expérimentation à destination de neuf familles attributaires de TFL, en amont de leur entrée dans les lieux, afin de sécuriser au mieux la transition entre l'habitat mobile et l'habitat sédentaire.
- ✓ Opérateur fléché : FICOSIL.

Expérimentation d'une Commission Energie annuelle partenariale *(sous réserve d'une validation en Comité directeur) :*

En 2026 : il est proposé la participation, une fois par an (en avril), des fournisseurs d'eau, d'énergie, de téléphonie.

Contenu de la rencontre

- ➢ Bilan de l'année écoulée sur les aides Energie/Eau/Téléphonie
- ➢ Tour d'actualité des fournisseurs



Evolutions règlementaires mineures portant sur des clarifications de formulations :

(sous réserve d'une validation en Comité directeur)

- ✓ **Modification du barème d'octroi de l'aide au mobilier de première nécessité, pour plus de cohérence.**

Aujourd'hui :
3 personnes sont aidées à hauteur de **690 €** si le foyer est composé de *2 adultes + 1 enfant*
3 personnes sont aidées à hauteur de **770 €** si le foyer est composé de *1 adulte + 2 enfants*

Evolution proposée :

Montant maximum de l'aide	
~~Personne seule~~ ~~Couple sans enfant~~ ~~Famille ou personne seule avec un enfant~~ Ménage (personne seule ou couple) **sans enfant**	**690 €**
~~Personne seule avec 2 enfants ou plus~~ ~~Famille avec 2 enfants ou plus~~ Ménage (personne seule ou couple) **avec enfant(s)**	**770 €**

Cette formule permet notamment de favoriser le parent monoparental avec un enfant à charge pour lequel les prestations familiales sont limitées.

- ✓ **Précision du cadre d'application de l'aide aux réparations locatives en cas de mutation à caractère social dans le parc public.**

Ajouter la mention :

« Lorsque l'état des lieux fait état d'un niveau de dégradation ne correspondant pas à l'usure normale d'un logement, la Commission est libre de refuser tout ou partie de l'aide. »

FICHE 9 : LES REPARATIONS LOCATIVES EN CAS DE MUTATION A CARACTERE SOCIAL DANS LE PARC PUBLIC

Objet :

Aide accordée en secours pour le paiement des réparations locatives et dans le dessein de faciliter le désendettement par **une mutation à caractère social dans le parc public (y compris inter bailleurs).**

Le dossier doit être déposé **avant la date d'effet du bail**. De manière exceptionnelle, les demandes pourront être reçues a posteriori (dans la limite de 1 mois après date d'effet du bail), en cas d'accès au logement en urgence pour les personnes qui s'inscrivent dans le cadre du Protocole Victimes de Violences.

Modalités d'attribution :

Les réparations locatives seront prises en charge conjointement par le locataire, le bailleur et le Conseil départemental dans des proportions qui seront fixées après avis de la commission.

Les sommes sont versées directement au bailleur et sur production des justificatifs suivants :
- la copie du nouveau contrat de location signé précisant l'adresse du logement loué, le nom du propriétaire et le nom du ou des locataires,
- le décompte définitif détaillé des travaux facturés au ménage dans le respect de la réglementation en matière de vétusté établi par le bailleur.

A noter que le FSL n'intervient pas pour les frais de nettoyage.

Lorsque l'état des lieux fait état d'un niveau de dégradation ne correspondant pas à l'usure normale d'un logement, la Commission est libre de refuser tout ou partie de l'aide.



© Tours Métropole Habitat, Résidence Sureau livrée en 2024 Tours nord. 8 logements locatifs sociaux. Crédit : TMH-F.PAILLET

II. L'ACTIVITÉ

*La présentation des données est répartie entre les deux périmètres. Le territoire de Tours Métropole Val de Loire dénommé **TMVL** dans les différents tableaux et le territoire départemental dénommé **CD**.*

2.1 L'AIDE A L'ACCES DANS LE LOGEMENT

2.1.1 Données quantitatives

54 % des dossiers d'accès sont des **demandes urgentes.**

Évolution 2023 à 2024

**1 demande = 1 mesure = 1 ou plusieurs prestations*

	2024		2024 TMVL		2024 CD		2023		Évolution
	Mesures	Prestations*	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations*	Mesures
Examinées	**1335**	**3427**	**1010**	**2662**	**325**	**765**	**1 338**	**3 468**	- **0.2%**
Accordées	**1114**	**2509**	**866**	**2025**	**248**	**484**	**1 119**	**2 565**	- **0.4%**
Dépenses (en €)		**671 191 €**		**529 381 €**		**141 810 €**		**681 819 €**	- **1.5 %**
Engagement Garantie (en €)		**1 504 542 €**		**1 385 470 €**		**119 072 €**		**1 570 928 €**	- **4.7%**

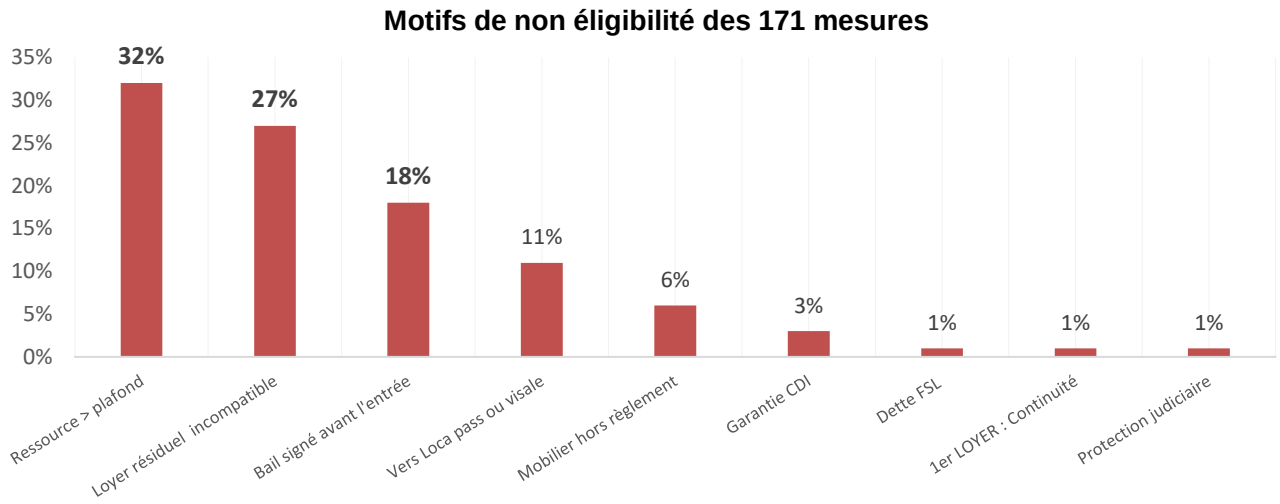
* Les valeurs correspondant aux prestations intègrent les aides et garanties accordées (hors ASLL accès).

221 demandes rejetées (16 % des mesures examinées)

*Sont considérées comme rejetées : **les mesures refusées** en commission**, les mesures non éligibles** au dispositif, **les mesures non abouties clôturées** sans passage en commission (demandes incomplètes malgré nos relances ou annulées par le demandeur lui-même).*

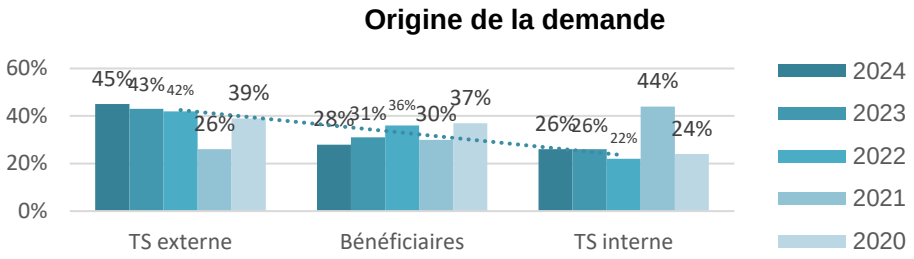
Mesures	Nombre	TMVL	CD
Refusées	19	14	5
Non éligibles	171	112	59
Non abouties	31	18	13
Total	**221**	144	77

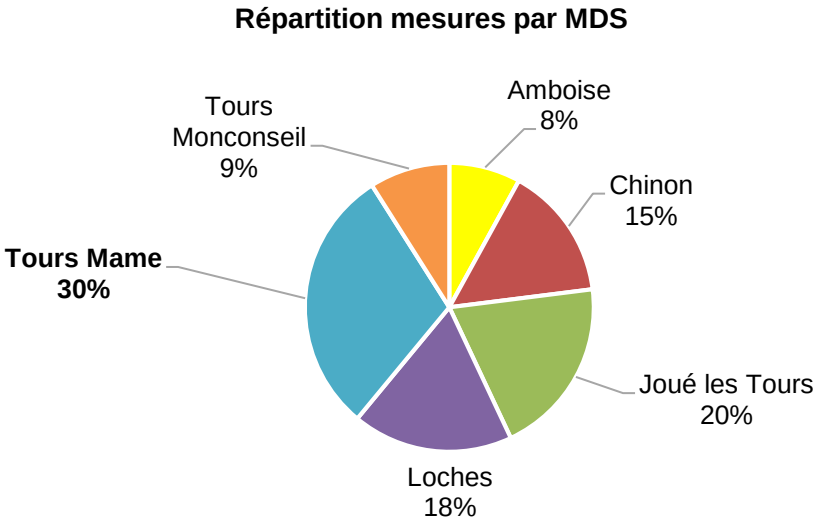
13 % des mesures examinées sont non éligibles (14 % en 2023)



Origine des demandes examinées

Services instructeurs	Nombre 2024	Nombre 2023	Évolution
Bénéficiaires	381	414	- 7.9 %
TS externe	**608**	**573**	6.1 %
TS interne	346	351	- 1.42 %
TOTAL	1335	1338	- 0.22 %



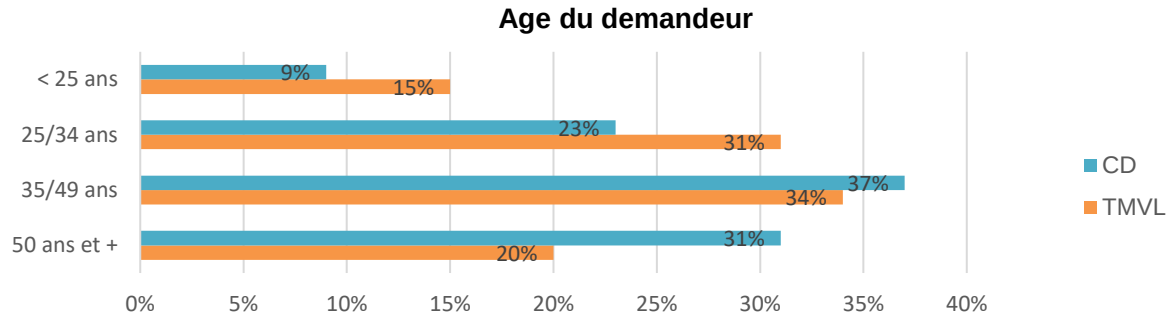


:

2.1.2 Profil des ménages aidés

Age des demandeurs

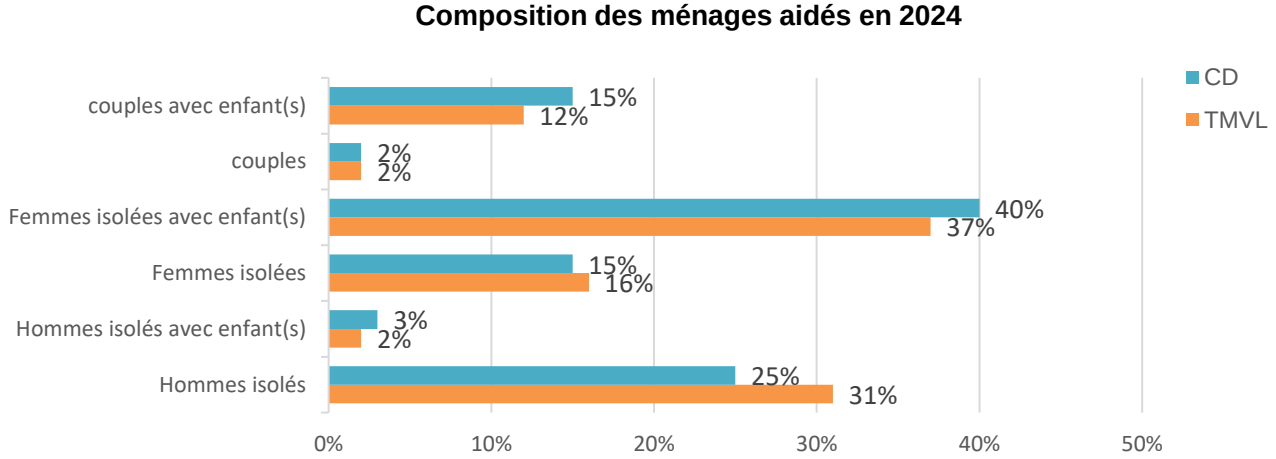
Tranches d'Age	Nombre
< 25 ans	157
25/34 ans	323
35/49 ans	**384**
50 ans et plus	250
TOTAL	**1114**



Composition des ménages

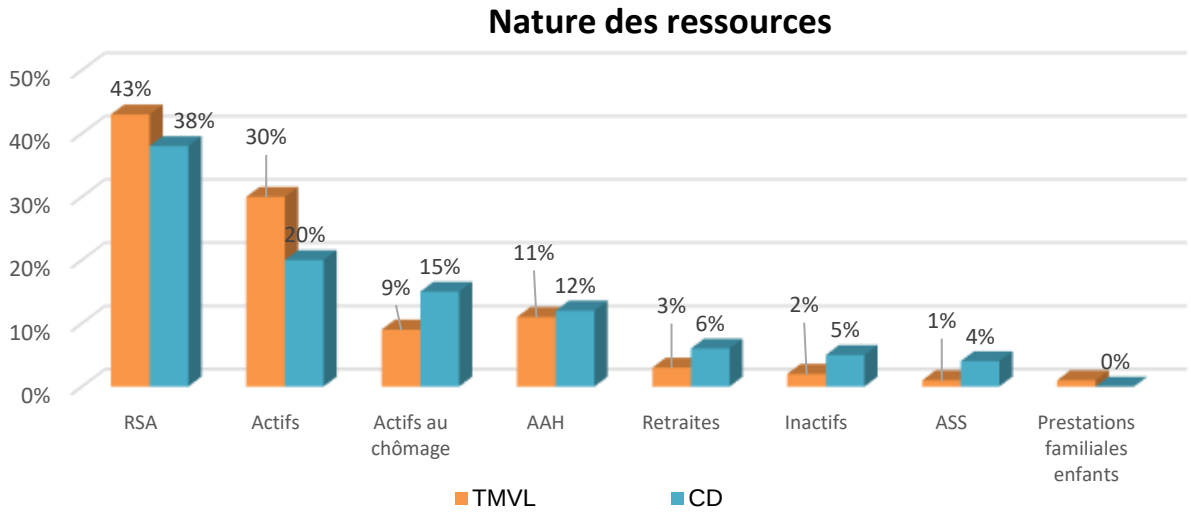
598 demandes ont été faites par des femmes, 352 par des hommes, 164 par des couples.

Ménages	2024				Total
	Sans enfant		Avec enfant(s)		
	Femme	Homme	Femme	Homme	
Personnes isolées	175	**333**	**423**	19	950
Sous total	508		442		
Couples	22		142		164
TOTAL	**530**		**584**		**1114**



Principale nature des ressources des ménages aidés

Type	Nombre
Minima sociaux	
RSA	468
AAH	124
ASS	16
Autres ressources	
ACTIFS	310
ACTIFS AU CHOMAGE	113
RETRAITE	41
INACTIF	33
ETUDIANT	3
PRESTATIONS FAMILIALES ENFANT	6
AUTRES	2
TOTAL	**1114**

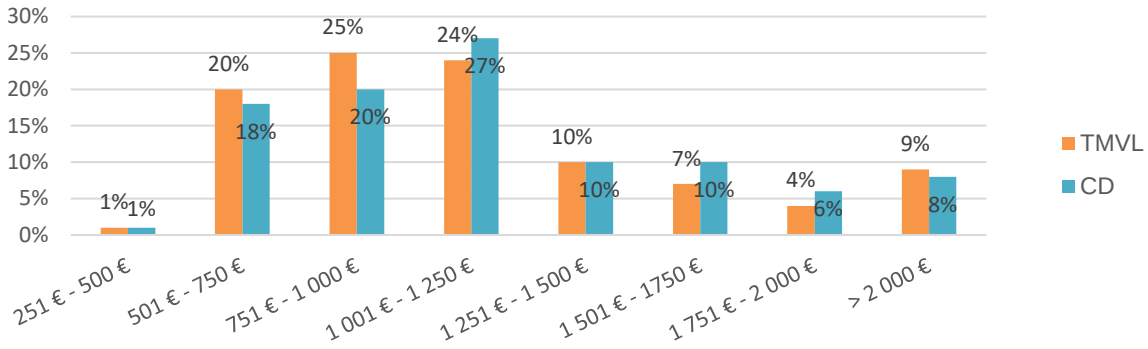


42% des ménages aidés pour accéder à leur logement sont bénéficiaires du RSA.
28% des ménages aidés pour accéder à leur logement sont actifs exerçant une activité professionnelle.

La situation économique des ménages

Tranche du Quotient Familial QF*	Nombre	%
De 0 à 250 €	0	0
De 251 à 500 €	6	0
De 501 à 750 €	219	20
De 751 à 1 000 €	**267**	**24**
De 1001 à 1250 €	**276**	**25**
De 1251 à 1500 €	117	11
De 1501 à 1750 €	82	7
De 1751 à 2000 €	50	4
>2000 €	97	9
TOTAL	**1 114**	100

Situation économique des ménages



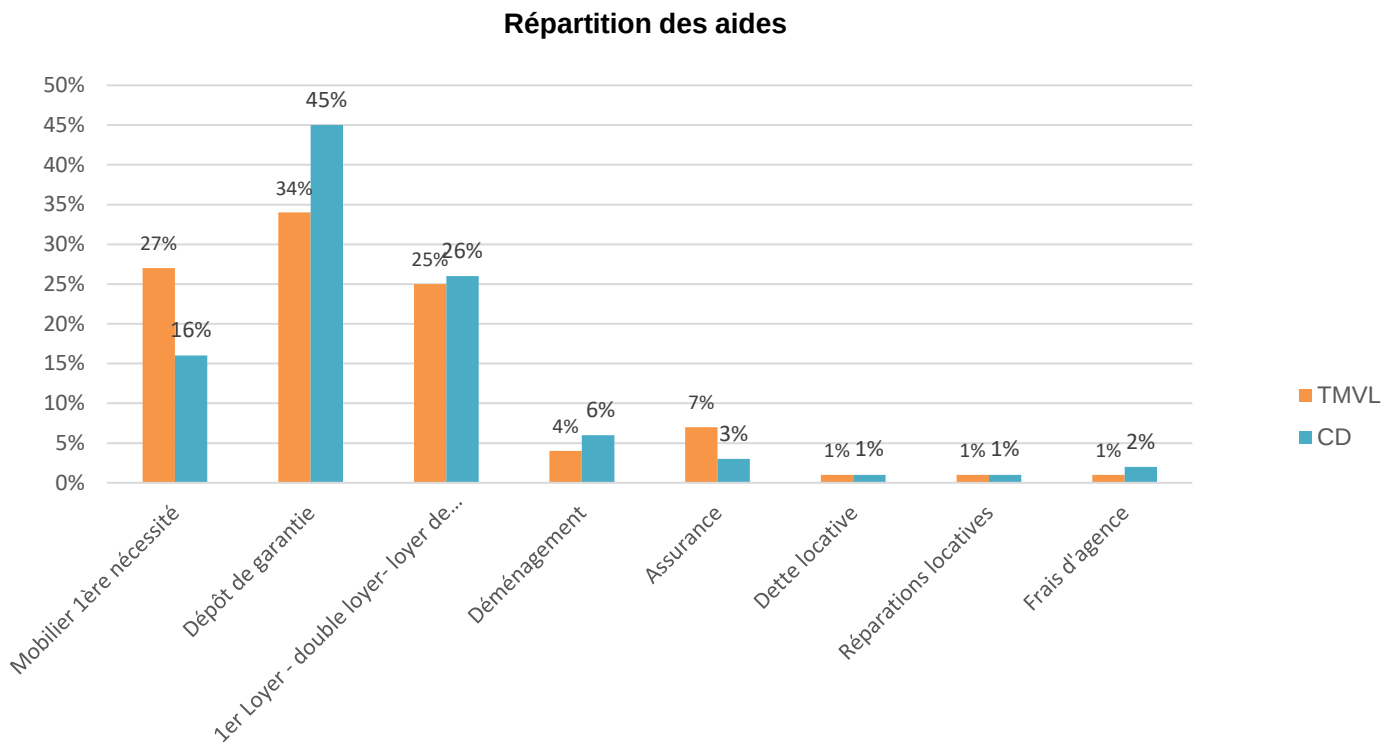
*** Le mode de détermination du QF** :
« La moyenne de l'ensemble des ressources des trois derniers mois précédant la demande, des personnes composant le foyer divisé par le nombre de parts, en comptant : 1,5 parts pour une personne seule. 2 parts pour un ménage de deux personnes et 1 part pour chaque enfant ou autre personne (au domicile) »

Le résultat ainsi obtenu ne doit pas dépasser le plafond fixé par le Règlement Intérieur (846 € en 2024).

2.1.3 Répartition des 1 826 aides à l'accès accordées (hors garanties)

Type	Montant	Nombre	Montant moyen
Dépôt de garantie	**213 953 €**	**669**	**320 €**
1er loyer/Loyer d'entrée	**73 085 €**	**286**	**256 €**
Double loyer	25 017 €	52	481 €
Frais d'agence	3 935 €	12	328 €
Déménagement	37 246 €	83	449 €
Assurance habitation	13 705 €	123	111 €
Mobilier 1ère nécessité	**270 176 €**	**453**	**596 €**
Dette locative	17 328 €	15	1 155 €
Réparations locatives	5 787 €	11	526 €
TOTAL	**671 191 €**	**1 828**	**367 €**

Les principales aides accordées portent sur le **mobilier de première nécessité**, le **dépôt de garantie**, et le **premier loyer/loyer d'entrée.**



Présentation par type de parc locatif



Les demandes visant l'entrée dans le parc public représentent la quasi-totalité de nos aides (95%).

2.1.4 Les prêts

Le précontentieux est traité par le pôle Fonds de Solidarité Logement. Au deuxième impayé, le dossier est transmis aux services de la Paierie Départementale pour recouvrement du solde du prêt.

En 2024, **402 nouveaux prêts** ont été payés sur les 611 accordés par le Service. Ce qui a impliqué l'encaissement des échéanciers, les relances et l'émission des titres pour le recouvrement contentieux.
Le **montant des prêts non honorés** malgré le pré recouvrement est de **6 773,92 €** à fin 2024. Soit un taux de recouvrement des encours de 10,98 %**,** en hausse par rapport à 2023.

Cette variation est à pondérer car il y a eu 3 mois d'arrêt de régie en 2024 et des transmissions de prêts non honorés traitées seulement début 2025.

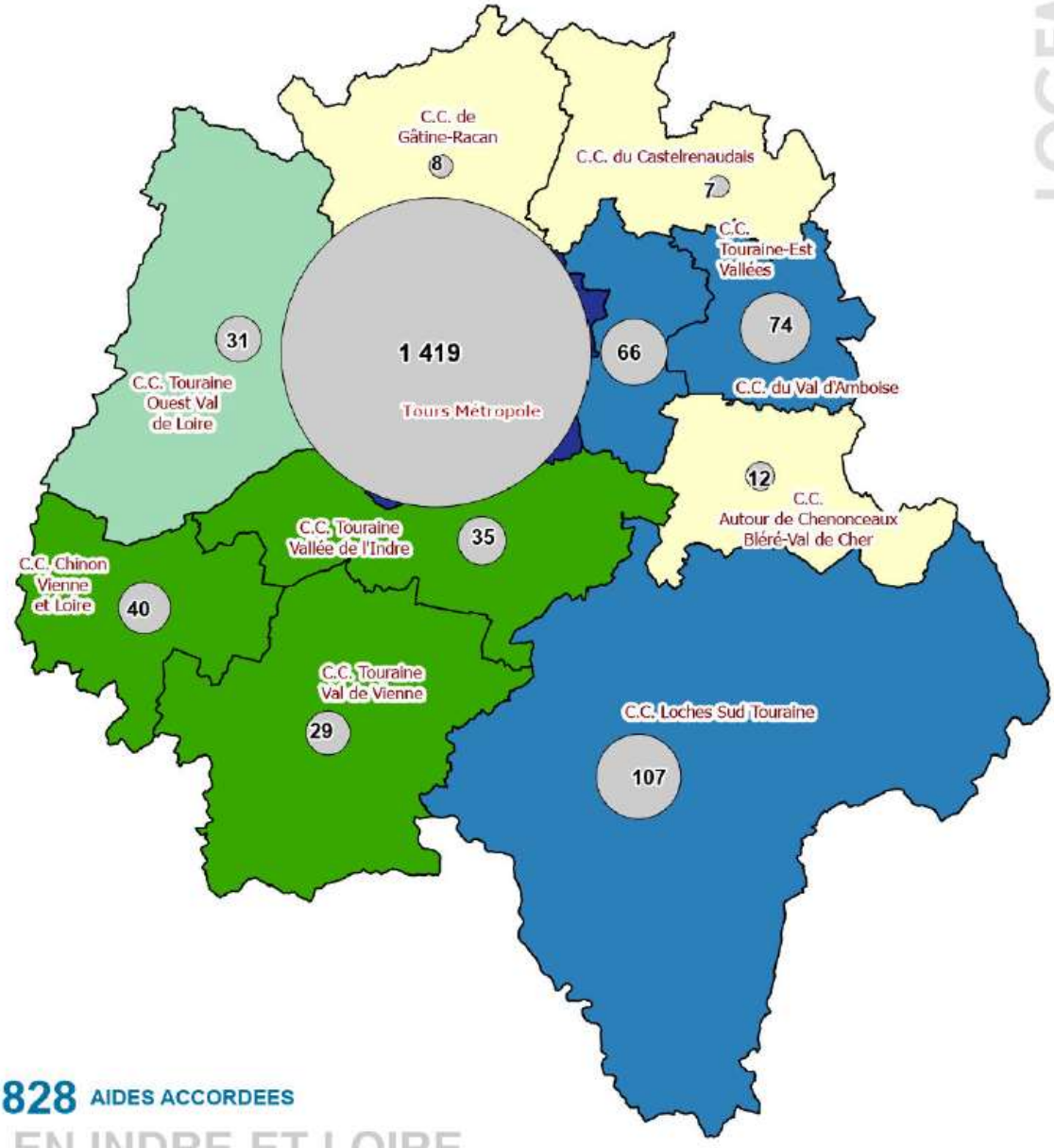
	PRETS NON HONORES			TAUX DE RECOUVREMENT			
	2024	**2023**	**2022**	**2024**	**2023**	**2022**	EVOLUTION
TMVL	**5 975,67 €**	**21 266,07 €**	**22 731,43 €**	**93,12 %**	**83,41 %**	**78,94 %**	+ 9,71 %
CD	**798,25 €**	**7 508,25 €**	**10 210,42 €**	**95,72 %**	**80,25 %**	**73,43 %**	+ 15,47 %
TOTAL	**6 773,92 €**	**28 774,32 €**	**32 941,85 €**	**93,67 %**	**82,69 %**	**77,50 %**	+ 10,98 %

2.1.5 Répartition des aides financières accordées par territoire

EPCI	Nb aides	Taux	Montant des aides	Taux
COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE CHOISILLES - PAYS RACAN	8	0.4 %	2 246 €	0.3 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE	**40**	2.2 %	**13 902 €**	2.0 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLÉRÉ VAL DE CHER	12	0.6 %	4 576 €	0.7 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE	**107**	5.9 %	**34 790 €**	5.2 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS	7	0.4 %	2 700 €	0.4 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE	**74**	4.0 %	**25 331 €**	3.8 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES	66	3.6 %	24 117 €	3.6 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE	31	1.7 %	9 915 €	1.5 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE	29	1.6 %	11 504 €	1.7 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE	35	2.0 %	12 729 €	1.9 %
TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE	**1 419**	77.6 %	**529 381 €**	78.9 %
TOTAL	**1 828**	100 %	671 191 €	**100 %**

AIDES À L'ACCÈS AU LOGEMENT

Indre-et-Loire, 2024



1 828 AIDES ACCORDEES

EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

- moins de 5 000 €
- entre 5 001 € et 10 000 €
- entre 10 001 € et 15 000 €
- entre 15 001 € et 35 000 €
- plus de 520 000 €

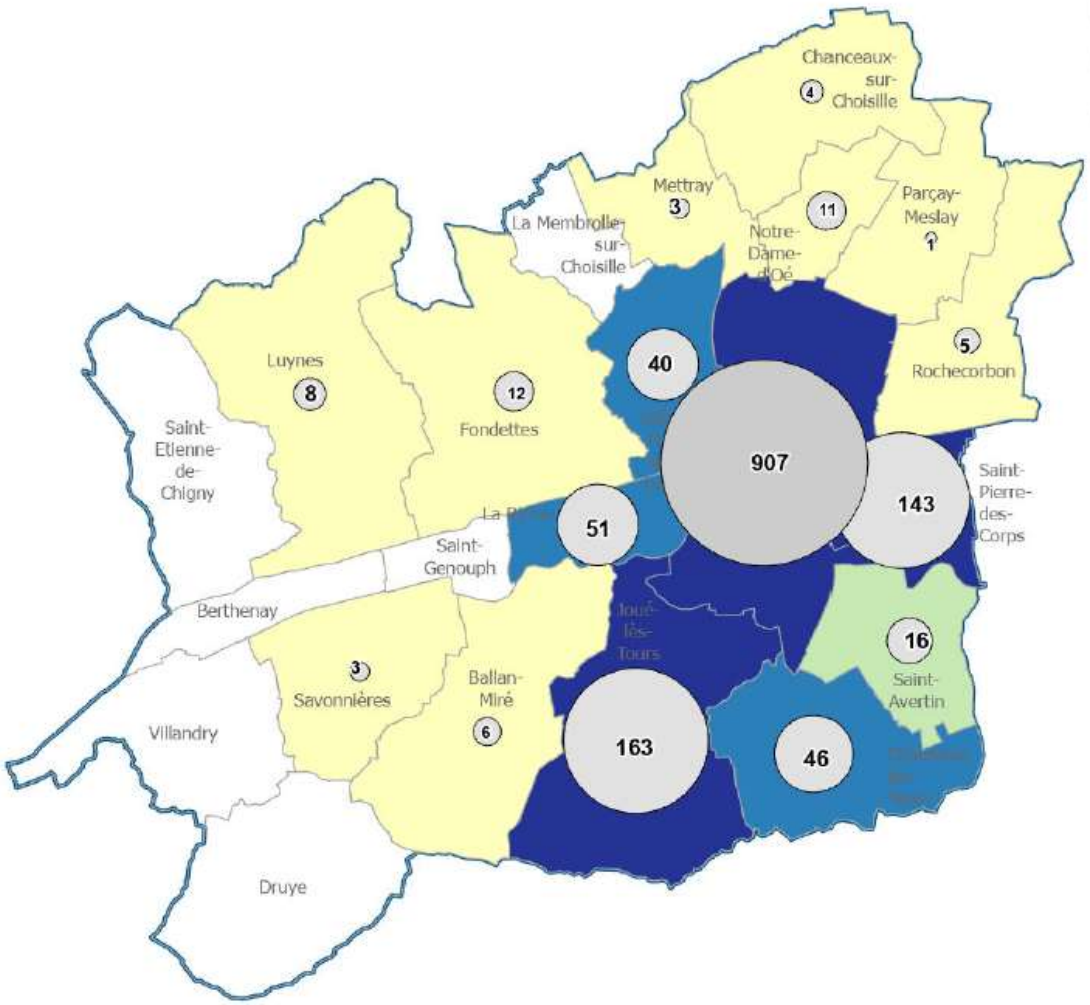
0 5 10 15 Km

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 06/03/2025

AIDES À L'ACCÈS AU LOGEMENT

Tours Métropole Val-de-Loire, 2024



1 828 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

1 419 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

Légende

Montants (en €)

- Aucun
- moins de 5 000 €
- entre 5 001 € et 6 000 €
- entre 6 001 € et 19 000 €
- plus de 340 000 €

0 5 10 15 Km

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 06/03/2025

2.1.6 Les garanties de loyers

A Répartition des garanties accordées par territoire

EPCI	Nb garanties	Taux	Montant garanties en €	Taux
COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE CHOISILLES - PAYS RACAN	3	0.4 %	3 452.16 €	0.2 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE	5	0.7 %	7 656.96 €	0.5 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLÉRÉ VAL DE CHER	2	0.3 %	5 138.52 €	0.3 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE	**13**	**2.0 %**	**20 402.52 €**	**1.4 %**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS	3	0.4 %	4 173.12 €	0.3 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE	**15**	**2.2 %**	**19 676.82 €**	**1.3 %**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES	**14**	**2 %**	**28 163.64 €**	**2.0 %**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE	6	1 %	11 751.96 €	0.8 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE	3	0.4%	3 645.36 €	0.2 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE	11	1.6 %	15 010.68 €	1.0 %
TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE	**606**	**89.0 %**	**1 385 469.78 €**	**92.0 %**
TOTAL	**681**	**100 %**	**1 504 541.52 €**	**100 %**

B Évolution des garanties accordées

En 2024, on constate une diminution de 8 % des accords pour l'aide à la garantie des loyers par rapport à 2023 (**diminution de 4 % du montant engagé**). Cette tendance est plus marquée sur Tours Métropole Val de Loire.

Garanties	**2024**		2023		**Évolution**	**Évolution**
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
	1 504 542 €	**681**	**1 570 928 €**	**739**	- 4 %	- 8 %

Garanties **TMVL**	**2024**		2023		**Évolution**	**Évolution**
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
	1 385 470 €	**606**	**1 457 916 €**	**662**	- 5 %	- 8 %

Garanties **CD**	**2024**		2023		**Évolution**	**Évolution**
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
	119 073 €	**75**	**113 011 €**	**77**	5 %	- 2 %

C Tableau de répartition des garanties accordées par bailleurs

GARANTIES	2024			2023			Évolution	
	Nb	Montant	Moyenne	Nb	Montant	Moyenne	Nb	Montant
BAILLEURS PUBLICS	**663**	**1 461 107.64 €**	**2 204 €**	**727**	**1 540 507.32 €**	**2 121€**	- 8.8 %	-5.1 %
TMVL	596	1 360 659.90 €	2 283 €	652	1 433 159.88 €	2 198€	- 8,6 %	-5.0%
CD	67	100 447.74 €	1 499 €	75	107 347.44 €	1 431 €	-10.7 %	-6.4 %
Tours Métro-pole Habitat	**361**	**862 407.48 €**	2 389 €	**386**	**934 756.68 €**	2 422 €	-6.5 %	-7.7 %
Val Touraine Habitat	**121**	**199 509.48 €**	1 649 €	**136**	**226 147.92 €**	1 663 €	-11.0 %	-11.8 %
Touraine Logement	67	141 747.84 €	2 116 €	83	151 565.40€	1 826 €	-19.3 %	-6.5 %
Ligéris	22	45 706.08 €	2 077 €	18	31 202.64 €	1 733 €	22.2 %	46.5 %
Autres bailleurs Sociaux *	92	211 736.76 €	2 301 €	98	187 934.52 €	1 918 €	-6.2%	12.7 %
BAILLEURS PRIVES	**18**	**43 433.88 €**	**2 413 €**	**12**	**30 420.24 €**	**2 535€**	50 %	42.8 %
TMVL	10	24 809.88 €	2 481 €	10	24 756.24 €	2 475 €	0 %	0.2 %
CD	8	18 624,00 €	2 328 €	2	5 664€	2 832 €	300 %	228%
TOTAL	**681**	**1 504 541.52 €**	**2 209 €**	**739**	**1 570 927.56 €**	**2 126 €**	-7.8 %	-4.2 %

** Autres bailleurs Sociaux :*
Association Jeunesse et Habitat, CDC Habitat (Social), ICF Atlantique (Social), Scalis, SCI Ficosil, Valloire Habitat, Mairies.

2.2 L'AIDE AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

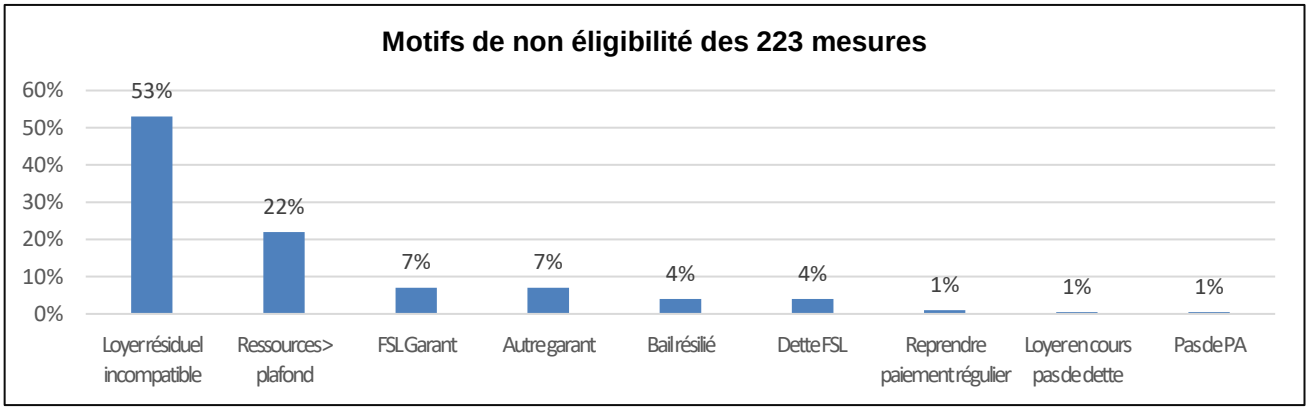
2.2.1 Données quantitatives

Évolution 2023 à 2024

	2024		2024 TMVL		2024 CD		2023	
	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations
Examinées	769	692	550	493	219	199	747	902
Accordées	449	350	343	267	106	83	472	581
Montant Accordé	**203 193 €**		**158 854 €**		**44 339 €**		**265 393 €**	
Moyenne / Prestations	**580 €**		**595 €**		**534 €**		**456 €**	

320 demandes rejetées sur 449 demandes examinées (71 % des examinées).

Demandes	Nombre	TMVL	CD
Refusées	29	19	10
Non éligibles	223	138	85
Non abouties	68	50	18
Total	**320**	207	113



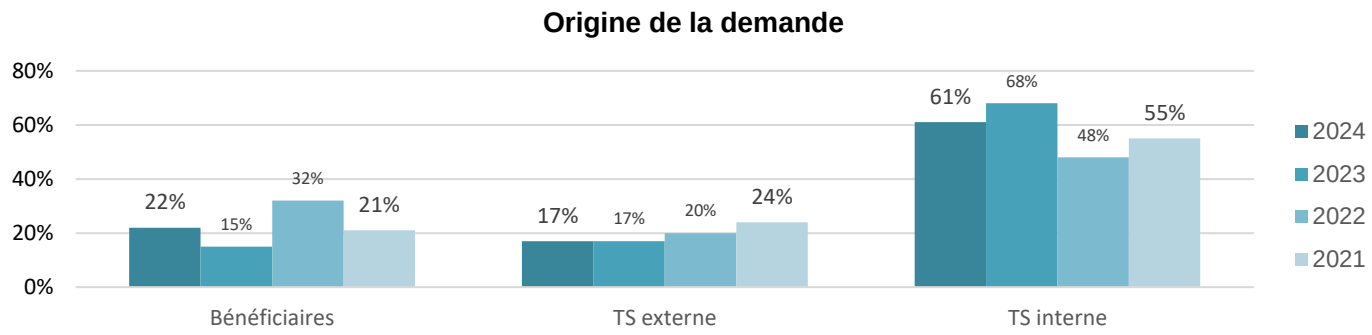
53 % des demandes sont non éligibles au motif de l'incompatibilité des charges du logement avec les ressources du ménage.

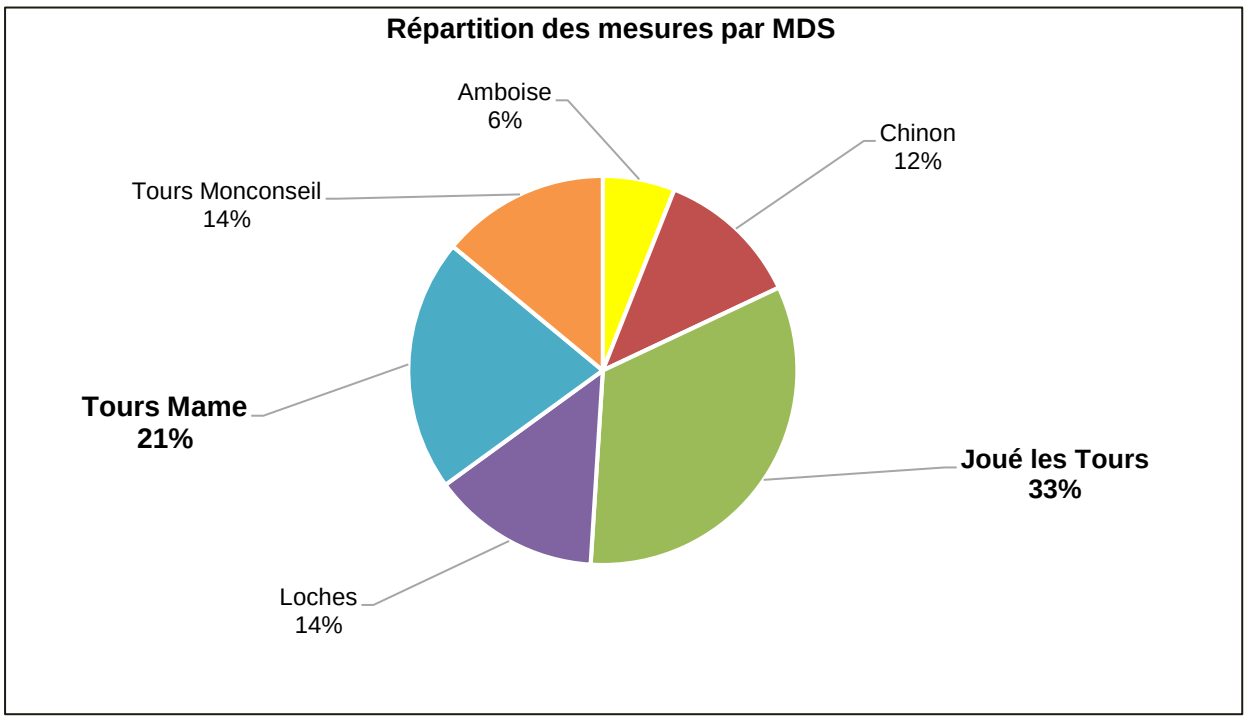
Origine des demandes

Origine	2024	2023	EVOLUTION
Bénéficiaires	171	115	48.6 %
TS externe	128	130	-1.5 %
TS interne	**470**	**502**	- 6.3 %
Total	**769**	**747**	**2.9 %**

En 2024 :

- 78 % des demandes ont été instruites par des travailleurs sociaux (contre 85 % en 2023)
- 22 % des bénéficiaires ont déposé leur dossier eux-mêmes (contre 15 % en 2023). Ceci marque une progression à souligner.



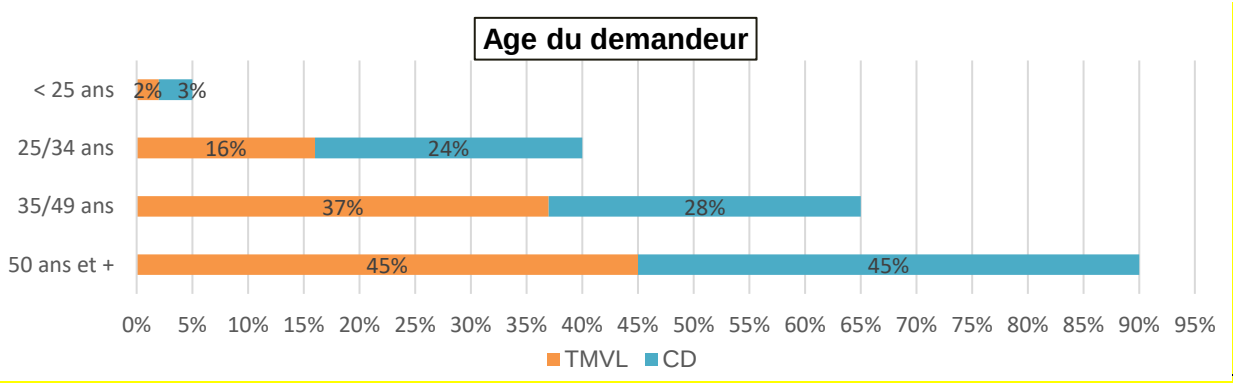


2.2.2 Profil des ménages aidés

Age des demandeurs

Tranches d'Age	Nombre
< 25 ans	11
25/34 ans	81
35/49 ans	158
50 ans et plus	**199**
TOTAL	**449**

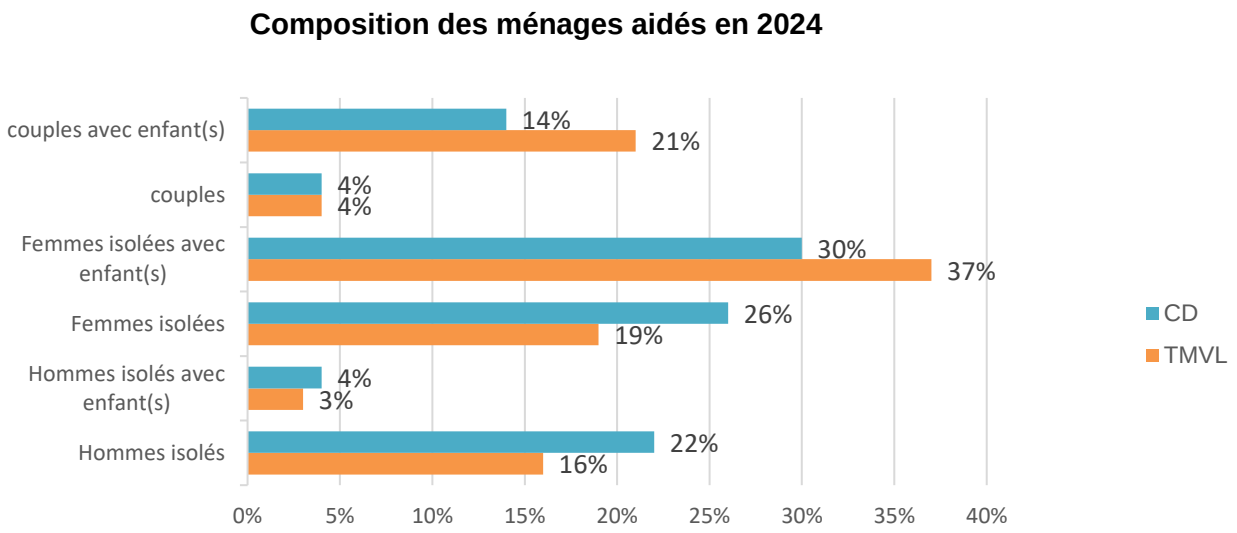
La tranche des 50 ans et plus est majoritairement représentée.



Composition des ménages aidés

251 demandes ont été déposées par des femmes, 93 par des hommes, 105 par des couples.

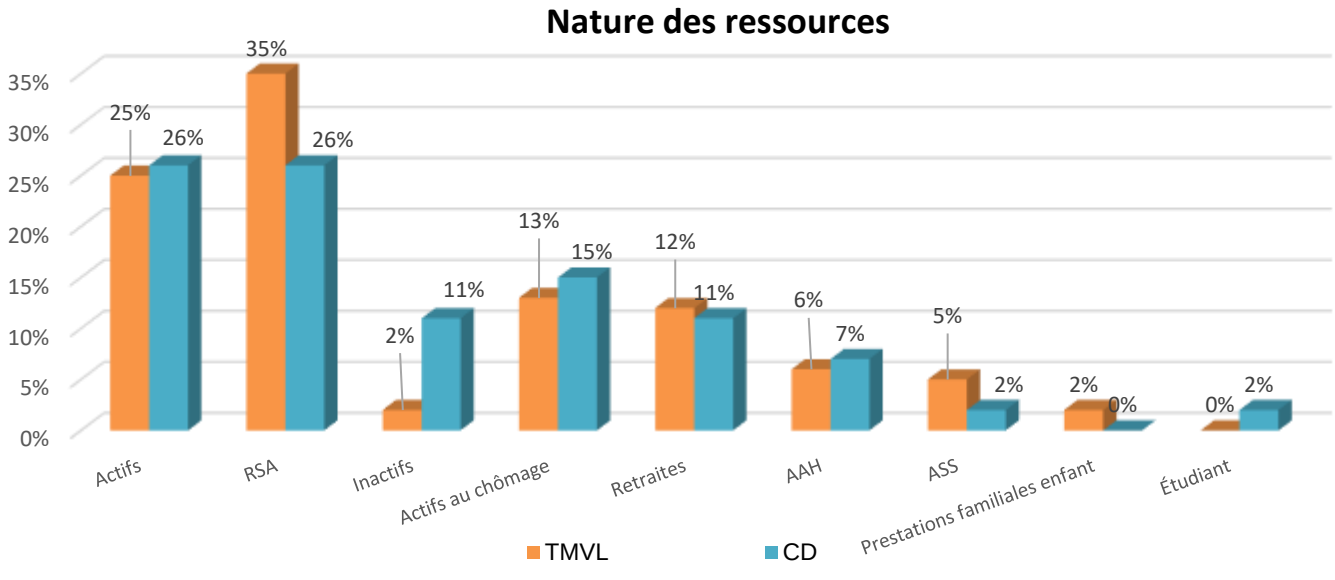
Ménages	2024				TOTAL
	Sans enfant		Avec enfant(s)		
	Femme	Homme	Femme	Homme	
Personnes isolées	94	79	**157**	14	
Sous total	173		171		344
Couples	17		88		105
TOTAL	190		259		**449**



Principale nature des ressources des ménages aidés

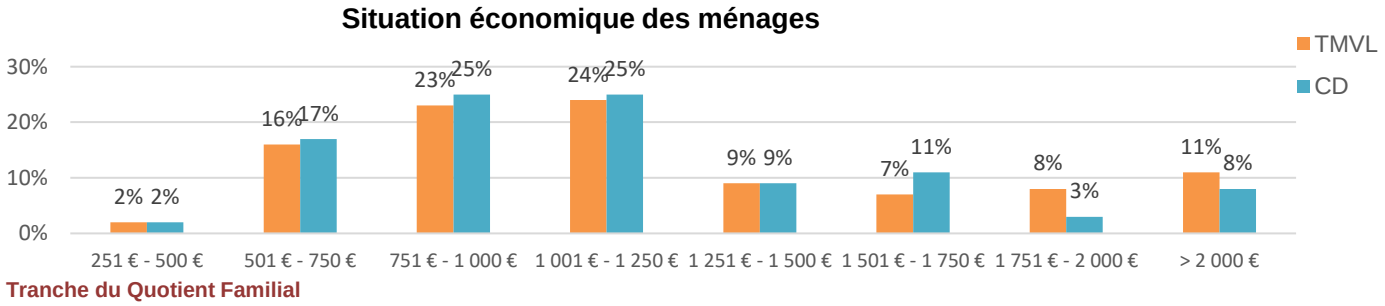
Type	Nombre
Minima sociaux	
RSA	149
AAH	30
ASS	19
Autres ressources	
ACTIFS	112
ACTIFS AU CHOMAGE	59
RETRAITE	54
INACTIF	20
PRESTATIONS FAMILIALES ENFANT	3
AUTRES	3
TOTAL	**449**

33 % des ménages aidés pour se maintenir dans le logement sont bénéficiaires du RSA ;
25 % sont des actifs.



La situation économique des ménages

Tranche du Quotient Familial QF	Nombre	%
De 251 à 500 €	8	2 %
De 501 à 750 €	73	16 %
De 751 à 1 000 €	105	23 %
De 1 001 à 1 250 €	**111**	**25 %**
De 1 251 à 1 500 €	40	9 %
De 1 501 à 1 750 €	35	8 %
De 1 751 à 2 000 €	30	7 %
> 2 000 €	47	10%
TOTAL	**449**	100 %

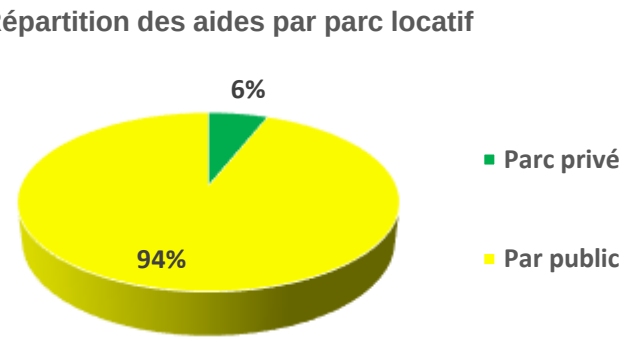


Niveau des dettes prises en compte

Montant de la dette	Dette locative
0 € à 250 €	**176**
251 € à 500 €	**48**
501 € à 750 €	**51**
751 € à 1 000 €	37
1 001 € à 1 250 €	16
1 251 € à 1 500 €	22
1 501 € à 1 750 €	14
1 751 € à 2 000 €	12
2 001 € à 2 500 €	19
2 501 € à 3 000 €	6
3 001 € à 3 500 €	1
> 3 501 €	9
TOTAL	**411***

** Résultats fournis pour 411 dossiers sur les 449 dossiers aidés.*
Données indisponibles pour 38 dossiers :
soit le ménage ne présentait pas de dette, soit le logiciel d'extraction statistique n'a pu faire remonter l'indicateur.

Présentation par type de parc locatif



Les aides au maintien ont principalement permis l'apurement des dettes locatives constituées dans le parc public.

Répartition des aides accordées par territoire

EPCI	Nb aides	Taux	Montant des aides	Taux
COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE RACAN	2	0.50 %	1 055€	0.5 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE	**36**	**6 %**	**12 712 €**	**4.5 %**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX BLÉRÉ VAL DE CHER	1	0.50 %	95 €	0 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE	**31**	**5 %**	**12 730 €**	**4.5 %**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS	3	0.50 %	1 140 €	0.50 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE	13	2 %	6 921 €	2.5 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES	16	3 %	11 367 €	4 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE	4	0.50 %	1 252 €	0.50 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE	4	0.50 %	2 798 €	1 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE	**22**	**4 %**	**10 624 €**	**4 %**
TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE	**465**	**78 %**	**219 805 €**	**78 %**
TOTAL	**597**	**100 %**	**280 499 €**	**100 %**

* Ce tableau couvre l'ensemble des aides saisies dans la partie logicielle du FSL relative au MAINTIEN dans le logement :

- Aides aux impayés locatifs,
- Aides aux régularisations de charges locatives,
- Aides au remboursement d'emprunt et charges de copropriété
- Aides aux régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide)

Il est à noter toutefois que les fonds engagés quant aux aides aux régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide) émargent sur le budget dévolu à l'accès et au maintien des énergies, de l'eau et de la téléphonie.

Détail des aides accordées, avec distinction entre les aides aux impayés locatifs / régularisations de charges locatives et les aides aux régularisations de charges d'énergies

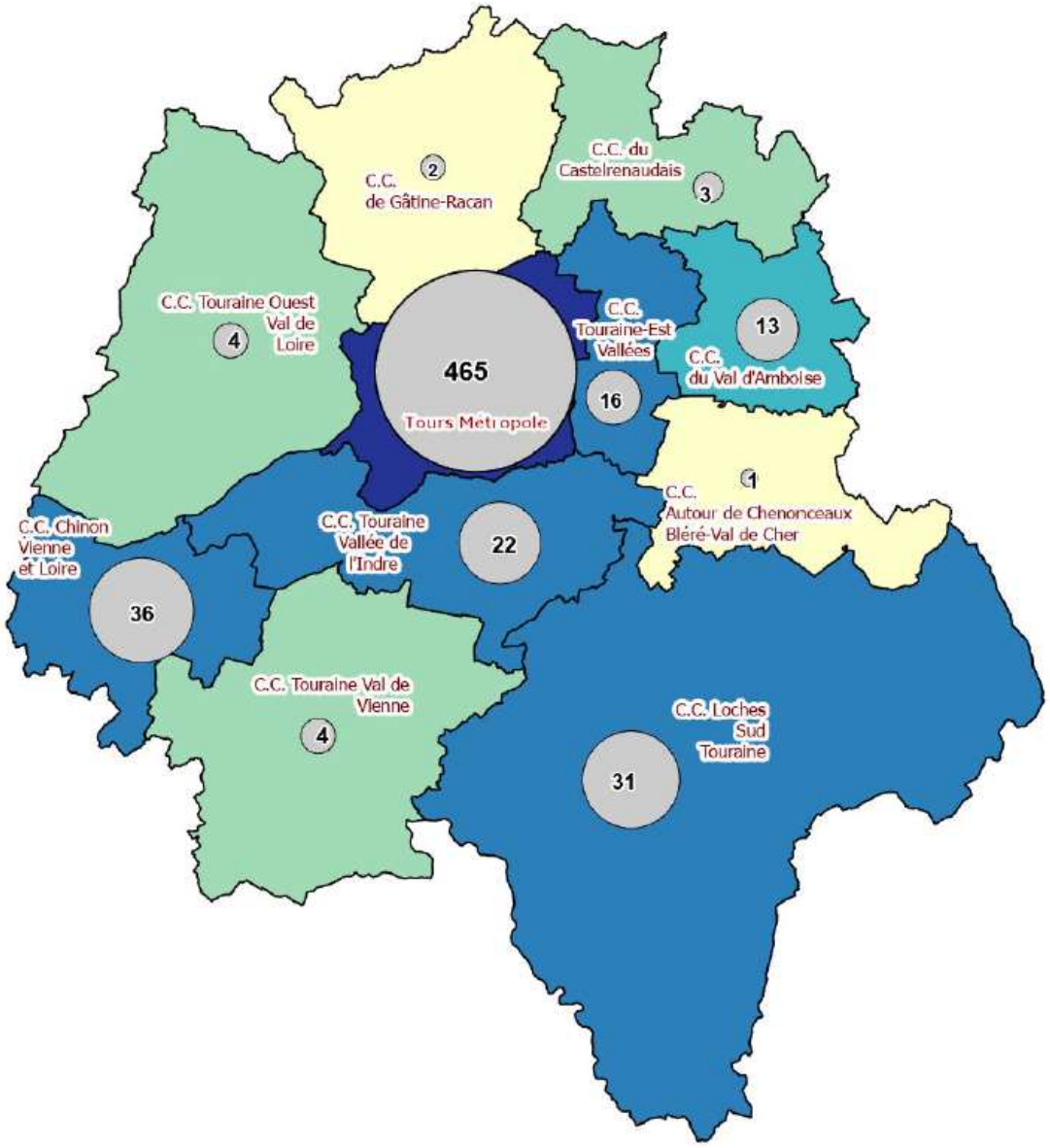
	2024	2024 TMVL	2024 CD	2023
	Prestations	Prestations	Prestations	Prestations
Impayés Locatifs et Régularisation de Charges locatives	350	267	83	261
Montant Accordé	**203 193 €**	**158 854 €**	**44 339 €**	**174 505 €**
Moyenne / Prestations	**581 €**	**595 €**	**534 €**	**669 €**
Régularisation de charges d'Energie	247	198	49	320
Montant Accordé	**77 306,19 €**	**60 951 €**	**16 355,19 €**	**91 338 €**
Moyenne / Prestations	**313 €**	**308 €**	**334 €**	**285 €**
Total Général	**597**	**465**	**132**	**581**
Montant Total	**280 499,19 €**	**219 805 €**	**60 694,19 €**	**265 844 €**
Moyenne globale	**470 €**	**473 €**	**460 €**	**458 €**

On note un ralentissement notable de l'activité au titre des aides aux régularisations de charges d'énergie :

- **293 dossiers adressés au FSL en 2024** contre 375 en 2023 **(- 22 %)**
- **247 aides octroyées en 2024** : 198 sur la Métropole ; 49 aides sur le Département
- Pour un **montant total de 77 306 € (- 18 %)**, soit une aide moyenne de 313 €
- Principaux bailleurs publics concernés : **69 % VAL TOURAINE HABITAT**, 16 % TOURAINE LOGEMENT, 4 % LIGERIS, 3 % TOURS METROPOLE HABITAT
- 4 % issues du parc privé (SQUARE HABITAT…)
- Communes principalement concernées :
  JLT (63 aides accordées), TOURS (39 aides accordées), St Cyr sur Loire et St Avertin (23 aides accordées), SPDC (22 aides accordées), La Riche (18 aides accordées), Chinon (16 aides accordées), Monts (11 aides accordées)

AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT ET AIDES AUX REGULARISATIONS DE CHARGES DE CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE ET D'EAU FROIDE DANS L'HABITAT COLLECTIF

Indre-et-Loire, 2024



597 AIDES ACCORDEES

EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

- moins de 1 100 €
- entre 1 001 € et 3 000 €
- entre 3 001 € et 7 000 €
- entre 7 001 € et 13 000 €
- plus de 219 000 €

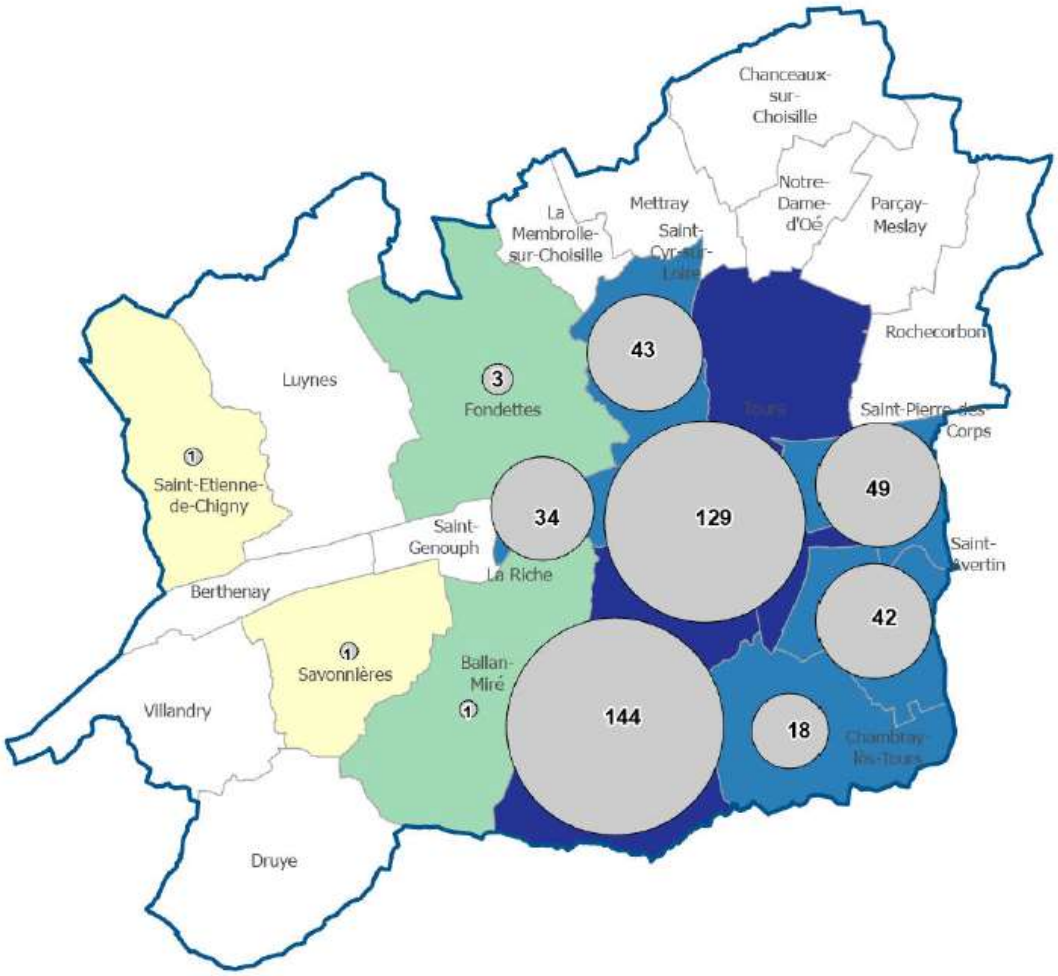
0 5 10 15 Km

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT ET AIDES AUX REGULARISATIONS DE CHARGES DE CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE ET D'EAU FROIDE DANS L'HABITAT COLLECTIF

Tours Métropole Val-de-Loire, 2024



597 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

465 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

Légende

Montants (en €)

- Aucun
- moins de 1 000 €
- entre 1 001 € et 2 500 €
- entre 2 501 € et 6 000 €
- entre 6 001 € et 30 000 €
- plus de 60 000 €

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

0 5 10 15 Km

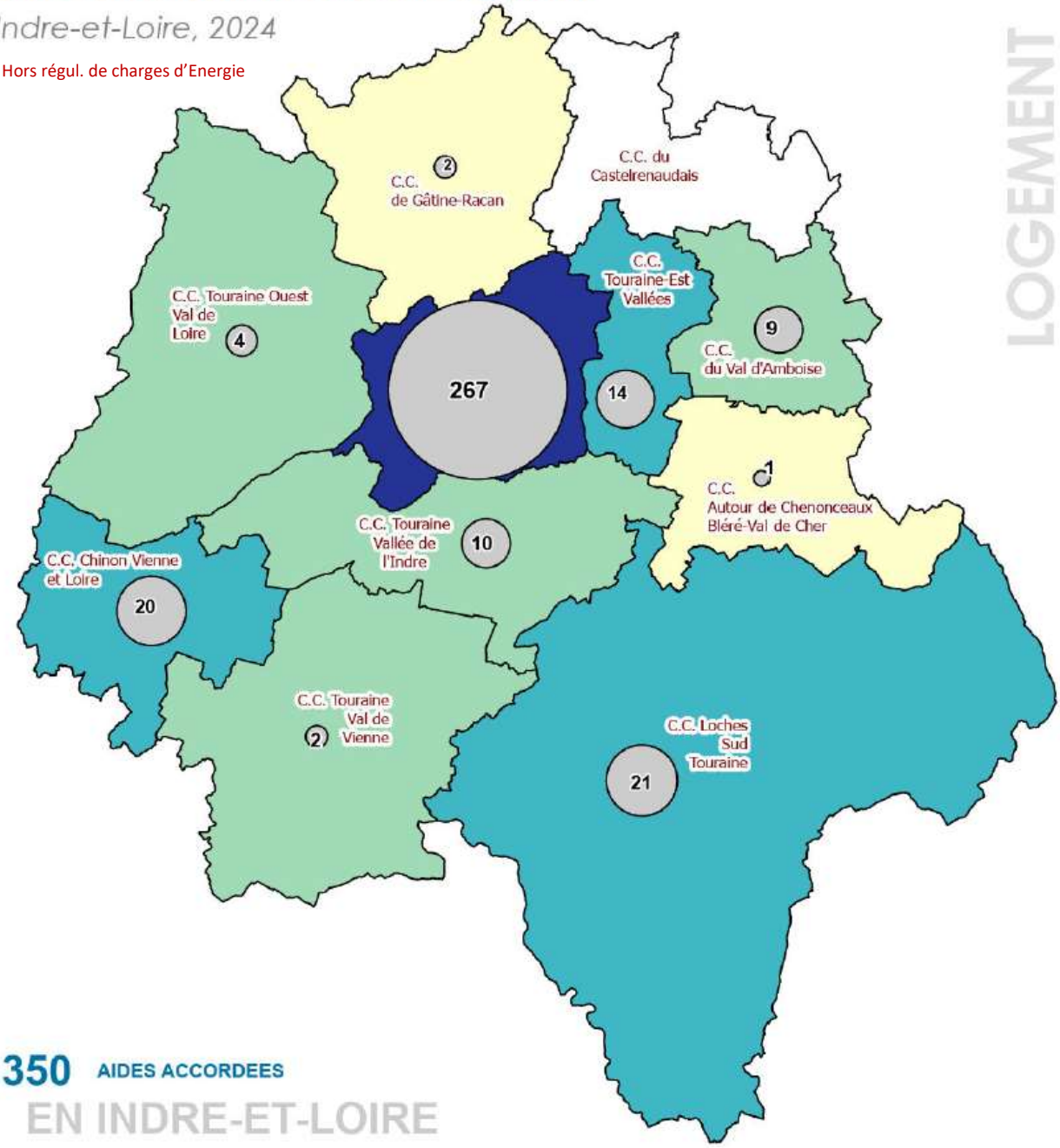
TOURAINE LE DÉPARTEMENT

AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

Indre-et-Loire, 2024

* Hors régul. de charges d'Energie

LOGEMENT



350 AIDES ACCORDEES

EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

- Aucun
- moins de 1 100 €
- entre 1 001 € et 3 000 €
- entre 3 001 € et 7 000 €
- entre 7 001 € et 13 000 €
- plus de 150 000 €

0 5 10 15 Km

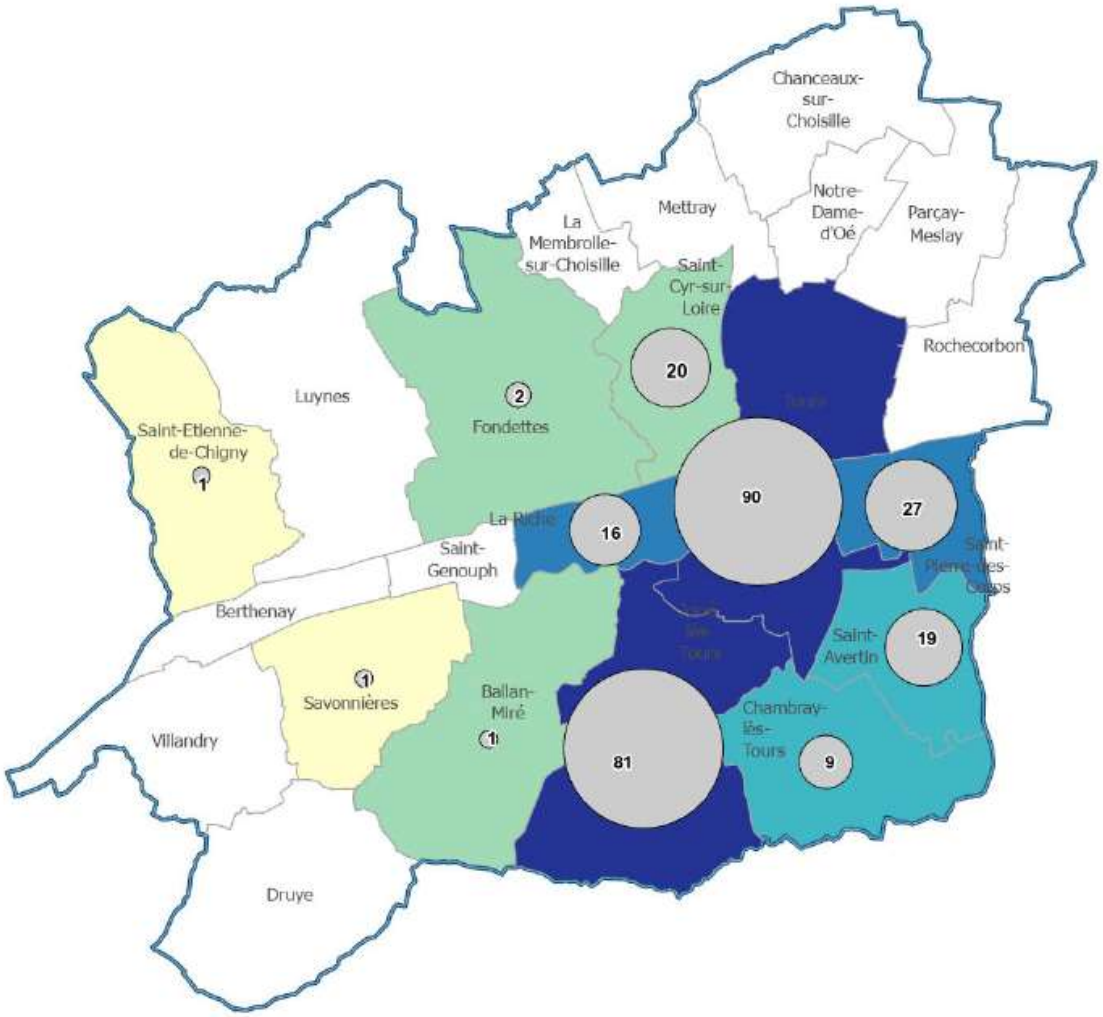
Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

Tours Métropole Val-de-Loire, 2024

* Hors régul. de charges d'Energie



267 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

350 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

- Aucun
- moins de 1 000 €
- entre 1 001 € et 2 500 €
- entre 2 501 € et 6 000 €
- entre 6 001 € et 40 000 €
- entre 50 000 € et 99 800 €

0 5 10 15 Km

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

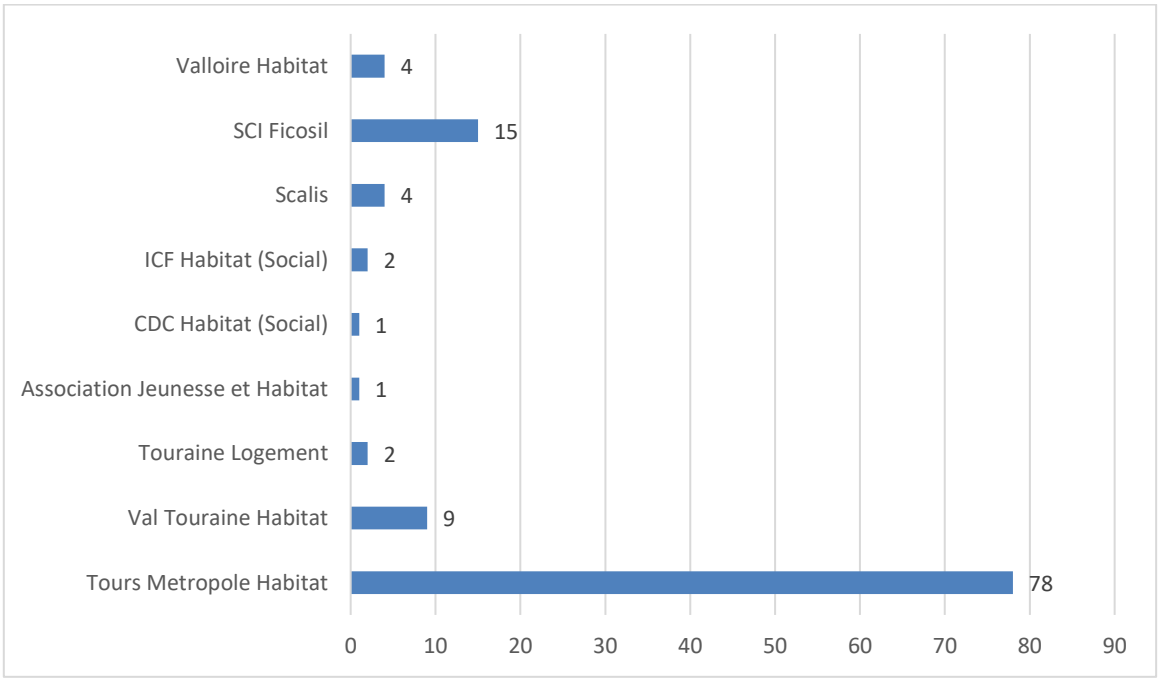
2.2.3. Les mises en jeu de garanties (MJG)

Le recouvrement des créances liées au paiement des garanties de loyer auprès des bailleurs est directement suivi par la Paierie Départementale.
Au 31/12/2024, le montant des versements liés aux MJG auprès des bailleurs est de **86 150,52 €.**
Répartis pour **82 312,83 €** sur le territoire de la Métropole et **3 837,69 €** pour le reste du département.

Mise en Jeu de Garantie	*2024*			
	Nombre	**%**	**Montants versés au 31/12**	**Montant moyen de garantie mise en jeu**
TMVL				
Bailleurs publics :	**110**	**100**	**82 312,83**	**728,43 €**
Tours Métropole Habitat	78	71	45 733,35	586,33 €
Val Touraine Habitat	6	5	7 728,98	1 286,16 €
Touraine Logement	2	2	3 581,67	1 790,84 €
Autres Bailleurs sociaux*	24	22	25 268,83	1 052,87 €
Bailleurs privés :	**0**	**0**	**0,00**	**0,00 €**
Total 12/2024	***110***	***100***	***82 312,83***	***748,30 €***
CD				
Bailleurs publics :	**5**	**100**	**3 837,69 €**	527,48 €
Val Touraine Habitat	3	60	2 415,03 €	805,01 €
Autres Bailleurs sociaux	2	40	1 422,66 €	711,13 €
Bailleurs privés :	**0**	**0**	**0 €**	0,00 €
Total 12/2024	***5***	***100***	***3 837,69 €***	***527,48 €***
Total général 2024	***115***	***100***	***86 150,52 €***	***749,13 €***
Rappel 2023 (31/12)	151	100	**118 079,42 €**	**781,98 €**
Rappel 2022 (31/12)	130	100	**78 614,38 €**	**604,73 €**
Rappel 2021 (31/12)	96	100	**57 649,39 €**	**599,67 €**

**Autres bailleurs Sociaux : Association Jeunesse et Habitat, CDC Habitat (Social), ICF Habitat Atlantique (Social), Scalis, SCI Ficosil, Valloire Habitat.*

Nombre de Mises en Jeu de Garantie



2.3 L'AIDE AUX ÉNERGIES, A L'EAU ET A LA TÉLÉPHONIE

** hors régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide)*

2.3.1 Données globales

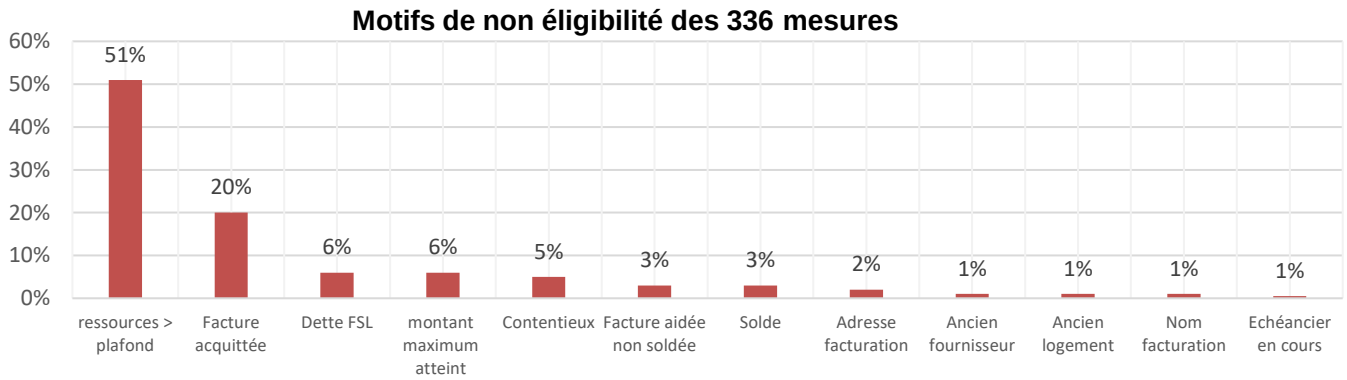
Les aides accordées quant aux impayés d'énergie, d'eau et de téléphonie sont au nombre de 1 571 contre 1 423 en 2023, soit une augmentation de 10 %.

	2024		2024 TMVL		2024 CD		2023		Évolution / 2023
	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations	Mesures	Prestations	
Examinées	**1 864**	**2 119**	**1 000**	**1 120**	**864**	**999**	**1 776**	**2 002**	**5.8 %**
Accordées	**1 412**	**1 571**	**722**	**795**	**690**	**776**	**1 291**	**1 423**	**10 %**

452 demandes ont été rejetées (24 % des demandes examinées).

Demandes	2024	TMVL	CD
Refusées	13	8	5
Non éligibles	336	197	139
Non abouties	103	73	30
Total	**452**	278	174

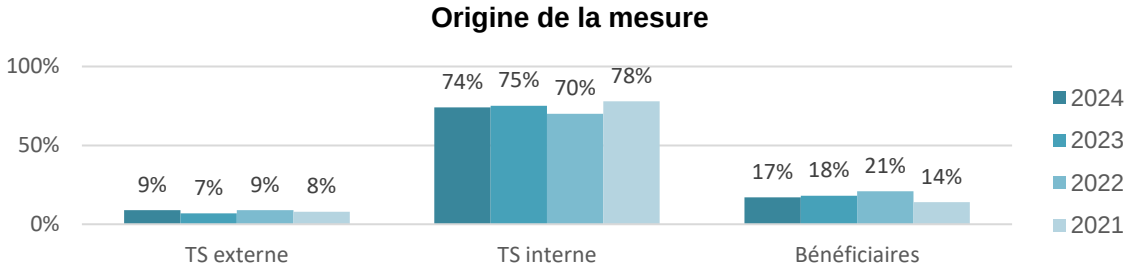
18 % des demandes examinées ne sont pas éligibles au dispositif (20 % en 2023).

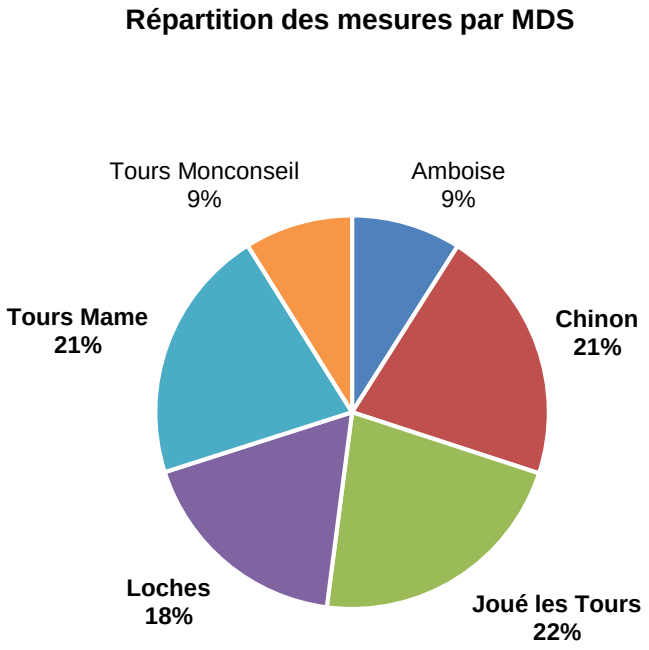


La moitié des demandes est non éligible au motif du **dépassement du plafond des ressources**.

Origine des demandes :

Origine	2024	2023	EVOLUTION
Bénéficiaire	319	312	2.24 %
TS externe	168	128	31.25 %
TS interne	**1 377**	**1 336**	**3 %**
Total	**1 864**	**1 776**	**4.95 %**





2.3.2 Le dispositif énergie (électricité, gaz…)

Évolution des demandes 2023 à 2024

Année	2024	TMVL	CD	2023	Évolution
Examinées	1 521	871	650	1 977	-23 %
Accordées	1 137	633	504	988	**15 %**
Montant accordé	**328 915 €**	161 934 €	166 981 €	286 706 €	**15 %**
Aide Moyenne	289 €	256 €	331 €	290 €	-0.34 %

Dans notre département, en 2024, nous faisons le constat d'une augmentation notable des demandes d'aides aux impayés d'énergie accordées (+15%) et plus particulièrement pour les factures d'électricité.

Quelques hypothèses peuvent être émises quant aux motifs de cette hausse :

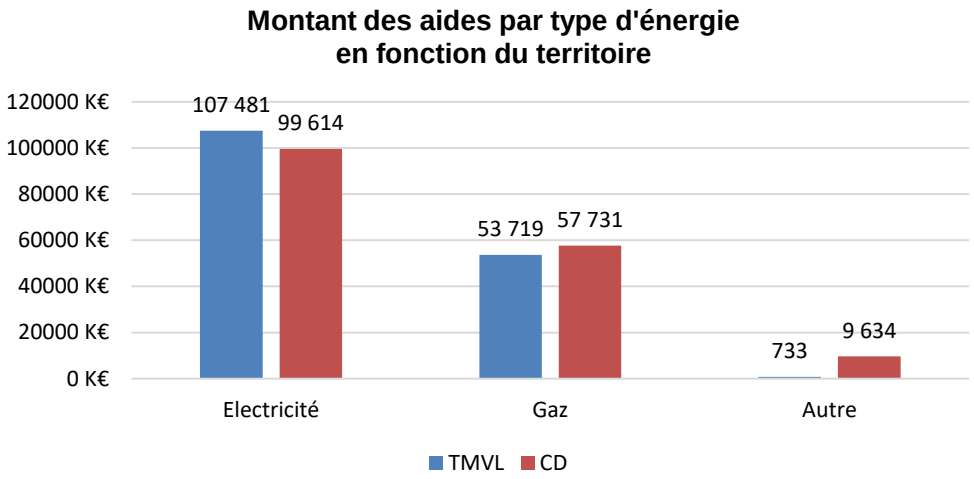
- Contexte énergétique inflationniste
- Paupérisation grandissante de la population engendrée par le phénomène d'inflation
- Enjeux autour de la rénovation énergétique du parc de logement et de la nécessité de répondre aux situations de précarité énergétique

Évolution des demandes par type d'énergie

Type	2024	TMVL	CD	2023
Electricité	**729**	424	305	**604**
Gaz	**379**	206	173	**353**
Autre	29	3	26	31
TOTAL	**1 137**	633	504	988
Montant	**328 915 €**	161 934 €	166 981 €	286 706 €

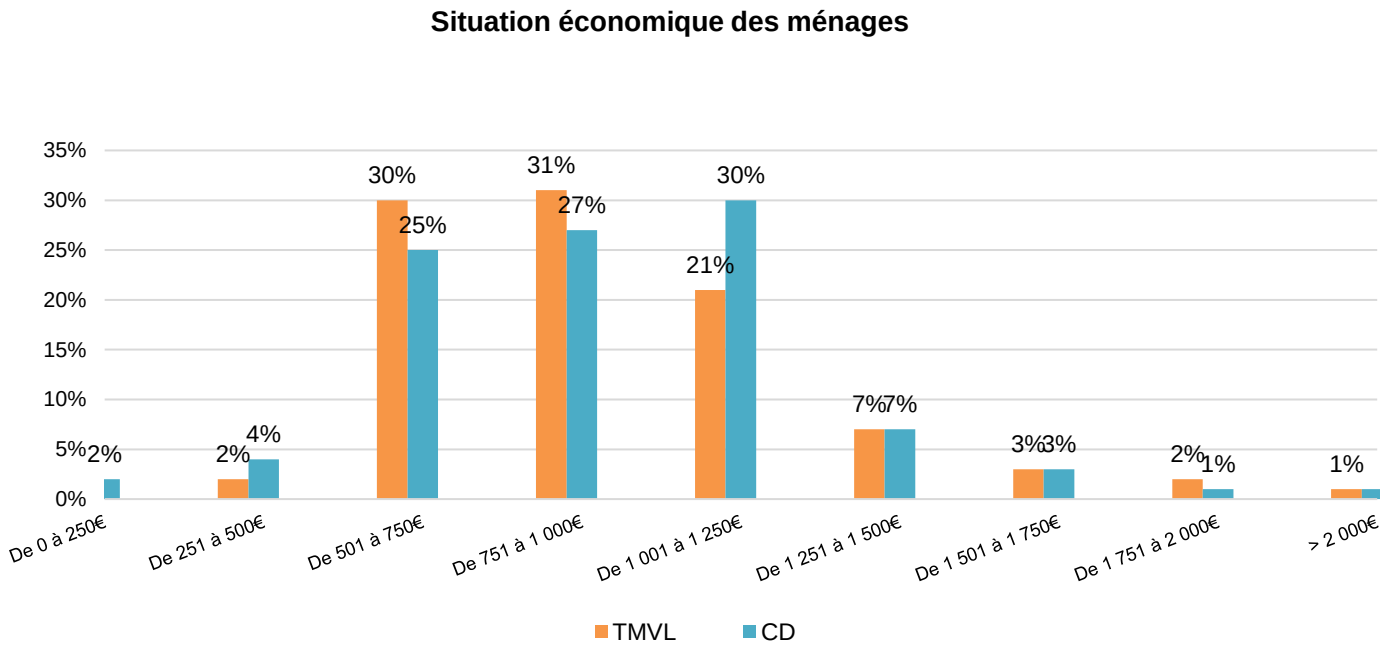
Évolution des montants des aides par type d'énergie

Type	2024	2023	2022	2021
Electricité	207 096.04 €	167 105.63 €	135 148.03 €	176 822,76 €
Gaz	111 451.87 €	107 943.73 €	93 759,55 €	80 669.70 €
Autre	10 367.18 €	11 656.20 €	15 002.97 €	13 738.62 €
Total	**328 915.09 €**	**286 706.56 €**	**243 906 €**	**271 231.08 €**



Répartition par tranche de ressources (en nombre et en %)

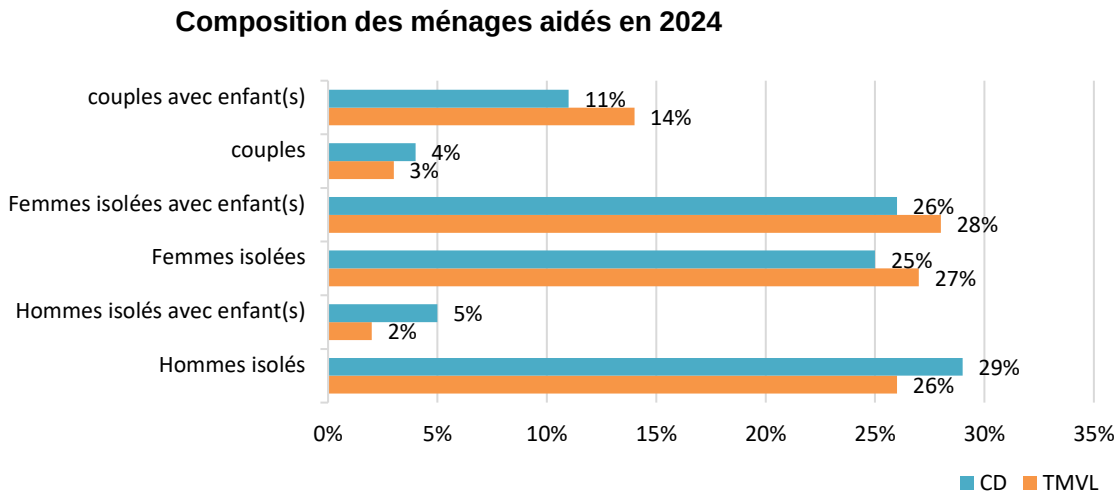
Tranche de ressources	2024	
	Nombre	%
0 à 250 €	28	2 %
De 251 € à 500 €	32	4 %
De 501 € à 750 €	321	28 %
De 751 € à 1 000 €	**332**	**29 %**
De 1 001 € à 1 250 €	281	25 %
De 1 251 € à 1 500 €	82	7 %
De 1 501 € à 1750 €	30	3 %
De 1 751 € à 2 000 €	16	1 %
> 2 000 €	15	1 %
Total	**1 137**	**100 %**



63 % des ménages aidés ont des ressources inférieures à 1000 €.

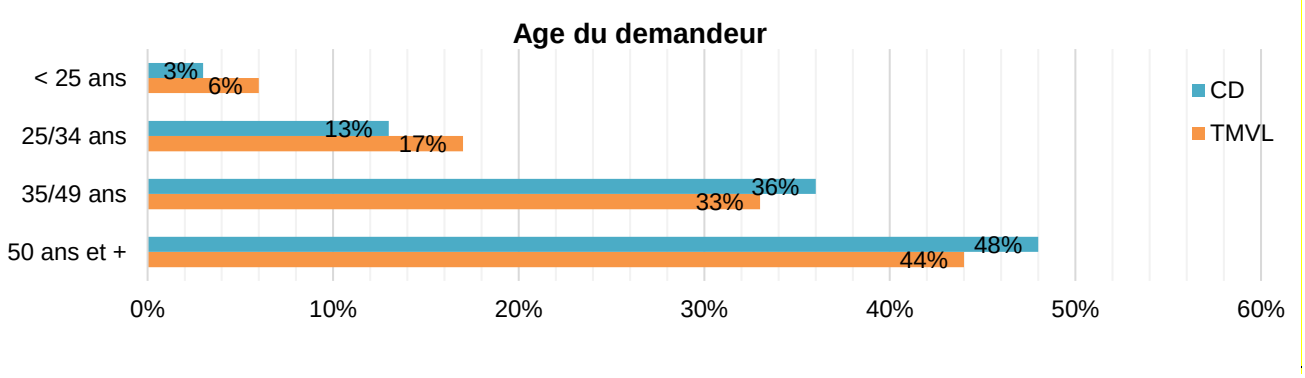
Profil des ménages

Ménages	2024				TOTAL
	Sans enfant		Avec enfant(s)		
	Femme	Homme	Femme	Homme	
Personnes isolées	296	**309**	**312**	35	
Sous total	605		347		952
Couples	39		146		185
TOTAL	644		493		1137



Age des demandeurs

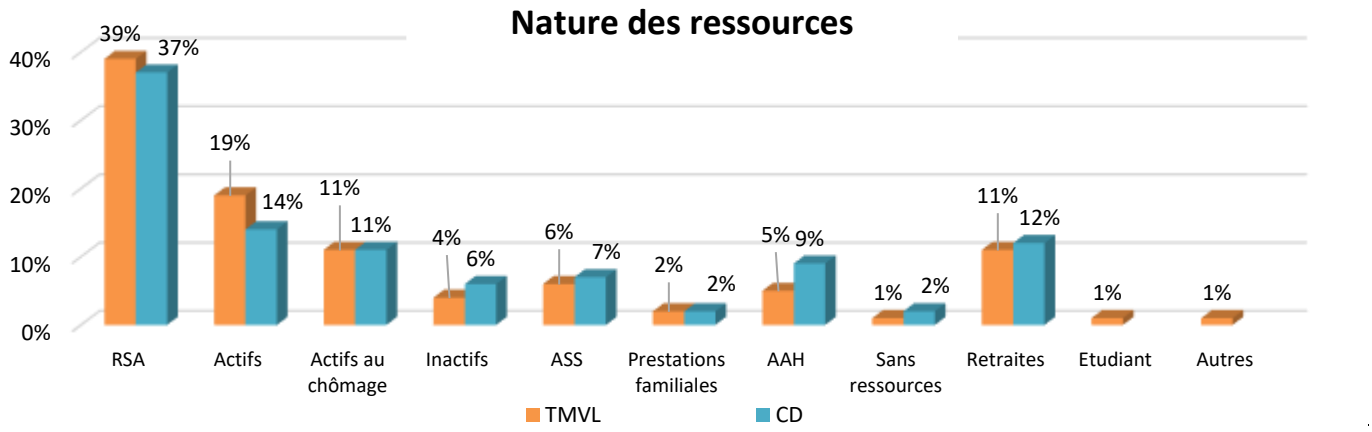
Tranches d'âge	Nombre
< 25 ans	54
25/34 ans	178
35/49 ans	387
50 ans et plus	**518**
TOTAL	**1 137**



Les aides aux impayés d'énergie concernent majoritairement la tranche d'âge 50 ans et + et les personnes isolées.

Principale nature des ressources des ménages aidés

Type	Nombre
Minima sociaux	
RSA	425
AAH	83
ASS	73
Autres ressources	
ACTIFS	189
ACTIFS AU CHOMAGE	141
RETRAITE	132
INACTIF	57
ETUDIANT	4
PRESTATIONS FAMILIALES ENFANT	16
AUTRES	17
TOTAL	**1137**



37 % des ménages bénéficiant d'une aide au paiement des impayés d'énergie sont des allocataires du RSA (39% en 2023) ; **17 %** sont des actifs exerçant une activité professionnelle (16% en 2023).

Montant des dettes des ménages aidés

Montant de la dette	Nombre d'aides			
	Electricité	Gaz	Charbon – Fioul - Bois …	Forfait fluides Citoyens Français Itinérants
0€ à 250€	192	75		**1**
251€ à 500€	**216**	**106**	8	
501€ à 750€	141	84	5	
751€ à 1000€	74	45	**7**	
1001€ à 1250€	40	28	7	
1251€ à 1500€	23	12	1	
1501€ à 1750€	8	10		
1751€ à 2000€	12	5		
> 2 000	23	14		
TOTAL	**729**	**379**	**28**	**1**

2.3.3 L'eau

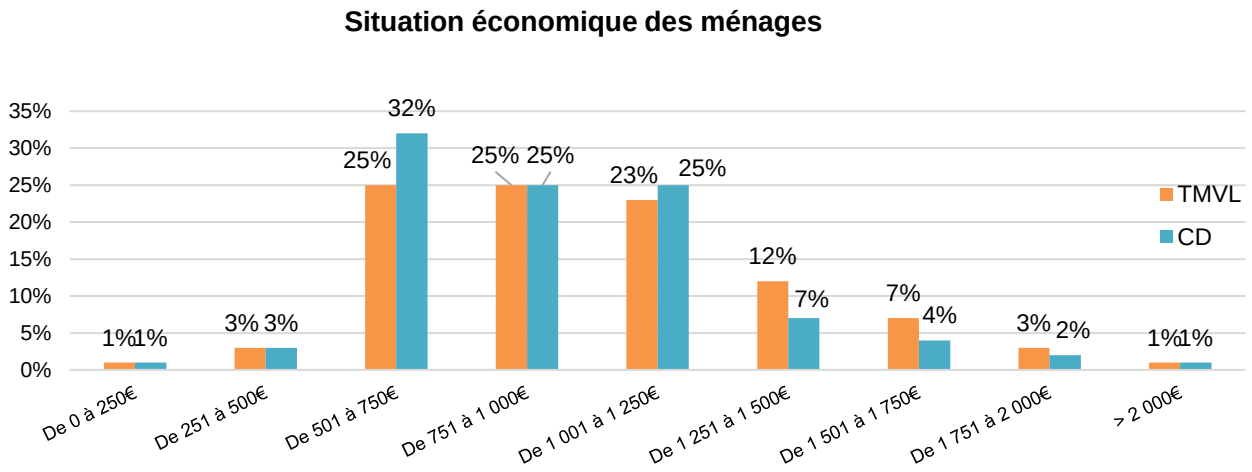
Évolution 2023 à 2024

Année	2024	TMVL	CD	2023	Évolution
Examinées	574	238	336	589	-2.5 %
Accordées	431	161	270	429	0.46%
Montant accordé	51 422.08 €	19 550.51€	31 871.57€	47 389.03 €	**8.5 %**
Aide moyenne	119 €	121 €	118 €	110 €	**8 %**

Répartition par tranche de ressources (en %)

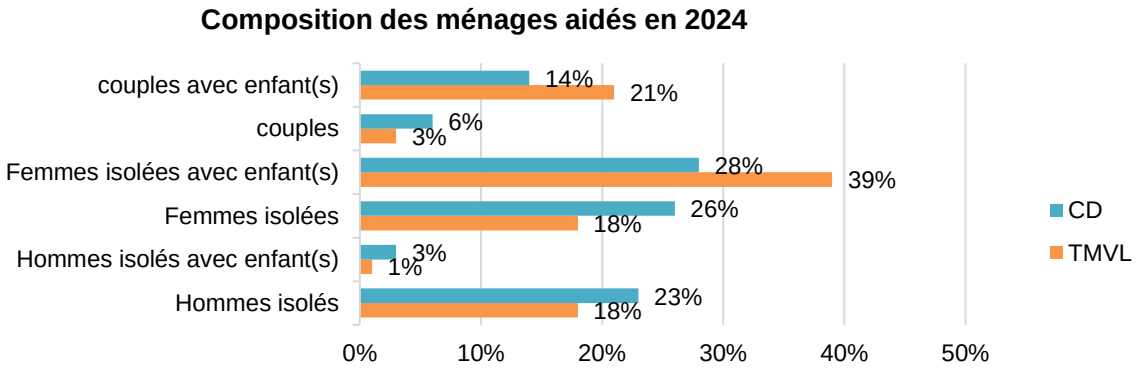
Tranche de ressources	2024	
	Nombre	%
0 à 250 €	3	1
De 251 € à 500 €	12	3
De 501 € à 750 €	123	29
De 751 € à 1 000 €	**104**	**25**
De 1 001 € à 1 250 €	101	24
De 1 251 € à 1 500 €	38	9
De 1 501 € à 1750 €	21	5
De 1 751 € à 2 000 €	12	3
> 2 000 €	4	1
Total	**418 ***	**100**

** Résultats fournis pour 418 dossiers.*
Données indisponibles pour 13 dossiers.



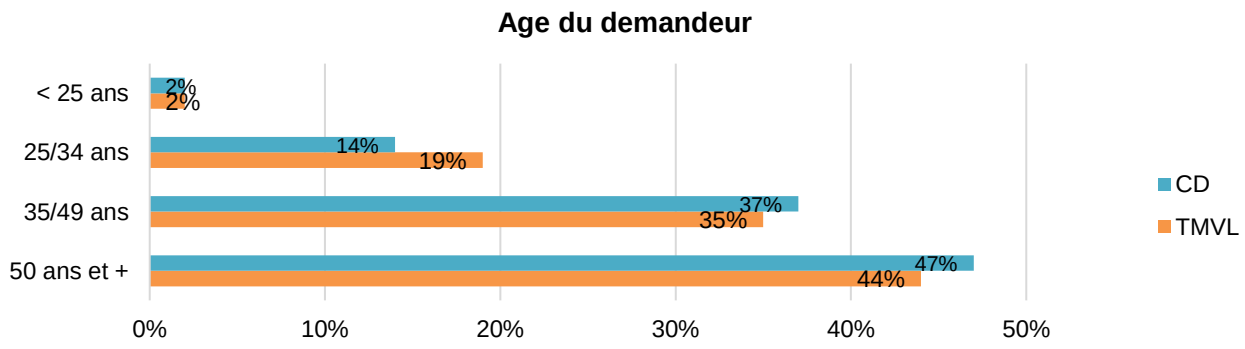
Profil des ménages

Ménages	2024				TOTAL
	Sans enfant		Avec enfant(s)		
	Femme	Homme	Femme	Homme	
Personnes isolées	98	90	**138**	11	
Sous total	188		149		**337**
Couples	21		73		94
TOTAL	209		222		431



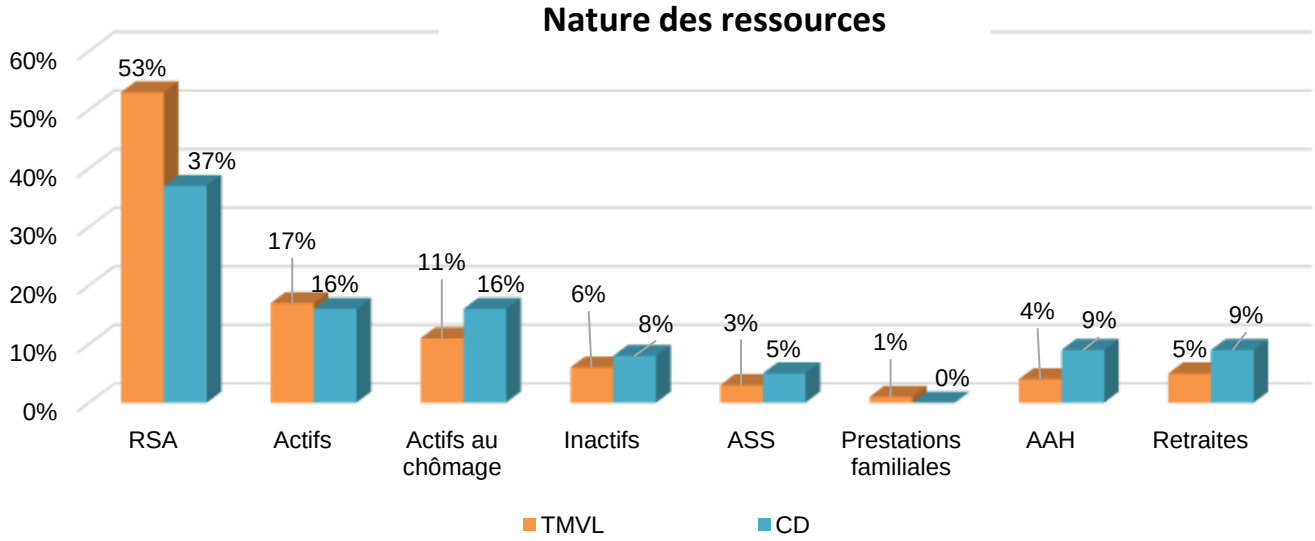
Age des demandeurs

Tranches d'Age	Nombre
< 25 ans	10
25/34 ans	67
35/49 ans	155
50 ans et plus	**199**
TOTAL	**431**



Principale nature des ressources des ménages aidés

Type	Nombre
Minima sociaux	
RSA	184
AAH	33
ASS	18
Autres ressources	
ACTIFS	69
ACTIFS AU CHOMAGE	62
RETRAITE	32
INACTIF	30
PRESTATIONS FAMILIALES ENFANT	1
AUTRES	2
TOTAL	**431**



43 % des ménages aidés au paiement des impayés d'eau sont des bénéficiaires du RSA (40% en 2023) ; **16 %** sont des actifs exerçant une activité professionnelle (12% en 2023).

Montant des dettes des ménages aidés-

Montant de la dette en €	Nombre de dossiers
0€ à 250€	**255**
251€ à 500€	112
501€ à 750€	26
751€ à 1000€	14
1001€ à 1250€	4
1251€ à 1500€	1
1501€ à 1750€	5
1751€ à 2000€	1
TOTAL	**418***

61 % des ménages aidés ont des factures impayées d'eau allant jusqu'à **250 €.**

* *Résultats fournis pour 418 dossiers. Données indisponibles pour 13 dossiers.*

2.3.4 Le dispositif téléphonie

Demandes	2024	TMVL	CD	2023
Examinées	**24**	11	13	**25**
Accordées	**3**	1	2	**6**
Montant en €	**141.92 €**	18.39 €	123.53 €	**308.57 €**

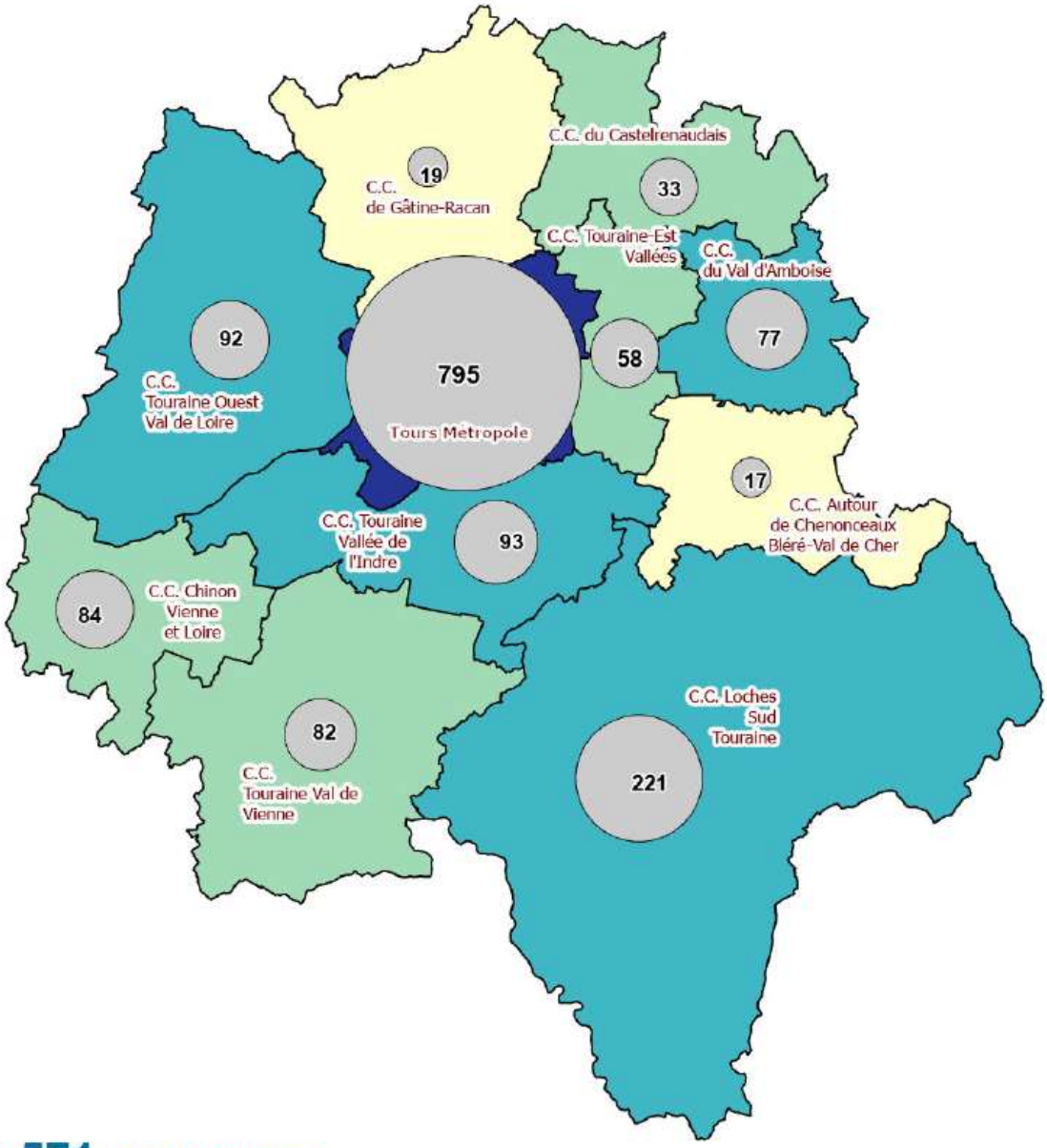
Répartition des aides énergie, eau et téléphone accordées par territoire

EPCI	Nb aides	Taux	Montant des aides	Taux
COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE CHOISILLES - PAYS RACAN	19	1.2 %	5 189 €	1.4 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE	84	5.3%	19 834 €	5.2 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLÉRÉ VAL DE CHER	17	1 %	5 085 €	1.3 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE	**221**	14 %	**52 768 €**	13.9 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS	33	2.1 %	10 875 €	2.9 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE	77	4.9 %	21 589 €	5.7 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES	58	3.7 %	15 402 €	4 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE	92	5.8 %	24 865 €	6.5 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE	82	5.2 %	20 393 €	5.3 %
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE	93	5.9 %	22 977 €	6 %
TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE	**795**	**50.6%**	**181 503 €**	**47.7 %**
TOTAL	**1 571**	100 %	**380 479 €**	100 %

AIDES A L'ACCES ET AU MAINTIEN DES ENERGIES, DE L'EAU ET DE LA TELEPHONIE

Indre-et-Loire, 2024

** hors régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide)*



1 571 AIDES ACCORDEES

EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

- moins de 10 000 €
- entre 10 001 € et 20 000 €
- entre 20 001 € et 60 000 €
- plus de 180 000 €

0 5 10 15 Km

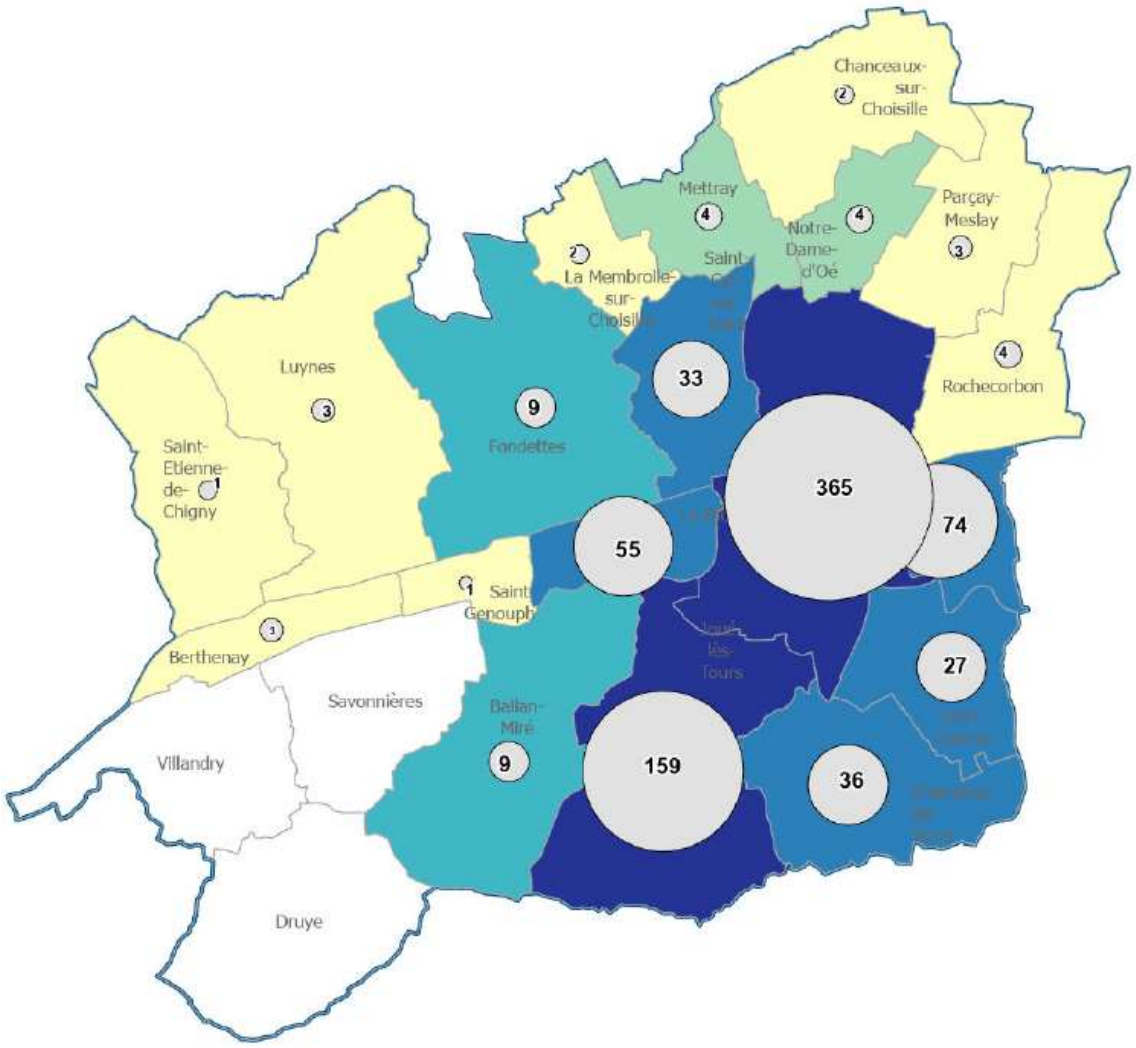
TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 07/03/2025

AIDES A L'ACCES ET AU MAINTIEN DES ENERGIES, DE L'EAU ET DE LA TELEPHONIE

Tours Métropole Val-de-Loire, 2024

** hors régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide)*



795 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

1 571 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)
- Aucun
- moins de 1 000 €
- entre 1 001 € et 2 000 €
- entre 2 001 € et 5 000 €
- entre 5 001 € et 15 000 €
- plus de 70 000 €

0 5 10 15 Km

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 10/03/2025

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

2.3.5 Focus sur le dispositif d'aide aux régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide)

On note un ralentissement notable de l'activité au titre des aides aux régularisations de charges d'énergie :

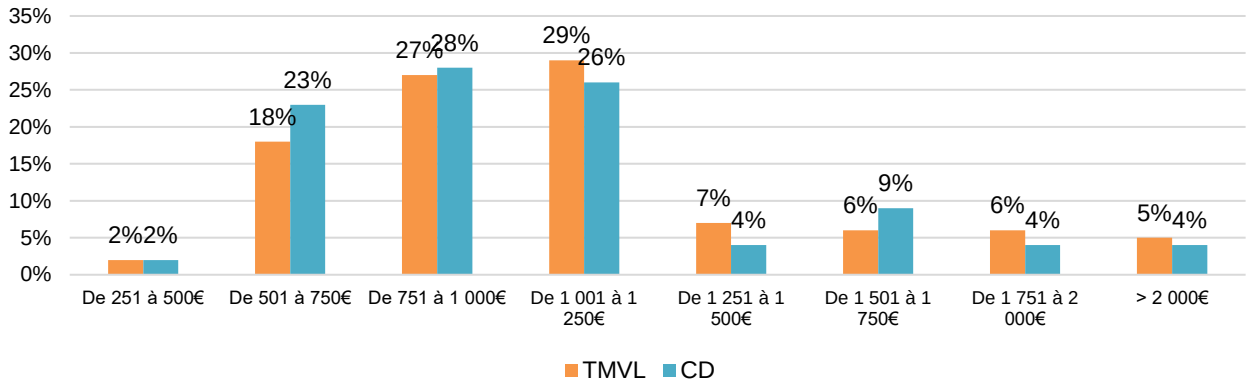
- **293 dossiers adressés au FSL en 2024** contre 375 en 2023 **(- 22 %)**
- **247 aides octroyées en 2024** : 198 sur la Métropole ; 49 aides sur le Département
- Pour un **montant total de 77 306 € (- 18 %)**, soit une aide moyenne de 313 €
- Principaux bailleurs publics concernés : **69 % VAL TOURAINE HABITAT**, 16 % TOURAINE LOGEMENT, 4 % LIGERIS, 3 % TOURS METROPOLE HABITAT
- 4 % issues du parc privé (SQUARE HABITAT…)
- Communes principalement concernées :
  JLT (63 aides accordées), TOURS (39 aides accordées), St Cyr sur Loire et St Avertin (23 aides accordées), SPDC (22 aides accordées), La Riche (18 aides accordées), Chinon (16 aides accordées), Monts (11 aides accordées)

Année	2024	TMVL	CD
Mesures accordées	220	173	47
Prestations examinées	**293**	240	53
Prestations accordées	**247**	**198**	**49**
Montant accordé	**77 306 €**	60 951 €	16 355 €
Aide moyenne	**313 €**	307 €	333 €

Répartition par tranche de ressources (en %)

Tranche de ressources	2024	
	Nombre Mesures	%
De 251 € à 500 €	4	2
De 501 € à 750 €	42	19
De 751 € à 1 000 €	60	27
De 1 001 € à 1 250 €	**63**	**29**
De 1 251 € à 1 500 €	14	6
De 1 501 € à 1750 €	14	6
De 1 751 € à 2 000 €	13	6
> 2 000 €	10	5
Total	**220**	**100**

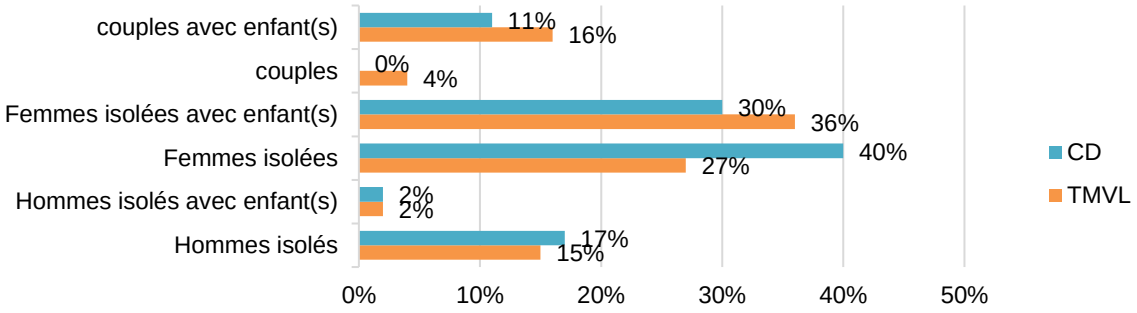
Situation économique des ménages



Profil des ménages

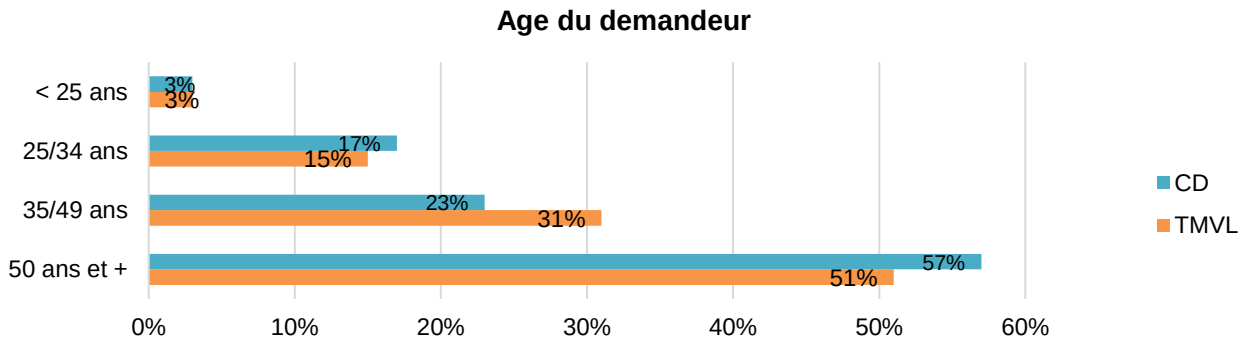
Ménages	2024				TOTAL Mesures
	Sans enfant		Avec enfant(s)		
	Femme	Homme	Femme	Homme	
Personnes isolées	65	34	**77**	4	
Sous total	99		81		**180**
Couples	7		33		40
TOTAL	106		114		220

Composition des ménages aidés en 2024



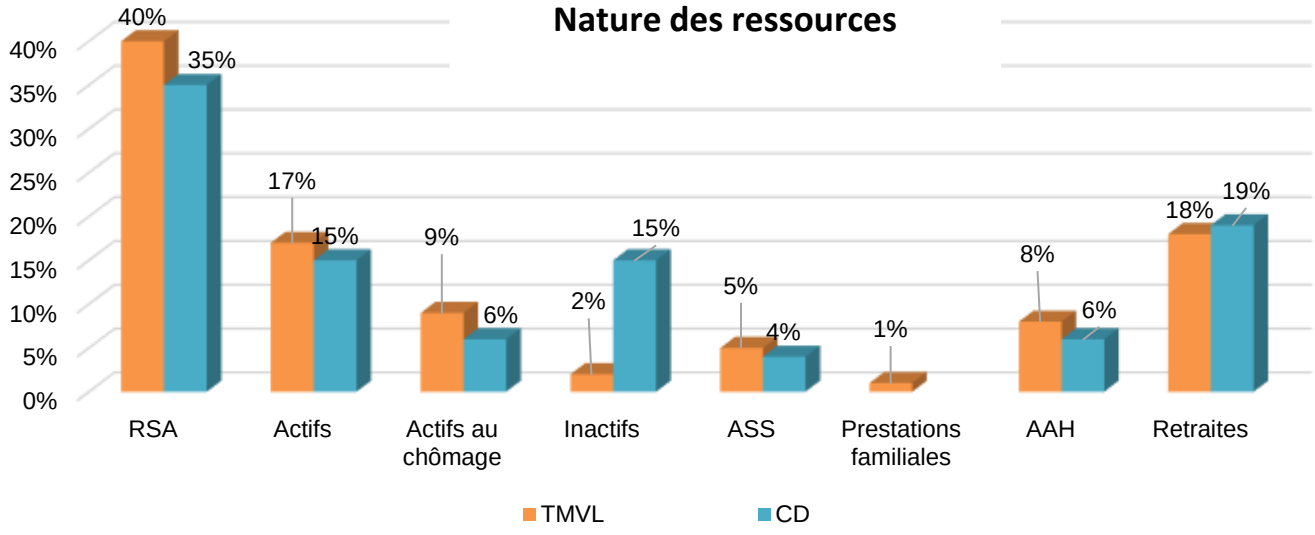
Age des demandeurs

Tranches d'Age	Nombre Mesures
< 25 ans	7
25/34 ans	34
35/49 ans	65
50 ans et plus	**114**
TOTAL	**220**



Principale nature des ressources des ménages aidés

Type	Nombre Mesure
Ressources de transfert	
RSA	**84**
AAH	16
ASS	11
Autres ressources	
ACTIFS	**37**
ACTIFS AU CHOMAGE	19
RETRAITE	40
INACTIF	12
PRESTATIONS FAMILIALES	1
TOTAL	**220**



38 % des ménages aidés au paiement des régularisations de charges d'énergies et d'eau sont des bénéficiaires du RSA (48 % en 2023); **17 %** sont des actifs exerçant une activité professionnelle (12 % en 2023).

Montant des dettes des ménages aidés

Montant de la dette en €	Nombre de dossiers
0€ à 250€	**43**
251€ à 500€	**84**
501€ à 750€	**49**
751€ à 1000€	25
1001€ à 1250€	20
1251€ à 1500€	4
1501€ à 1750€	3
1751 € à 2000 €	2
> 2000 €	3
TOTAL	**233***

36 % des ménages aidés avaient une dette comprise entre 251 et 500 €.

** 233 dettes considérées.*

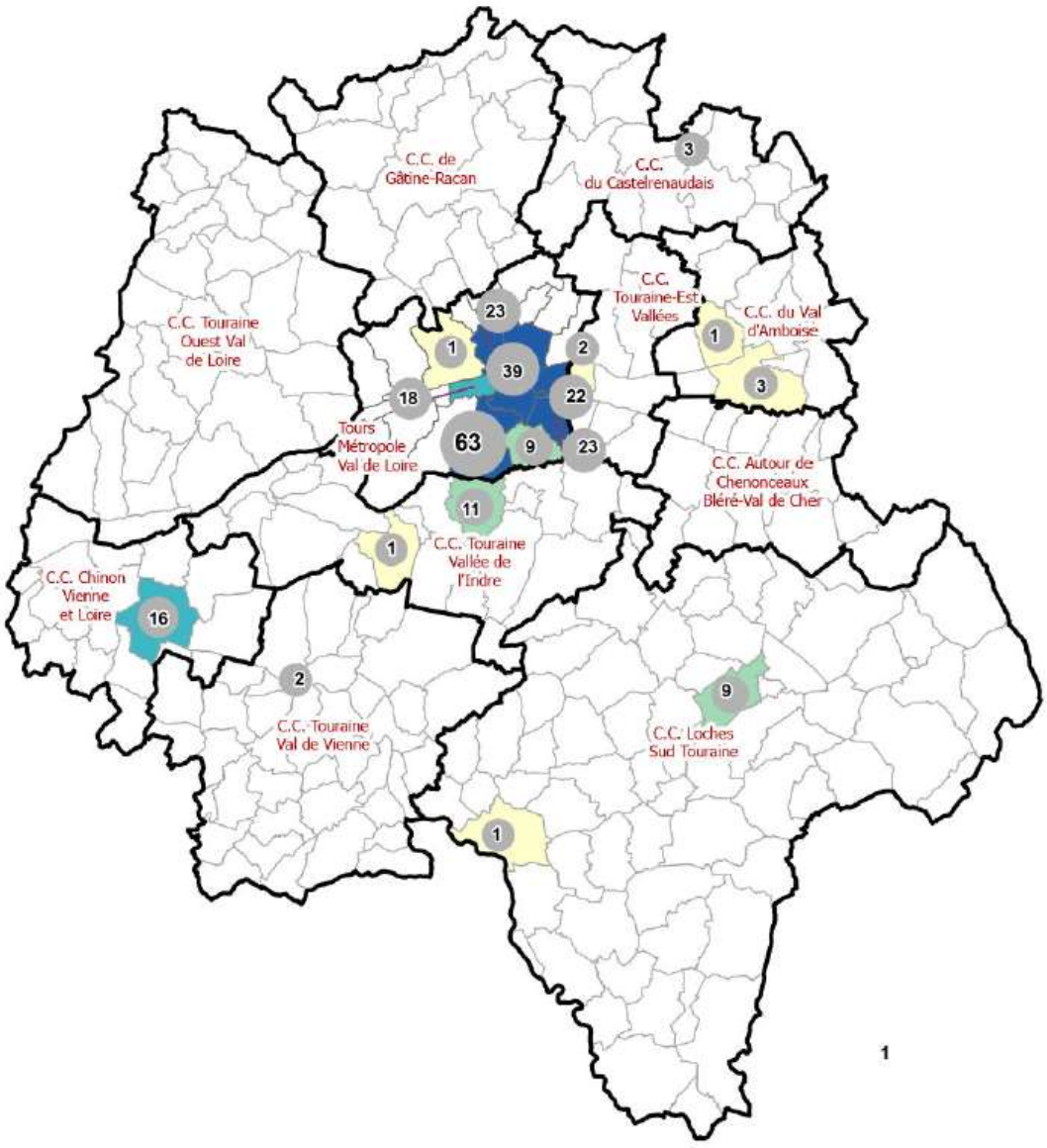
Un même dossier pouvant présenter plusieurs aides aux impayés (impayé à la régularisation de charges d'eau chaude sanitaire et de chauffage, impayé à la régularisation de charges d'eau froide).

Répartition des aides aux régularisations de charges d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire, eau froide)

EPCI	Nb aides	Taux	Montant des aides	Taux
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE	**16**	7.3	**4 901**	6.3
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE	**10**	4.5	**3 842**	5
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS	3	1.4	1 140	1.5
.COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE	4	1.8	1 249	1.6
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES	2	0.9	794	1.1
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE	2	0.9	760	1
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE	11	5	3 669	4.7
TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE	**172**	**78.2**	**60 951**	**78.8**
TOTAL	**220**	100	**77 306**	100

AIDES AUX REGULARISATIONS DE CHARGES DE CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE ET D'EAU FROIDE DANS L'HABITAT COLLECTIF

Indre-et-Loire, 2024



247

EN INDRE-ET-LOIRE

198

SUR LA METROPOLE

Légende

- 150 - 1000,0
- 1000,1 - 4350,0
- 4350,1 - 6000,0
- 6000,1 - 17 764

0 5 10 15 Km

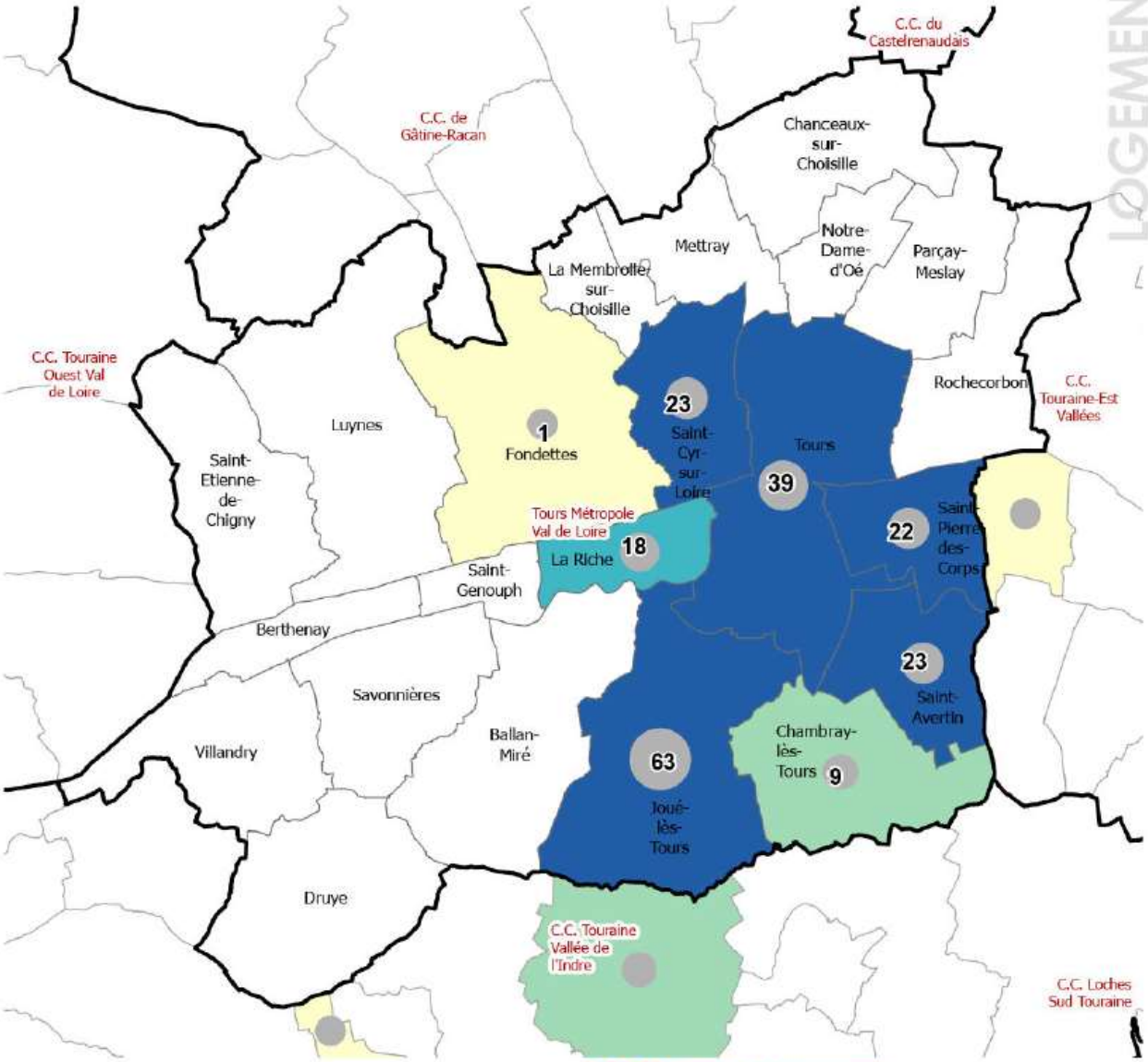
Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 10/03/2025

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

AIDES AUX REGULARISATIONS DE CHARGES DE CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE ET D'EAU FROIDE DANS L'HABITAT COLLECTIF

Tours Métropole Val-de-Loire, 2024

LOGEMENT



198 AIDES ACCORDEES

SUR LA METROPOLE

247 AIDES ACCORDEES

EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

- 150 - 1000,0
- 1000,1 - 4350,0
- 4350,1 - 6000,0
- 6000,1 - 17 764

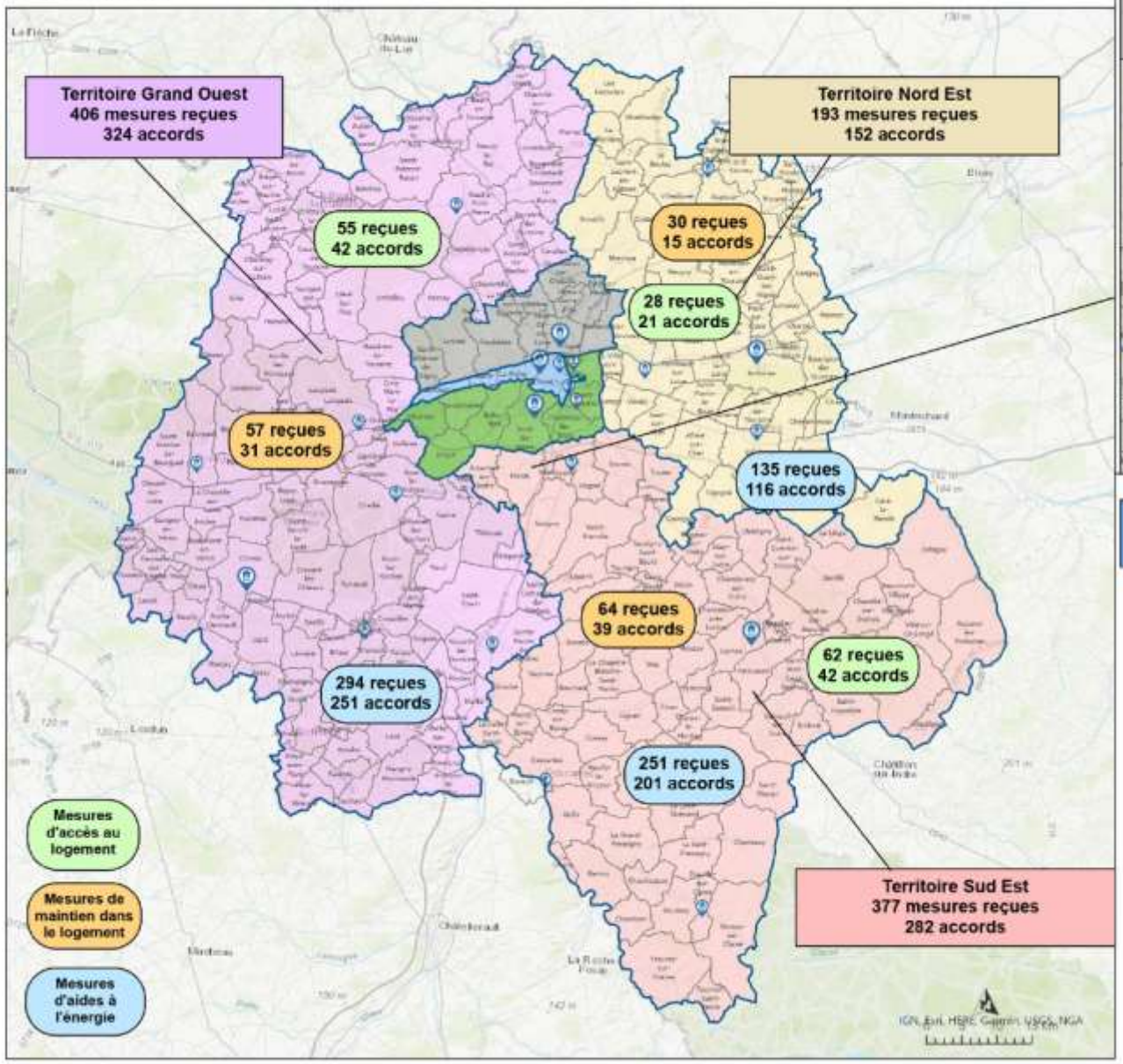
0 5 10 15 Km

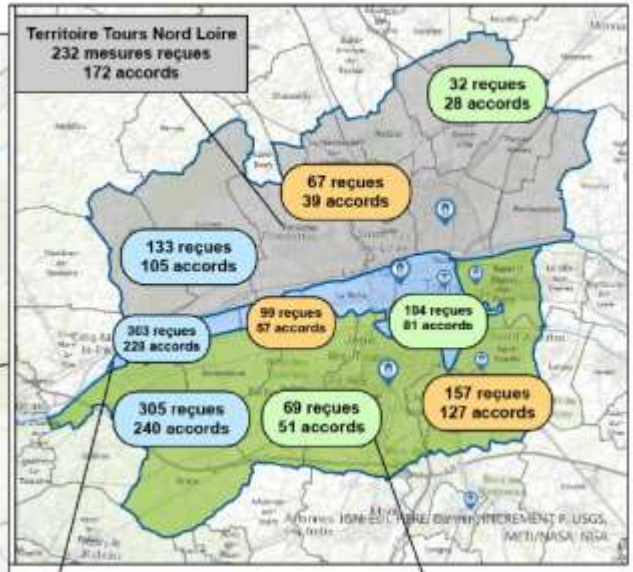
Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

DEMANDES REÇUES DES MDS (HORS ASLL)

Indre-et-Loire, 2024





MDS

Siège MDS

Territoire Grand Ouest | Territoire Joué/SPDC | Territoire TNL

Territoire Sud Est | Territoire TSL | Territoire Nord Est

Pour l'ensemble du département :

2 245 mesures reçues en territoires de MDS (Hors ASLL)
1 714 accords de mesures (Hors ASLL)

Source : Secrétariat général DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

TOURAINE
LE DÉPARTEMENT



© Val Touraine Habitat, Réhabilitation Les Mistrais, Langeais



© Val Touraine Habitat, Réhabilitation Les Sables, Bourgueil

IV. L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT

L'accompagnement social lié au logement demeure un axe fort d'intervention du Fonds : **265 ménages accompagnés en 2024** (295 en 2023, 304 en 2022, 346 en 2021).

- **143 ménages** ont été accompagnés par les **opérateurs externes** (FICOSIL, Entraide et Solidarités, et l'ASHAJ) pour une dépense de **148 201 €** (en 2023 : 165 ménages accompagnés)
- **122 ménages** ont été accompagnés par les 4 travailleurs sociaux de l'unité « accompagnement social » du **FSL** (2.75 ETP) (en 2023 : 130 ménages).

4.1 LES ASLL « Premiers pas ou Maintien »

4.1.1 Définitions

➢ **« Premiers pas dans le logement »**

D'une durée de 3 mois, cette mesure est attribuée dans le cadre de l'accès à un logement. Son objectif est de sécuriser l'entrée dans les lieux pour les ménages évalués fragiles.
Selon les éléments de contexte exposés et les difficultés rencontrées par le ménage, la mesure pourra être attribuée pour une durée initiale de 6 mois.

➢ **« Maintien dans le logement »**

Cette mesure peut être mobilisée soit à la suite d'une mesure « premiers pas dans le logement » soit en première intention pour les ménages déjà logés et qui présentent des difficultés de gestion des charges liées au logement nécessitant un accompagnement budgétaire.
L'accompagnement mis en place est un accompagnement **social global ainsi que l'accompagnement socio-professionnel des bénéficiaires du RSA**.

Les mesures d'accompagnement dans le logement sont validées principalement par la CUA (Commission Unique d'Attribution) avec **228 situations vues en 2024** et 173 décisions favorables (**258 situations vues en 2023** et 218 décisions favorables, **214 situations vues en 2022** et 192 décisions favorables).

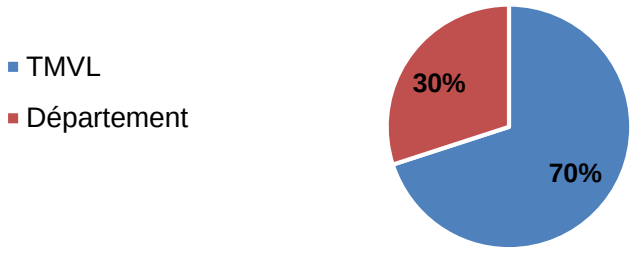
Des mesures d'accompagnement sont également engagées dans le cadre d'orientation des ménages par le SIAO 37 vers des dispositifs de logement accompagné, à savoir :
- Logement adapté ou sous location gérés par la FICOSIL. Ces mesures sont alors d'une durée initiale de 12 mois, renouvelables en CUA
- Logement temporaire à AMBOISE et NAZELLES NEGRON géré par l'ASHAJ (3 logements)

Depuis le 1er septembre 2023, dans le cadre de la refondation du SIAO 37, ces orientations font l'objet d'une Commission Unique Interne qui remplace la Commission Unique d'Orientation.
Le Fonds de Solidarité Logement n'étant pas membre de cette commission, l'avis sur l'engagement d'une mesure ASLL est sollicité auprès de la chargée de mission Politique sociale du logement du service habitat et logement du Conseil départemental d'Indre-et-Loire, avant orientation vers la FICOSIL.

4.1.2. Répartition des mesures

L'unité « accompagnement social » du pôle Fonds de Solidarité Logement est composée de quatre Référentes ASLL qui interviennent sur l'ensemble du département.
A ce titre, les quatre Référentes ASLL de l'équipe interne ont accompagné **122 ménages en 2024** (130 en 2023 / 141 en 2022).

Répartition territoriale des ménages accompagnés par l'équipe interne



3 Opérateurs externes ont accompagné 143 ménages en 2024 (hors Logement temporaire) :

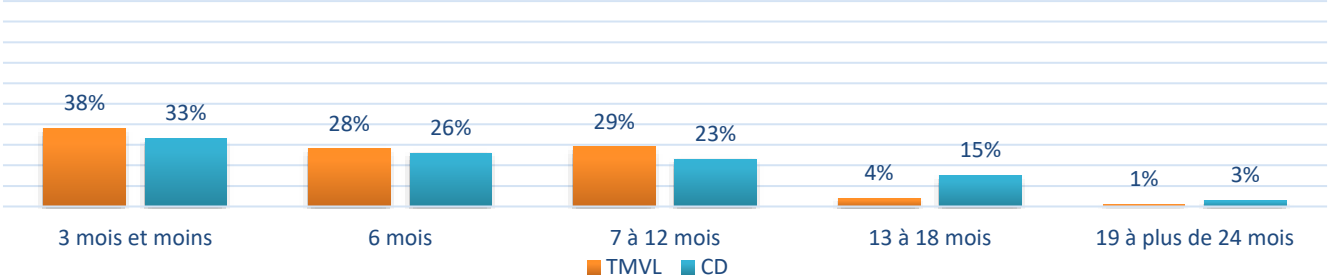
- Entraide et Solidarités (Tours et l'antenne de Chinon)
- FICOSIL
- Association pour l'Habitat des Jeunes du pays Loire Touraine (ASHAJ)

PRESTATAIRES	Mesures Conventionnées	Mesures Contractualisées	Budget réalisé
Entraide et Solidarités TOURS	16	13.75	28 875 €
Entraide et Solidarités CHINON	3	2	4 200 €
SCI FICOSIL	50	47	106 690 €
ASHAJ	3	1.5	3150 €
Total	**72**	**64,25**	**142 910 €**

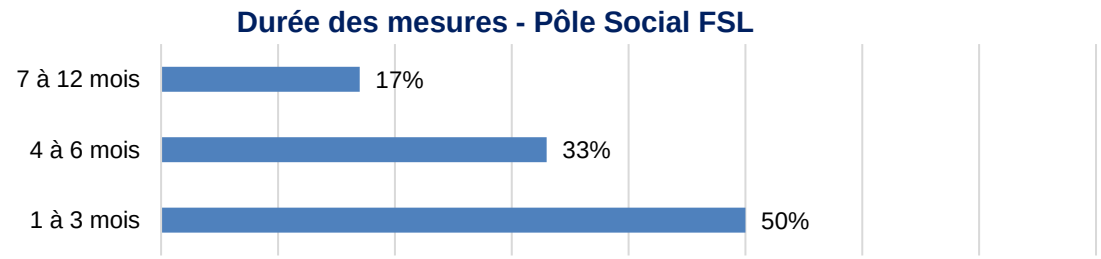
4.1.3. Typologie des accompagnements

➢ Durée des mesures

Globalement, 64 % des mesures ont une durée **inférieure ou égale à 6 mois** (59 % en 2023, 59 % en 2022).
Seulement 3 accompagnements (soit 1%) ont été exercés au-delà des 24 mois.



- Pour **l'Equipe Interne du FSL :**
  - **50 %** des accompagnements ont une durée **< ou égale à 3 mois** (33% en 2023, 34% en 2022),
  - **33 %** des accompagnements ont une durée de **6 mois** (38% en 2023, 41% en 2022),
  - **17 %** des accompagnements ont une durée **entre 7 et 12 mois** (18% en 2023,15% en 2022).



- **La FICOSIL** exerce majoritairement des ASLL, en lien avec une entrée en logement accompagné (sur orientation du SIAO 37). Ces mesures d'une durée initiale de 12 mois peuvent être renouvelées, si nécessaire pour une durée de 6 mois. La majorité des accompagnements pour cet opérateur a une durée comprise entre 7 et 12 mois (62%).

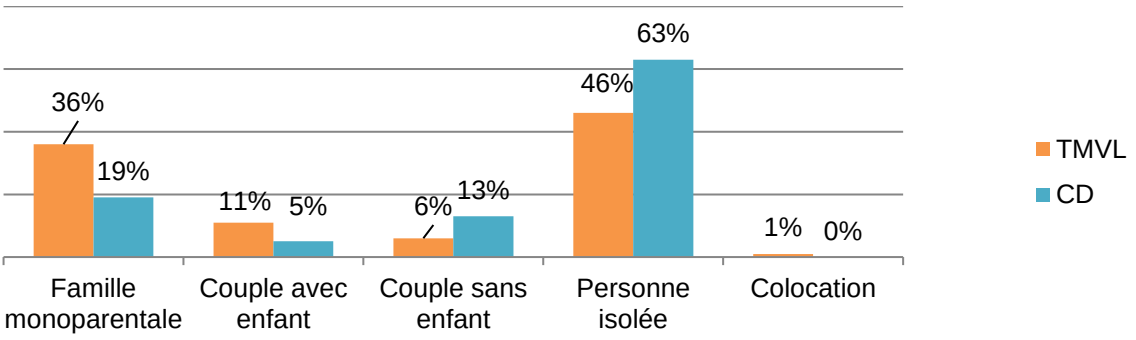
- Pour **Entraide et Solidarités - TOURS,** 84 % des accompagnements ont une durée inférieure ou égale à 6 mois, dont 51 % inférieure ou égale à 3 mois. **Concernant l'antenne de CHINON**, 88 % des accompagnements ont une durée inférieure ou égale à 6 mois (dont 33 % entre 3 et 6 mois).

- Pour l'**ASHAJ**, 50 % des accompagnements ont une durée inférieure ou égale à 6 mois.

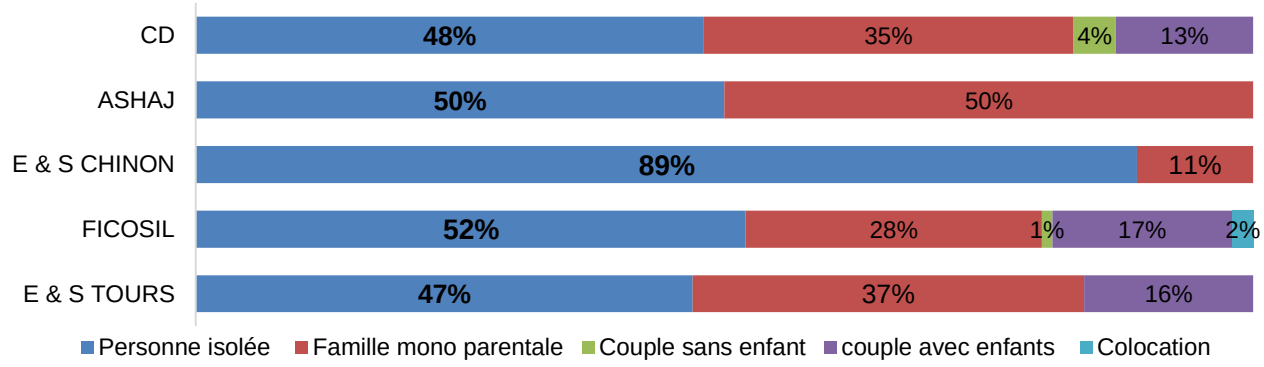
➢ **Le public accompagné**

<u>Composition familiale</u>

- 50% des ménages accompagnés au total sont des **personnes isolées**, 69 % sont des hommes et 74 % vivent sur le territoire de TMVL.
- 32% sont **des familles monoparentales** dont 36% sont installées sur le territoire de TMVL.
- 14% sont des **couples avec enfants** dont 11% sont domiciliés sur TMVL.
- **2%** sont des couples sans enfant.

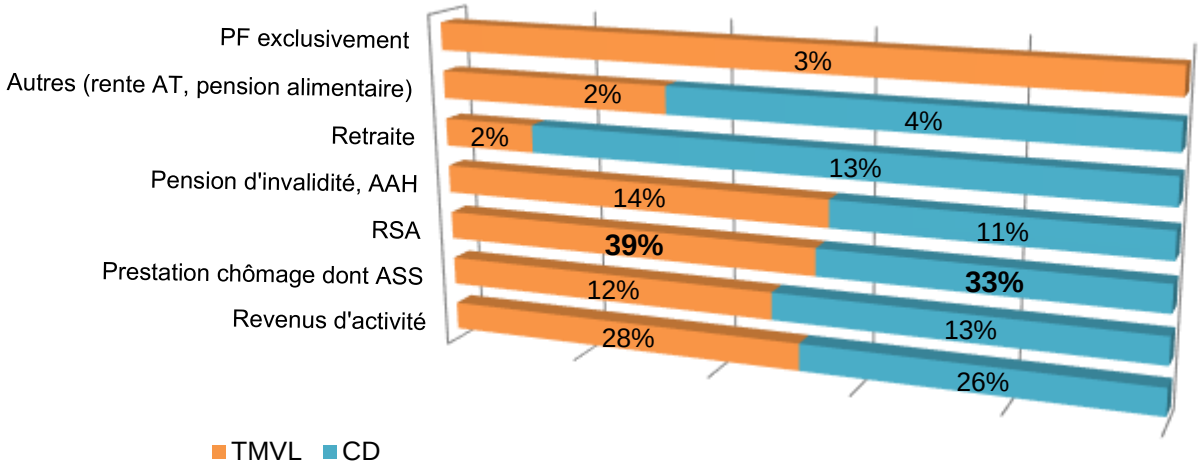


Composition familiale par opérateur



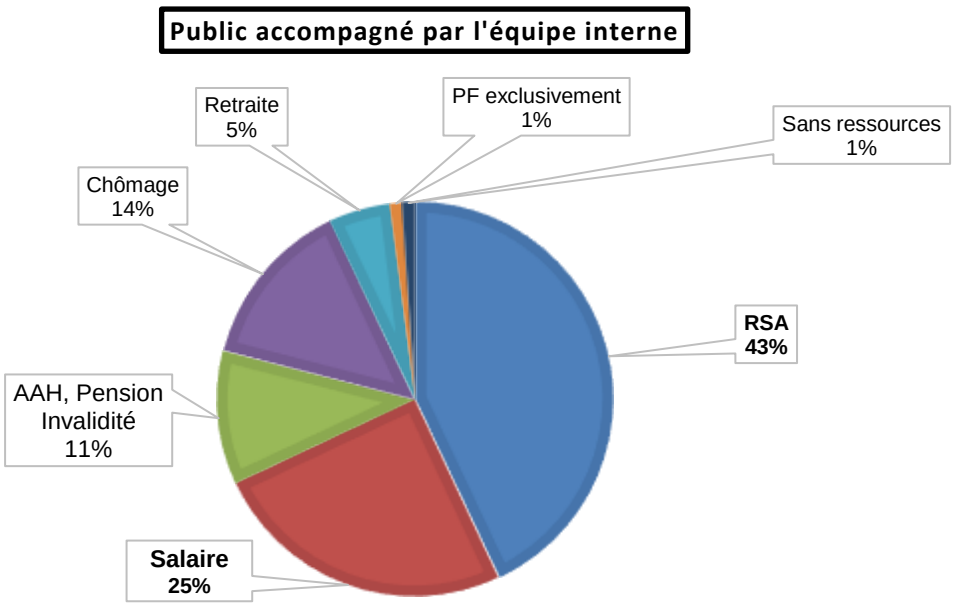
La moitié des mesures est exercée auprès de personnes isolées, et la plus forte proportion se situe auprès d'Entraide et Solidarités CHINON avec 89% de personnes seules parmi l'ensemble des ménages accompagnés.

Ressources principales au début de la mesure

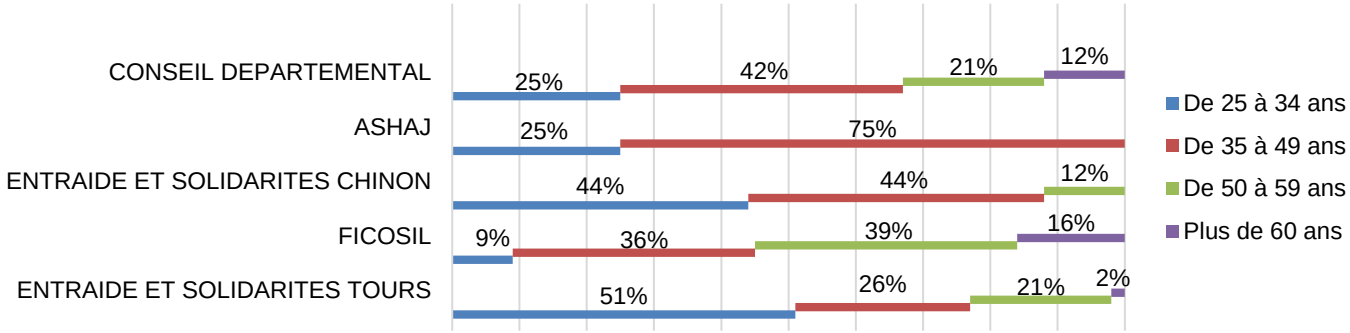


L'origine des ressources a peu évolué ces dernières années, la majorité des ménages accompagnés perçoit des prestations sociales comme principales ressources.

37 % avaient pour ressource principale au début de la mesure, le **RSA** (36% en 2023, 42% en 2022), avec une proportion plus importante sur TMVL.
28 % des ménages accompagnés **percevaient des revenus d'activités** (29% en 2023, 21 % en 2022).
14 % des ménages percevaient des ressources en lien avec des **problèmes de santé ou du handicap -** AAH, pension d'invalidité (14% en 2023, 14% en 2022).
12 % des ménages percevaient des **allocations chômage** (13% en 2023, 17% en 2022).



Age du demandeur principal



Au global, la tranche d'âge la plus représentée est celle des **35-49 ans**. Certains opérateurs ont des particularités, telle que la FICOSIL : la part des 50-59 ans et celle des + de 60 ans sont plus importantes que les autres opérateurs.
Les équipes de l'Entraide et Solidarités ont accompagné une part plus importante de personnes agées entre 25 et 34 ans (particulièrement pour l'E&S TOURS).

Modes d'intervention

Mode d'intervention		E&S Tours	FICOSIL		E&S Chinon	ASHAJ	CD		TOTAL
Périmètre		TMVL	TMVL	CD	CD	CD	TMVL	CD	TOTAL
Visite à domicile		249	471	184	34	26	379	207	**1 550**
RDV	au siège	7			28	40	47	2	124
	hors siège	12					24	3	39
Accompagnement aux démarches ext		1	73	38	4	8	20	31	175
Absence / annulation		43			9		134	33	219
TOTAL		**312**	**544**	**222**	**75**	**74**	**604**	**276**	**2107**

Ce sont au total, **2107 rencontres proposées** (2783 en 2023) aux ménages du département, **dont 1888 rencontres réalisées (2581 en 2023)**.

Avec un taux d'absence ou d'annulation de 10% (7% en 2023).

La diminution du nombre de rencontres s'explique par :
- la baisse du nombre de ménages accompagnés par l'ASHAJ (4 ménages en 2024 contre 11 en 2023),
- la difficulté de comptabilisation des données par la FICOSIL. Le nombre de visites à domicile a été reconstitué à partir de l'extraction faite de leur logiciel de suivi des situations, avec une réserve liée au fait que toutes les visites et RDV n'ont pas été saisies (766 rencontres recensées en 2024 contre 1232 en 2023).

- **L'Equipe interne**

713 rencontres ont été réalisées (750 en 2023). Cela représente **une moyenne de 7 interventions par ménage accompagné** (6 en 2023). **La part des visites à domicile a diminué : elle représente 67% des interventions** contre 78% en 2023. La part des **absences et annulations** a beaucoup augmenté passant de 10% en 2023 à 19% en 2024. Ce taux est revenu au taux constaté en 2022.

- **Entraide et Solidarités**

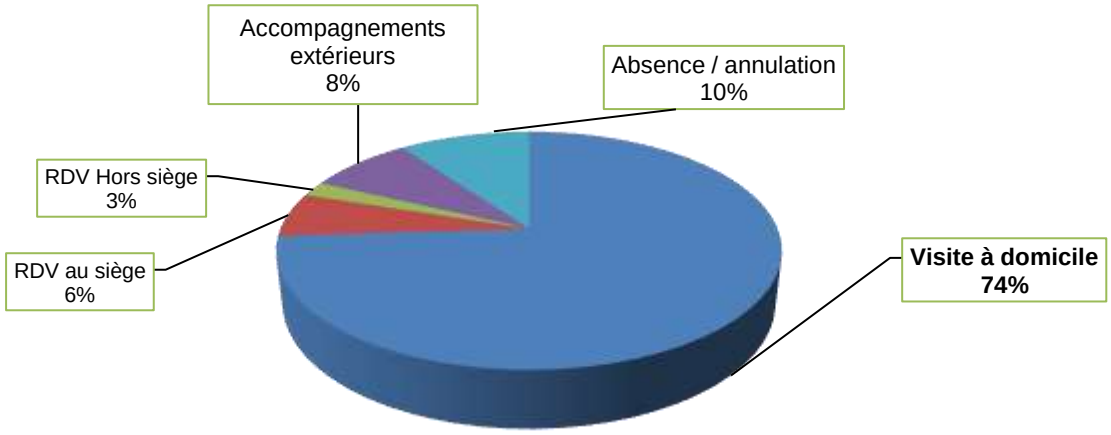
Sur le périmètre de **TMVL,** l'opérateur a **proposé 312 rencontres et réalisé 269 rencontres** (en 2023 332 rencontres réalisées) soit **une moyenne de 6 interventions par ménage**. **La part des visites à domicile** représente toujours **80% des modes d'intervention**. La part des **absences et annulations** représente **près de 14 % des rencontres proposées**, comme l'an passé.

Sur le périmètre du **Chinonais**, **66 rencontres ont été réalisées** (42 en 2023), soit **une moyenne de 7 interventions par ménage** (6 en 2023). **La part des visites à domicile** continue d'augmenter pour atteindre **45% des modes d'intervention** cette année contre 43% en 2023. La part des **absences et annulations** a considérablement diminué avec 12% en 2024 contre près **de 21%** des rencontres proposées en 2023.

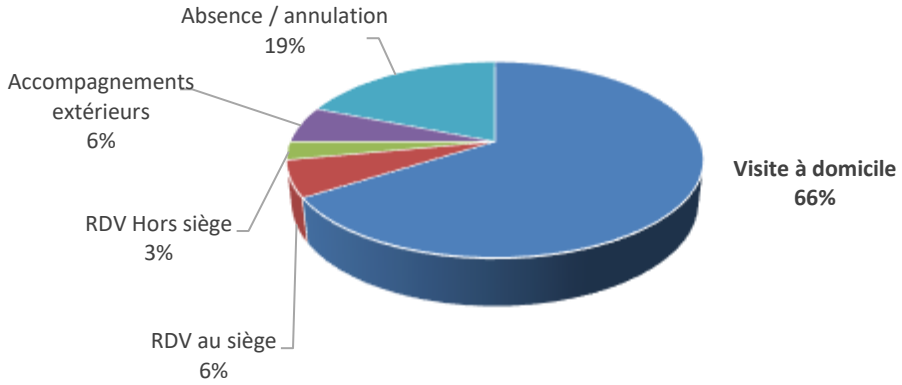
- **L'Association pour l'Habitat des Jeunes**

74 rencontres ont été réalisées (225 l'année passée) **auprès de 4 ménages**, soit **une moyenne de 18 interventions par ménage** (20 en 2023). La part **des visites à domicile** est toujours très faible avec **26 %** des rencontres réalisées. Aucune absence et annulation n'a été recensée.

Modes d'intervention (global)



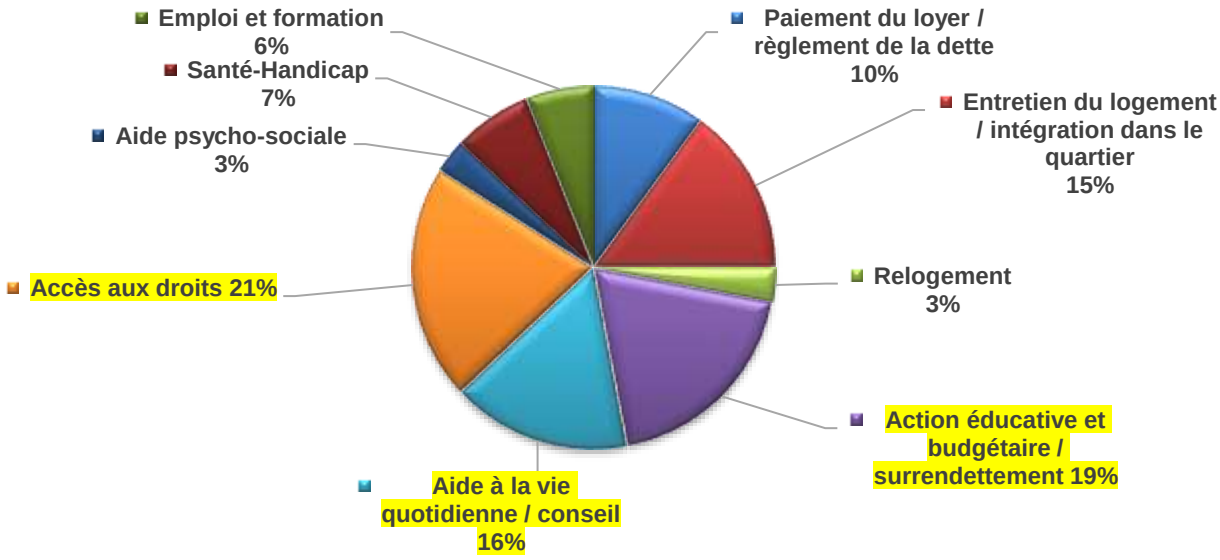
L'équipe interne



Domaines d'intervention

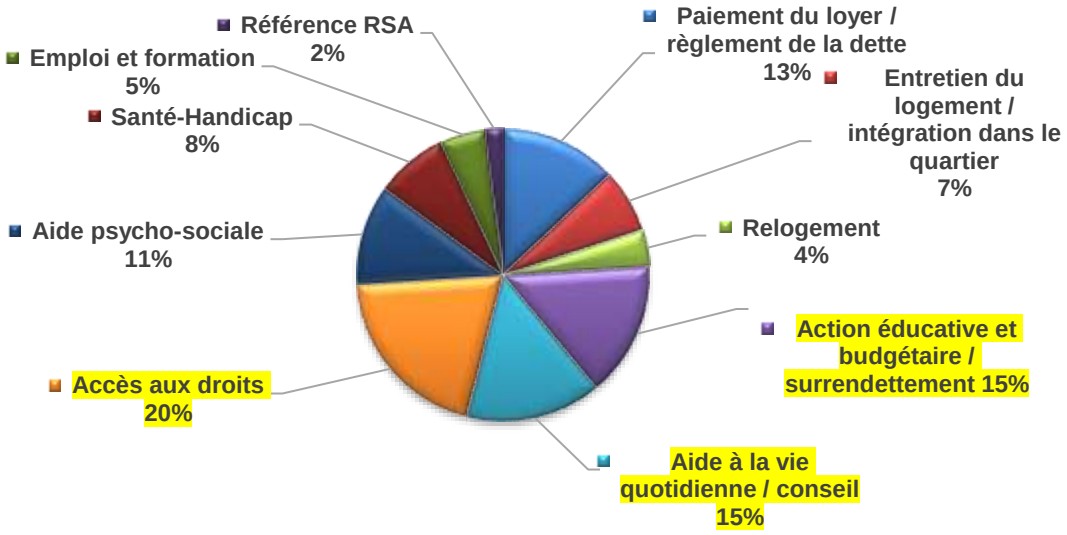
L'accompagnement social lié au logement est global et les domaines d'intervention sont divers (aide éducative budgétaire, insertion professionnelle, accès aux droits et à la santé, aide à la vie quotidienne…).
L'accompagnement des ménages dans leur globalité nécessite des connaissances devant être régulièrement actualisées et une approche systémique.
Le référent ASLL s'inscrit également dans une dynamique partenariale où les liens et la coordination des acteurs entourant les ménages est primordiale pour s'assurer d'une cohérence des différentes interventions.

Les opérateurs externes



L'accès aux droits et l'action éducative budgétaire sont des domaines d'intervention les plus marqués. Ces deux sont des piliers de l'accompagnement social visant l'autonomie des personnes.

L'équipe interne

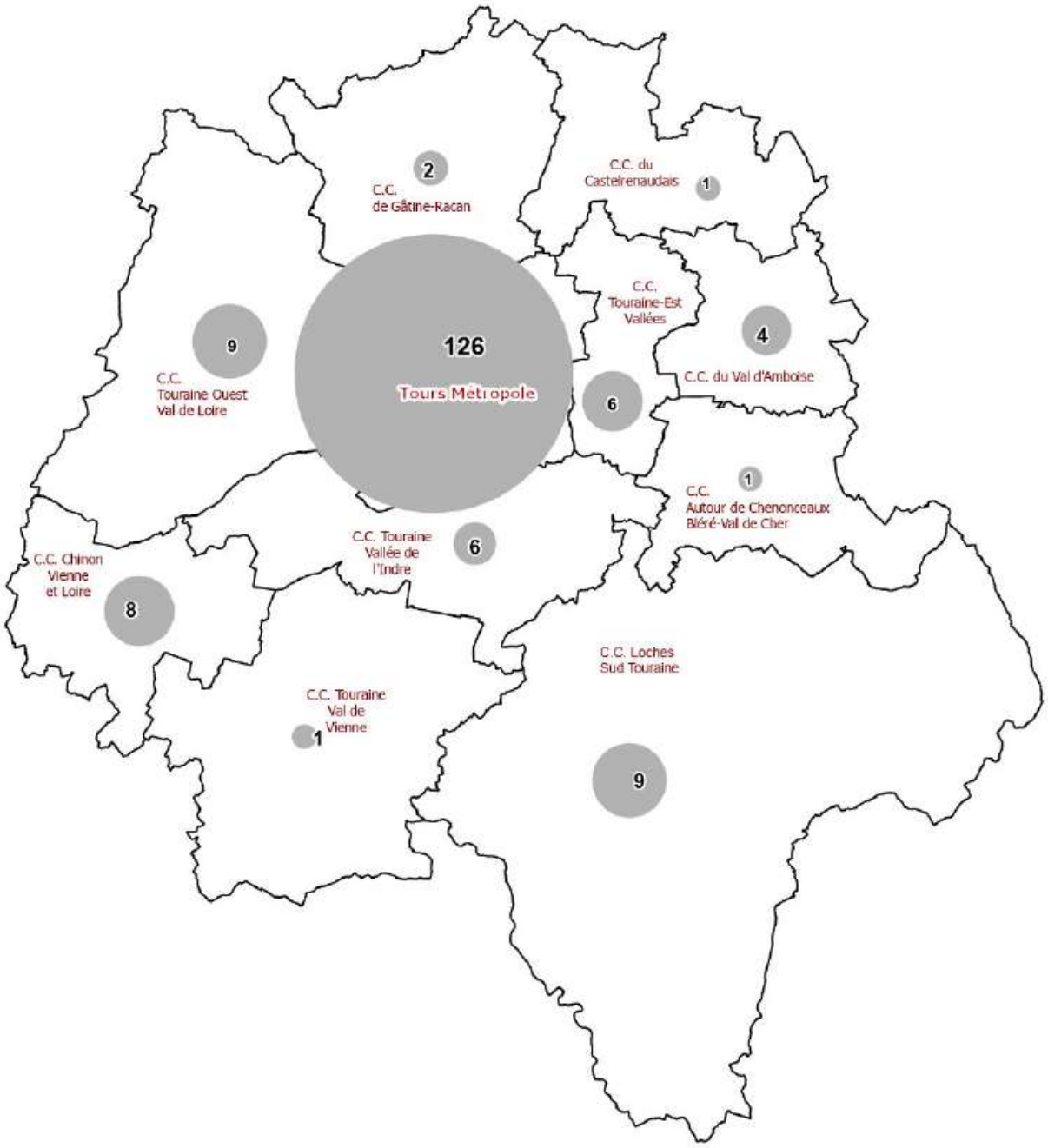


L'équipe interne agit dans des domaines d'intervention dont les thématiques et les proportions sont globalement identiques aux opérateurs externes.
Certaines particularités sont tout de même à souligner, à savoir la part de l'accompagnement à l'entretien du logement et celle liée à l'intégration dans le quartier moins élevées pour l'équipe interne et à contrario, des **interventions dans le domaine de la santé et du handicap plus importantes**.

Enfin, l'**aide psycho sociale** est plus présente et a augmenté par rapport à l'année précédente.

DÉCISIONS D'ACCOMPAGNEMENT DANS LE LOGEMENT VALIDÉES EN CUA

Indre-et-Loire, 2024



Légende

173 **DECISIONS ASLL EN CUA**

EN INDRE-ET-LOIRE

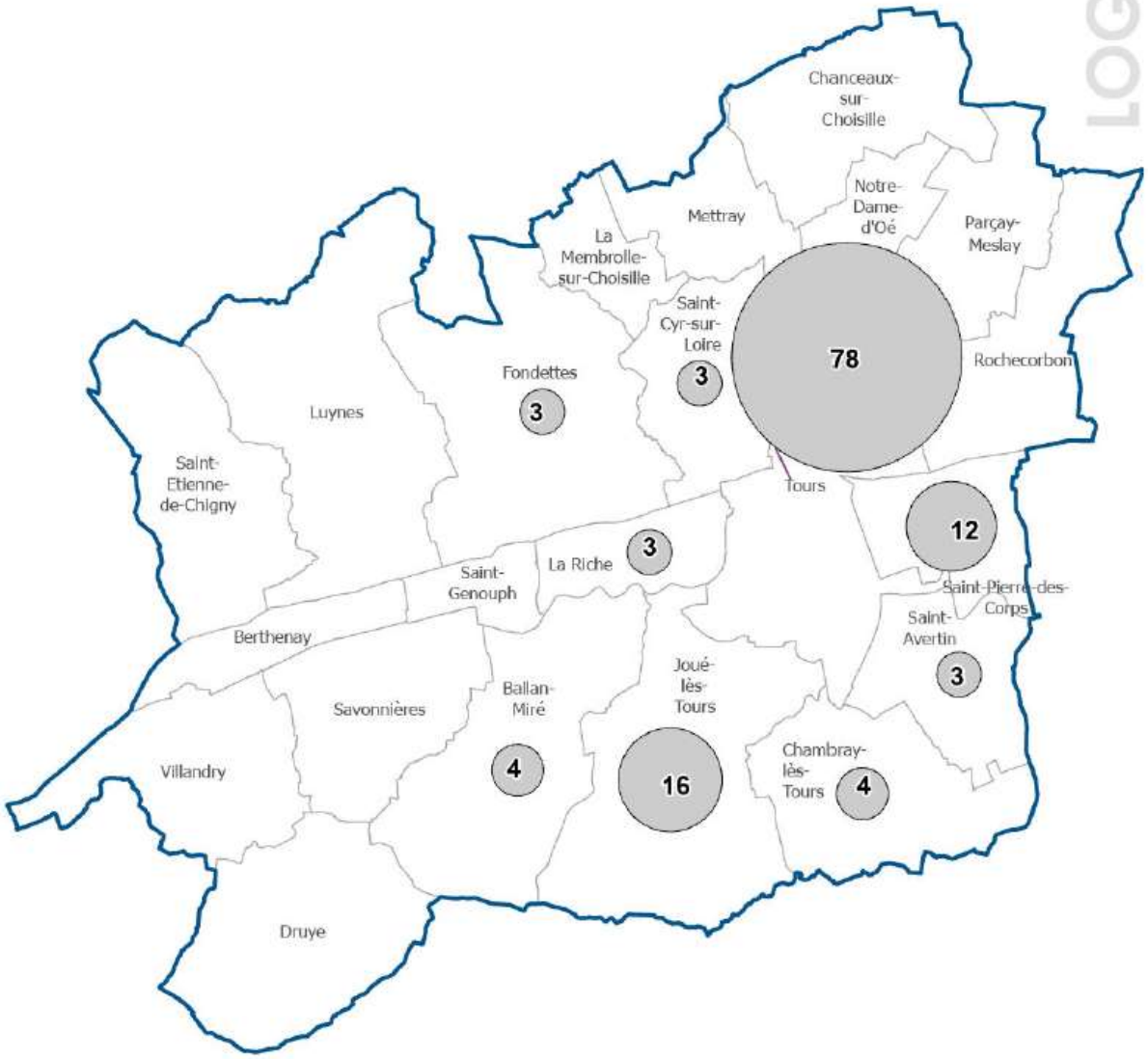
0 5 10 15 Km

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

DÉCISIONS D'ACCOMPAGNEMENT DANS LE LOGEMENT VALIDÉES EN CUA

Tours Métropole Val-de-Loire, 2024



Légende

173 **DECISIONS ASLL EN CUA**
EN INDRE-ET-LOIRE

126 **DECISIONS ASLL EN CUA**
SUR LA METROPOLE

0 5 10 15 Km

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2024 mis à jour le 11/03/2025

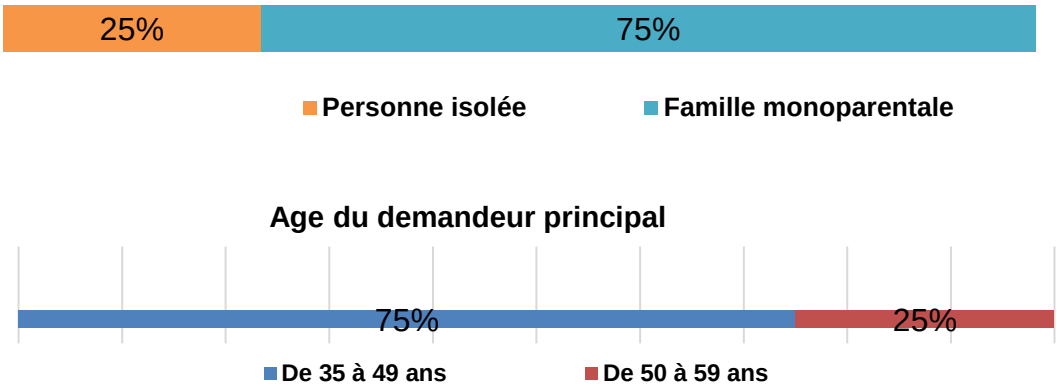
4.2. LES ASLL « LOGEMENT TEMPORAIRE »

Les accompagnements dans le cadre des logements temporaires sont dits renforcés et exercés par L'Association pour l'Habitat des Jeunes du pays de Loire Touraine (ASHAJ).

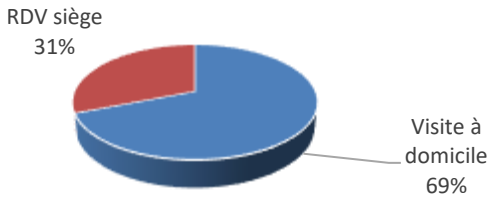
PRESTATAIRE	Mesures Conventionnées	Mesures contractualisées	Budget réalisé
ASHAJ	3	2	5286 €

En 2024, 4 ménages ont été accompagnés dans le cadre d'une mesure ASLL - Logement Temporaire.

Essentiellement des familles monoparentales dont le demandeur est âgé entre 35 et 49 ans.



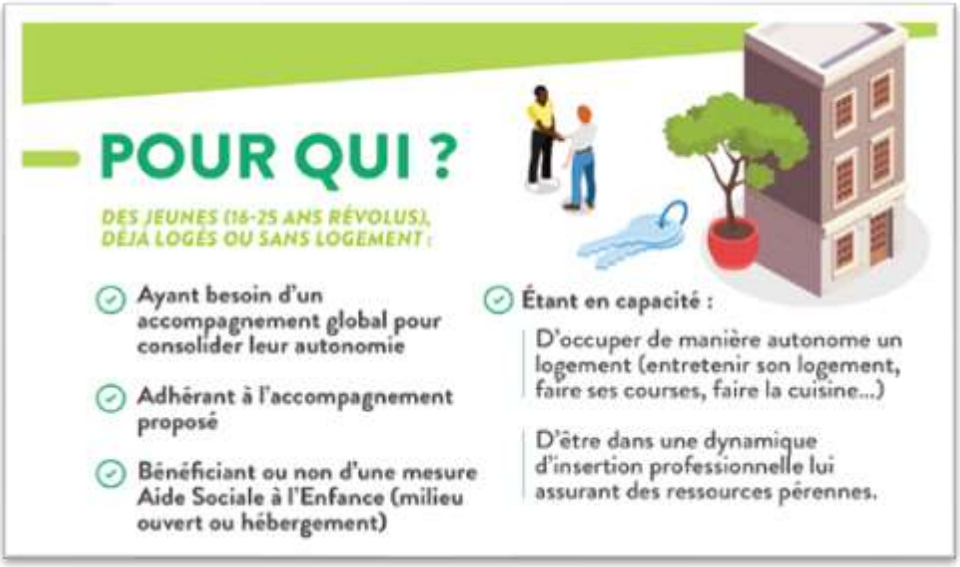
Mode d'intervention



Dans le cadre de l'accompagnement en logement temporaire, le mode d'intervention privilégié est la visite à domicile qui permet également de s'assurer de la bonne occupation du logement.
L'objectif de ces accompagnements est d'aider les ménages à stabiliser leur situation et les accompagner vers une solution de relogement.

V. AUTONOMISE-TOIT !



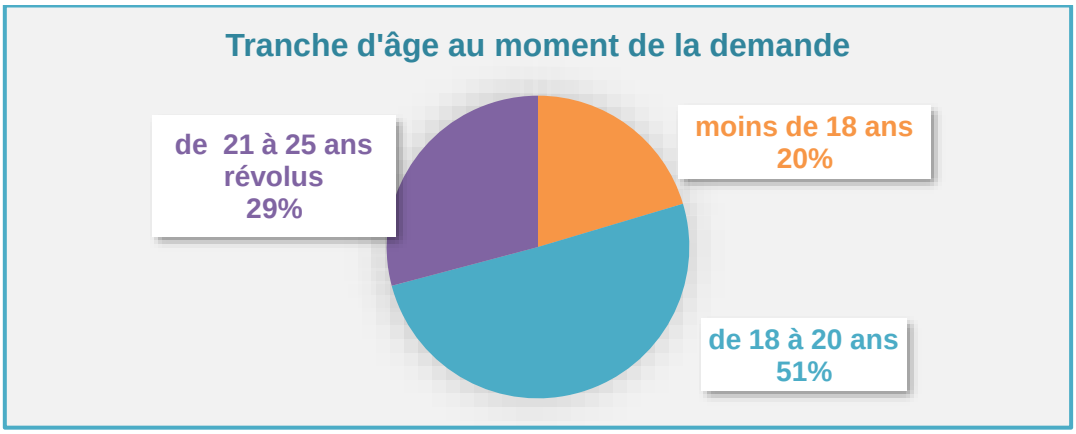




155 demandes d'accompagnement ont été instruites (179 en 2023) dont 52% provenaient de services ou établissements de protection de l'enfance.

En 2024, **206 jeunes** ont été accompagnés par les 4 organismes du réseau Habitat Jeunes (AJH, le CLAAC, le CIAS Loches Sud Touraine et l'ASHAJ)

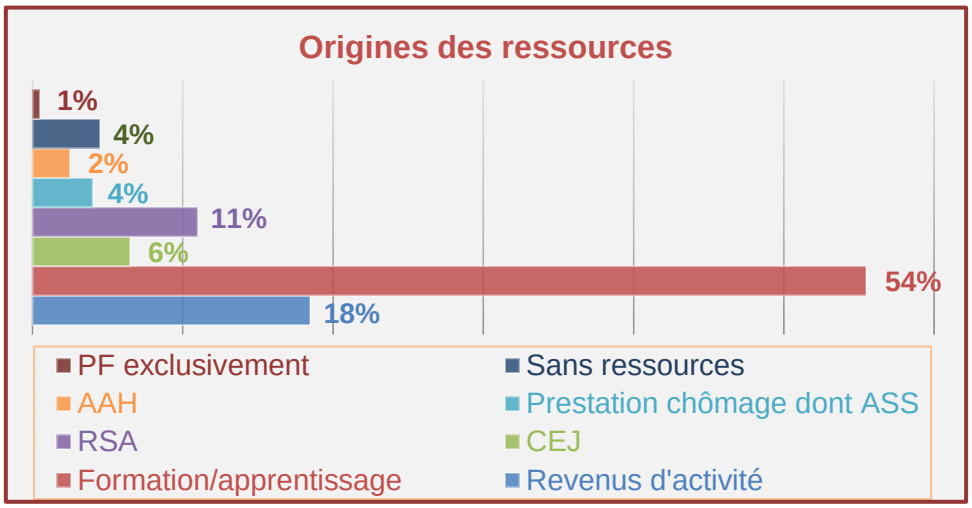
Typologie du public accompagné



Nous pouvons constater :

- une nette augmentation des demandes d'accompagnement pour des mineurs (+13%), cette évolution est à mettre en lien avec une anticipation plus importante des demandes provenant des services ASE en prévision d'une fin de prise en charge

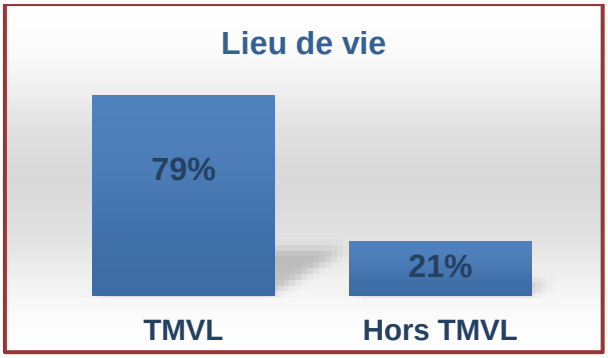
- une diminution significative des sollicitations pour des jeunes âgés de 21 à 25 ans (-15%)



Entre 2023 et 2024, le profil des jeunes a quelque peu évolué. La part des jeunes en formation / apprentissage a régressé de 5%.

Les ménages percevant principalement des ressources d'activité professionnelle ont augmenté légèrement (+2%).

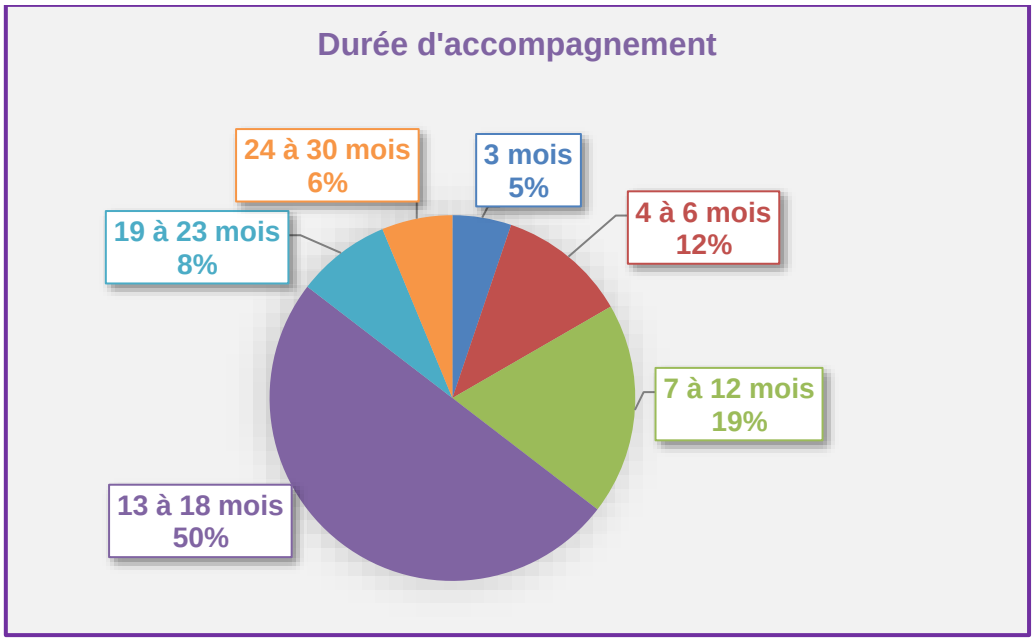
Les jeunes en CEJ ont augmenté de 2%. Nous voyons également apparaître des jeunes bénéficiant de l'Allocation Adulte Handicapé (5 jeunes en 2024 contre 1 en 2023).



La très grande majorité des ménages accompagnés vit sur le périmètre de Tours Métropole Val de Loire. Seuls 21% des jeunes sont installés sur le reste du département.

La part des jeunes sortant de prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance a diminué, passant de 56% en 2023 à 49% en 2024.

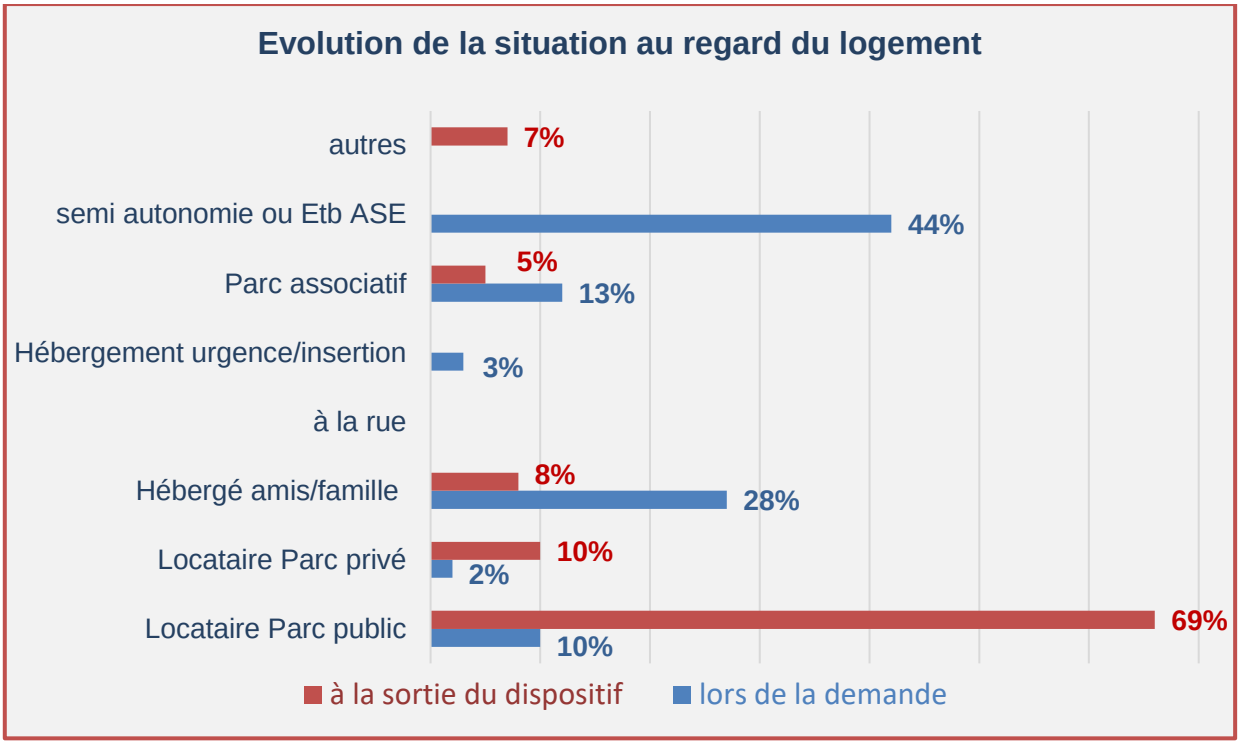
Bilan des 96 accompagnements clôturés en 2024



La moitié des accompagnements a une durée comprise entre 13 et 18 mois. Seuls 5% des mesures sont clôturées au cours des 3 premiers mois.

14% des mesures nécessitent une prolongation au-delà des 18 mois.

Ces situations font l'objet d'un accord dérogatoire de la Commission Autonomise-Toit ! Ces prolongations exceptionnelles et dérogatoires sont motivées soit par une dégradation de la situation retardant le glissement de bail (ex : perte d'emploi, attente du renouvellement du titre de séjour), soit par le délai d'entrée du jeune dans un dispositif plus adapté (ex : CHRS, pension de famille).



Avant l'accompagnement Autonomise-Toit !, 75% des jeunes étaient logés de façon précaire et/ou non pérenne (accueil ASE/ Hébergement temporaire).

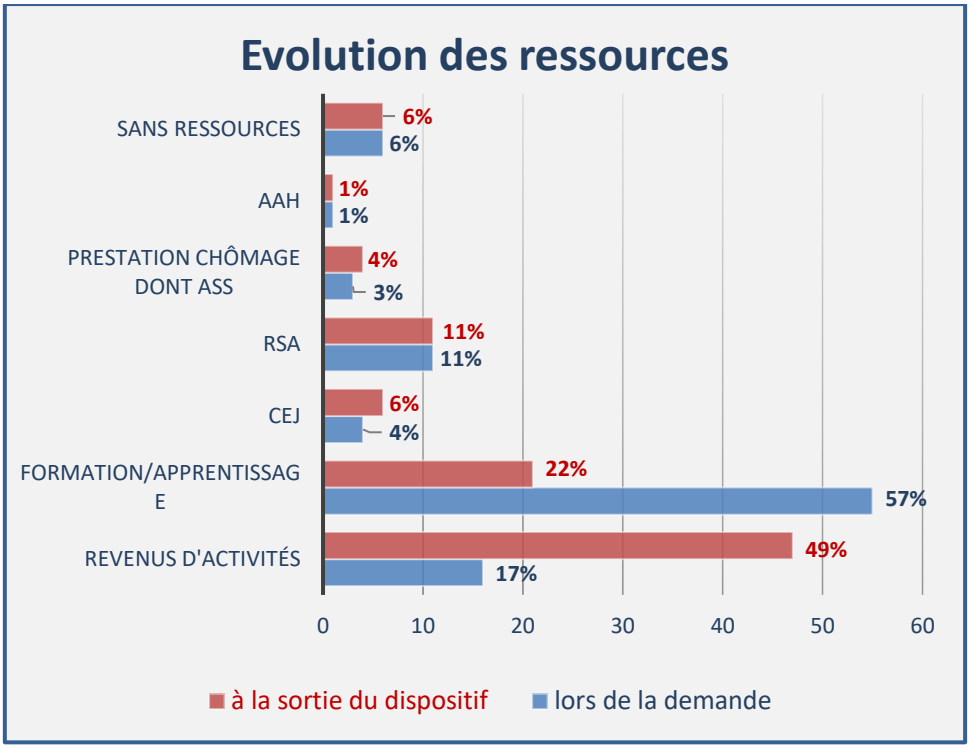
A l'issue de l'accompagnement, 79% sont locataires en titre de leur logement avec une forte proportion dans le parc locatif social.

Des jeunes (14%) n'ont pas pu se stabiliser dans un logement autonome.

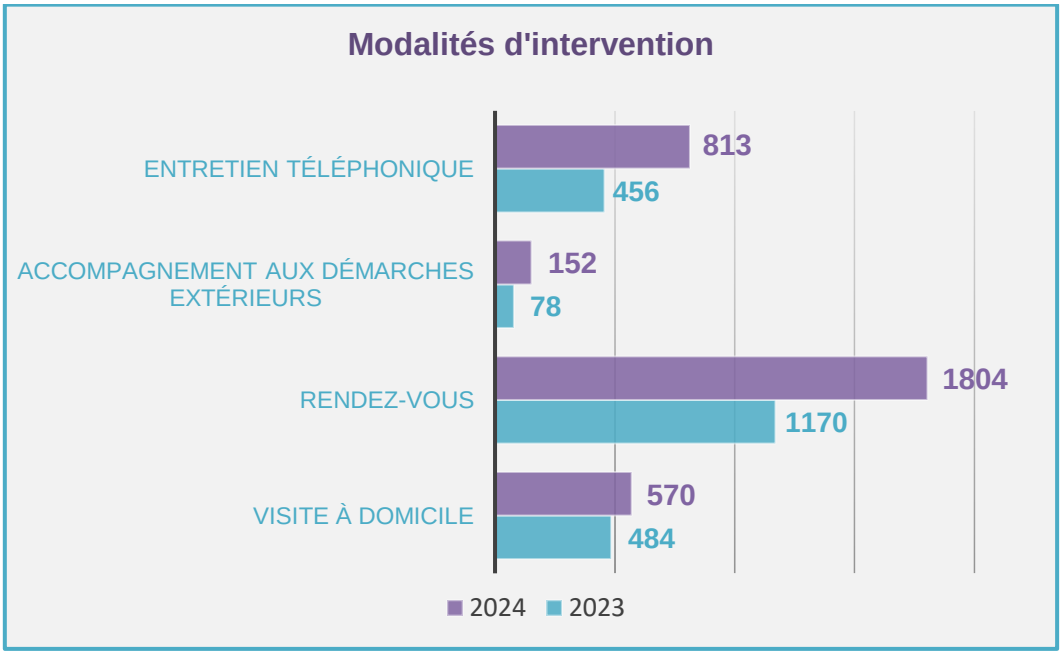
Pour certains, l'accumulation de problématiques sociales / médicales / d'insertion entravent leur autonomie. Ils sont alors orientés vers des dispositifs plus adaptés à leurs besoins (CHRS/ pension de famille).

Pour d'autres jeunes, c'est la situation administrative, à savoir **le refus de délivrance de titre de séjour** par les services de la Préfecture **et les OQTF** prononcées qui ont directement entraîné la sortie prématurée du dispositif.

L'interdiction de travailler le temps de l'instruction des recours a conduit à la rupture des contrats de travail ou d'apprentissage pour ces jeunes, empêchant ainsi tout accès à un logement autonome.



L'accès à des ressources est un enjeu majeur pour le public 16-25 ans. **L'accompagnement vers l'insertion professionnelle occupe une place importante** et s'opère en coordination avec les Missions Locales ainsi que les centres de formation.



Est constatée une **forte augmentation du nombre de contacts, et de rencontres auprès des jeunes accompagnés.**

3339 en 2024 (contre 2578 contacts en 2023) pour un nombre de jeunes suivis quasiment identique.

Ceci témoigne de la complexité des situations et du besoin d'un accompagnement plus intensif.

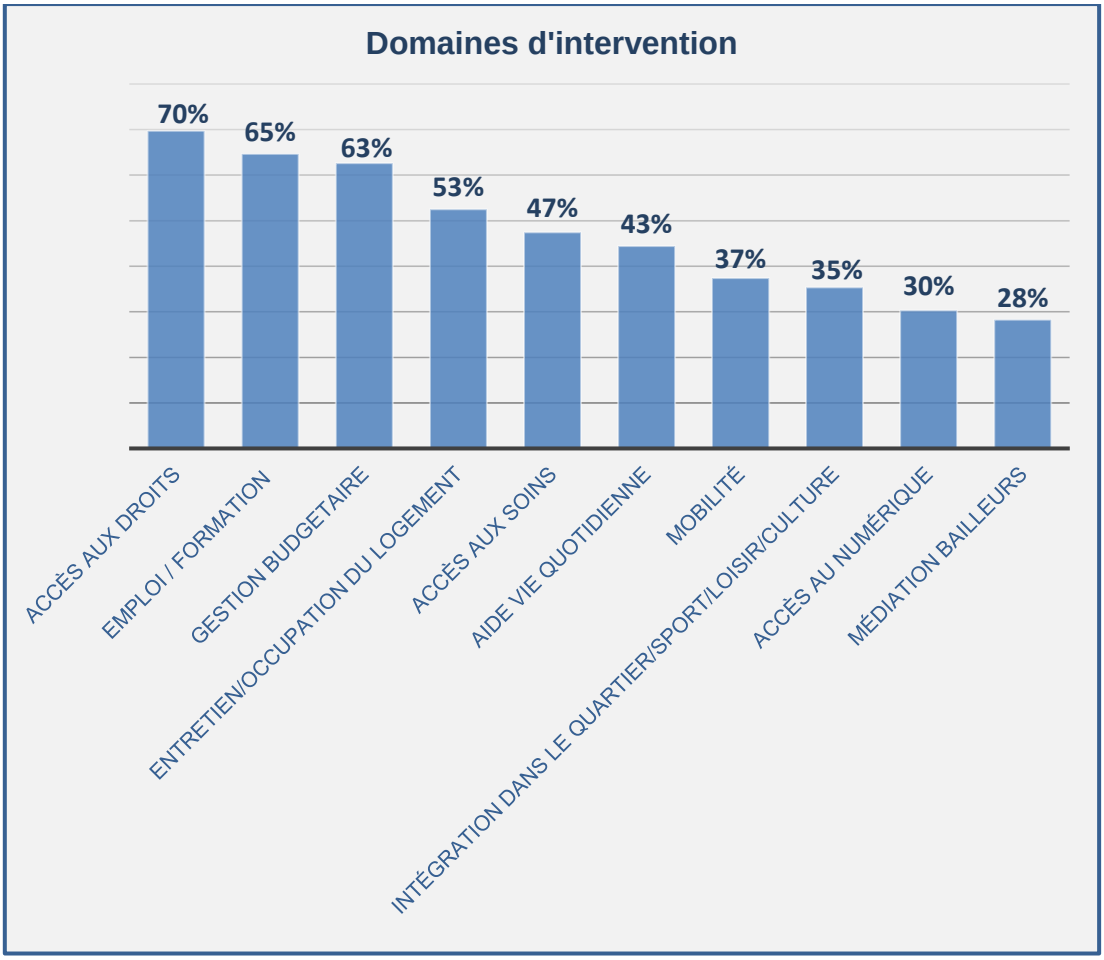
3 niveaux d'intensité d'accompagnement sont définis dans le dispositif Autonomise-Toit ! et correspondent à des besoins de rencontres gradués :

- **Simple** *(1 rencontre à domicile et 1 contact téléphonique par mois)*
- **Soutenue** *(2 rencontres, dont au moins 1 à domicile et 2 contacts téléphoniques par mois)*
- **Renforcée** *(1 rencontre hebdomadaire dont au moins 2 à domicile par mois)*

A l'origine du dispositif, en 2021, était projetée une répartition égale entre les 3 intensités.

Nous constatons depuis ces dernières années une répartition différente des niveaux d'intensité.

Pour 2024, la commission a validé 20% des mesures en intensité simple, **54% en soutenue** et 26% en renforcée.

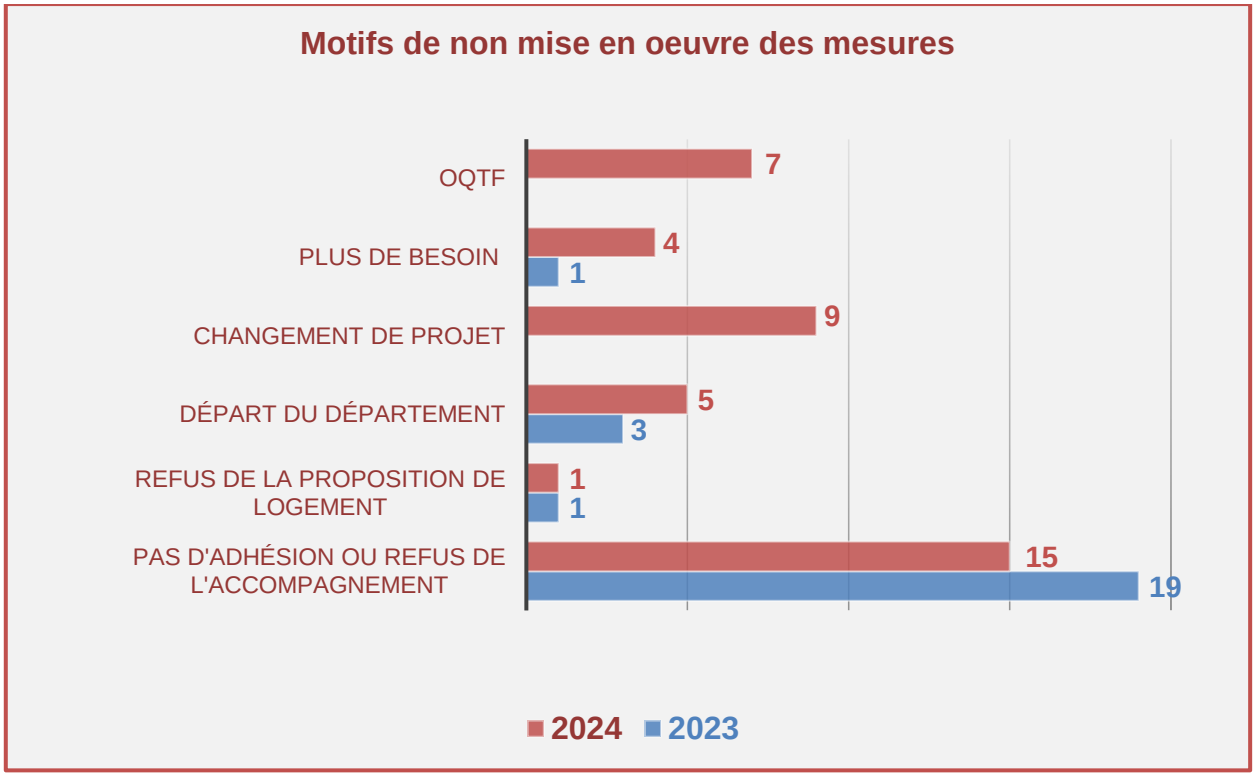


L'ensemble des domaines d'intervention témoigne de la richesse d'un accompagnement social global. Cela requiert pour les référents des **connaissances dans des champs très variés**, nécessitant d'être régulièrement actualisées, mais également une **collaboration avec différents partenaires locaux, associatifs, institutionnels.** Cela permet pour les personnes accompagnées de bénéficier d'un référent de parcours qui accompagne, informe et coordonne.

L'accès aux droits, l'insertion professionnelle, et la gestion budgétaire sont des domaines prépondérants dans l'accompagnement social en lien avec le logement et l'autonomie.

L'accès aux soins est un domaine qui est de plus en plus prégnant. La santé et plus particulièrement l'état de santé psychologique de certains jeunes ont des répercussions sur la vie quotidienne, l'insertion, et plus globalement sur la prise d'autonomie du public.

L'accès aux soins recouvre non seulement l'accès aux praticiens, l'accompagnement aux démarches mais également l'accompagnement du jeune dans la reconnaissance des difficultés et l'acceptation d'une prise en charge thérapeutique.



Certaines mesures validées en commission ne se mettent finalement pas en œuvre. Les raisons sont diverses avec en premier lieu, **le refus de l'accompagnement par le jeune**. L'accord du jeune est un prérequis à l'ouverture d'une mesure Autonomise-Toit !

Entre 2023 et 2024, le nombre de mesures non mises en œuvre a considérablement augmenté. Cette augmentation s'explique notamment par un nombre de jeunes dont **le projet de vie a évolué** entre la demande et le contact avec le référent (départ du Département par ex). La 2ème raison de cette augmentation est liée aux **délivrances d'OQTF** ne permettant pas d'accompagner les jeunes concernés vers le logement malgré leur adhésion.

Je suis en formation ou apprentissage

57%

Je vis sur le territoire de TMVL

79%



Je suis pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance

49%

J'ai entre 18 et 20 ans 50%

J'ai bénéficié d'un accompagnement durant 13 à 18 mois

50%



J'ai des ressources en lien avec mon travail ou ma formation

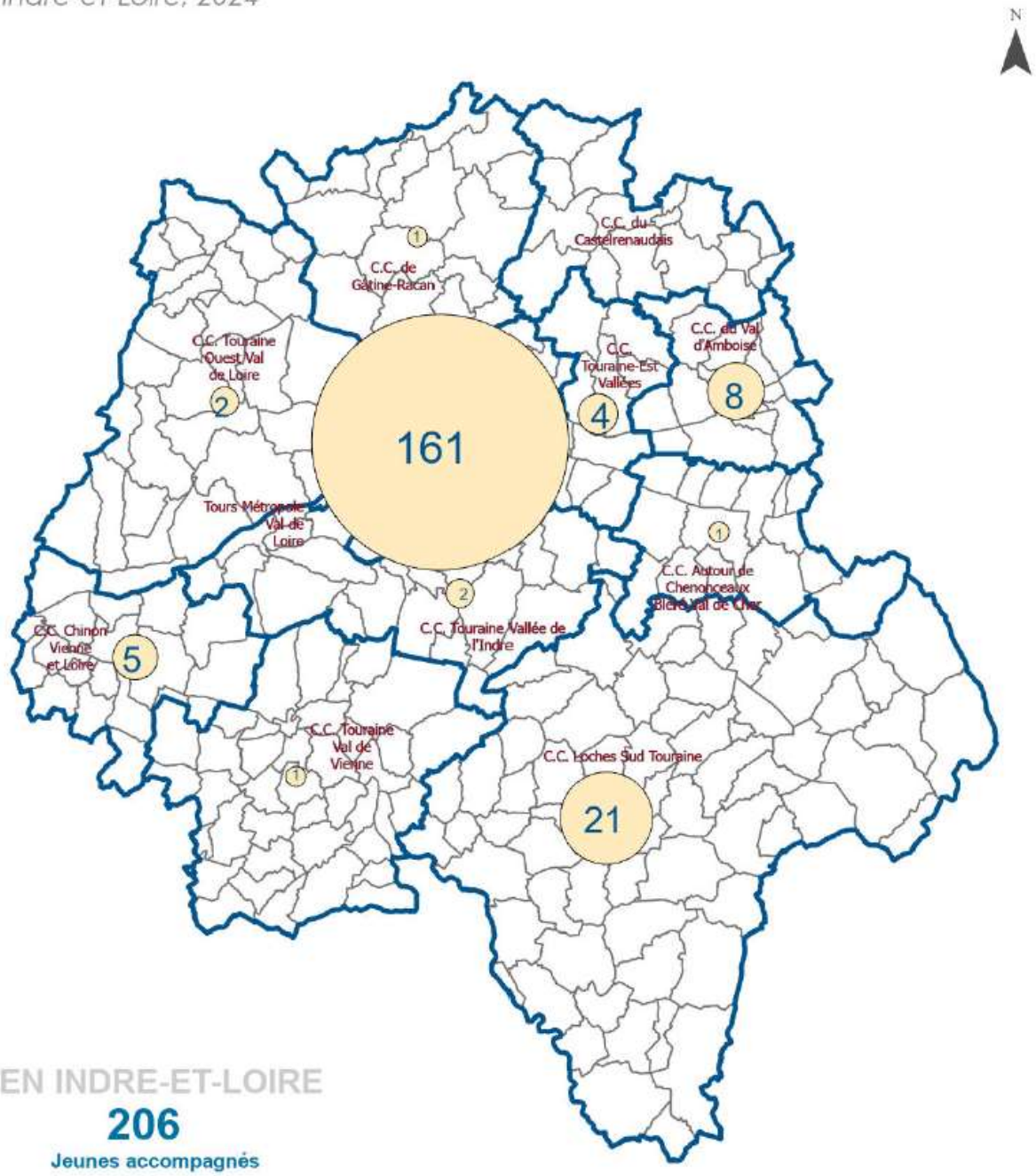
71%

Je suis locataire de mon propre logement

79%

Bénéficiaires d'un accompagnement Autonomise Toit !

En Indre-et-Loire, 2024



Légende :

EPCI d'Indre-et-Loire

Communes d'Indre-et-Loire

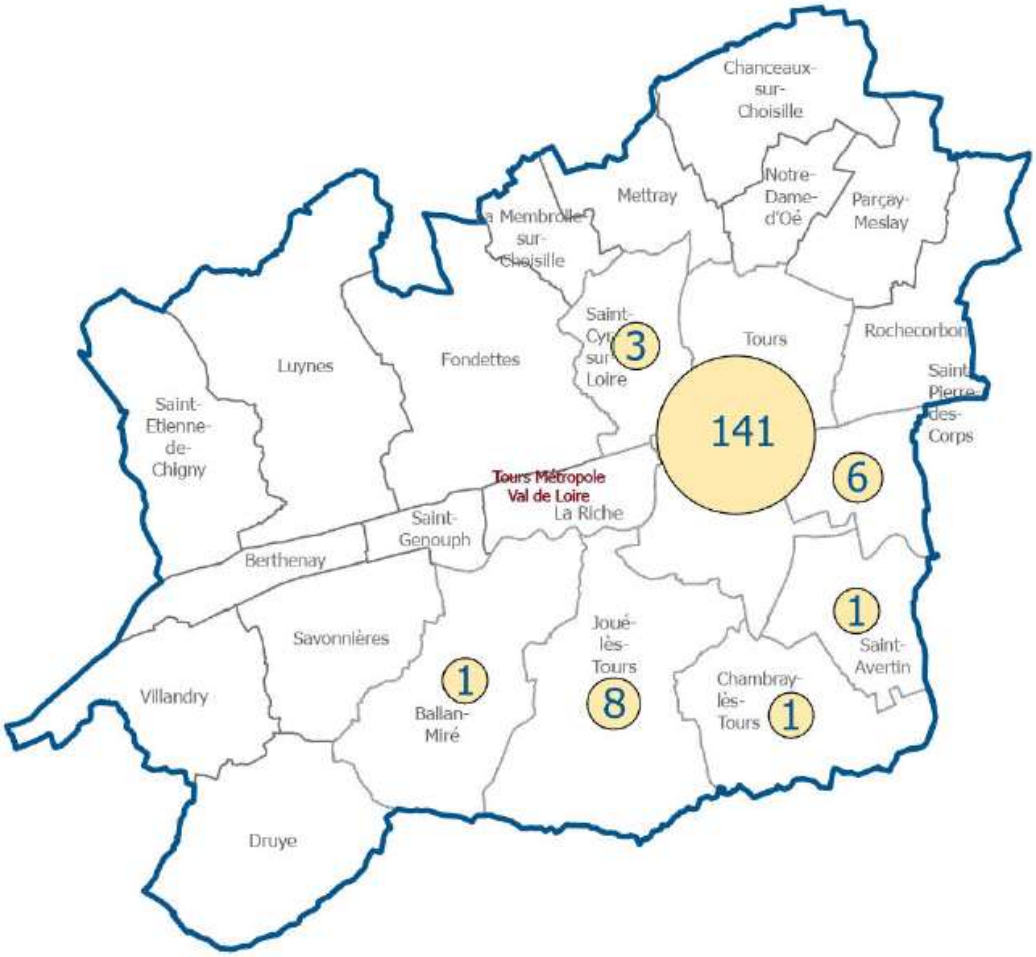
0 5 10 20 Km

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : - 2025
Document : Autonise_Toit mis à jour le 08/05/2025

Bénéficiaires d'un accompagnement Autonomise Toit !

Tours Métropole Val de Loire, 2024



161

Jeunes accompagnés

TOURAINE LE DÉPARTEMENT

Source : - 2025
Document : Automise_Toit mis à jour le 06/05/2025

VI. L'AIDE AU FINANCEMENT DES SUPPLÉMENTS DE DÉPENSE DE GESTION

L'aide au financement des suppléments de dépense de gestion est destinée à accroître l'offre de logements en direction des personnes défavorisées correspondant aux critères du PD2H.
Le FSL s'implique de manière continue dans le développement du logement accompagné sous différentes formes dont l'aide à la sous-location, maillon indispensable de l'offre de logements destinée aux publics les plus fragiles.

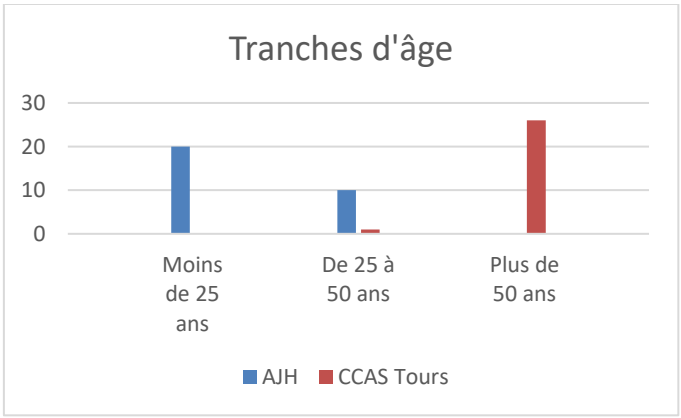
La convention de financement engage l'opérateur (sauf AJH) à ce que les logements sous-loués fassent l'objet d'un glissement de bail à l'issue de 3 années maximum d'occupation pour un même ménage.

BILAN D'OCCUPATION 2024

Opérateurs	*Logements conventionnés*	*Glissement de bail réalisé*	*Durée moyenne d'occupation*	*Sortie*	*Financement Réalisé*
CCAS DE TOURS	2	0	3 mois	0	527.48 €
FICOSIL	68	2	27,6 mois	7	30 702,27 €
AJH	24	0	22,5 mois	11	10 022,12 €
TOTAL général	**94**	**2**	**17,7 mois**	**18**	**41 251,87 €**
Pour rappel 2023	*94 (87 réalisés)*	*6*	*25 mois*	*19*	*44 660,33 €*
Pour rappel 2022	*94 (84 réalisés)*	*3*	*26 mois*	*12*	*44 308.26 €*
Pour rappel 2021	*97 (86.2 réalisés)*	*1*	*27.7 mois*	*18*	*45 539.05 €*
Pour rappel 2020	*94 (78.5 réalisés)*	*4*	*27 mois*	*16*	*41 298.20 €*

Cette année, **2 glissements de baux ont été réalisés par la FICOSIL** parmi les **18 sorties** tous partenaires confondus.

A. Typologie du public



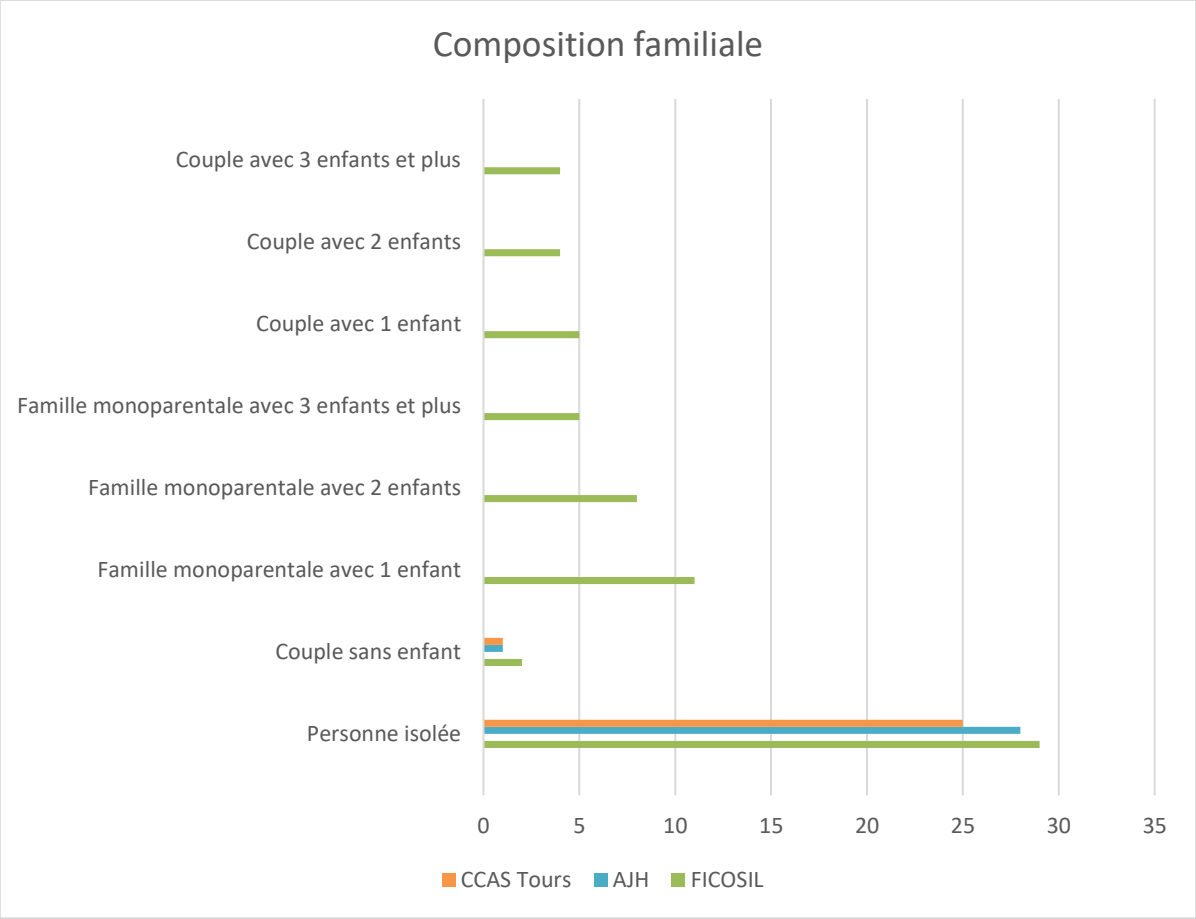
** données indisponibles pour la FICOSIL*

Les **jeunes de moins de 25 ans** sont présents en majorité chez **AJH**. Un tiers des jeunes a malgré tout entre 25 et 30 ans.

La majorité des sous-locataires du CCAS de TOURS est âgée de plus de 50 ans.

Ainsi, l'accompagnement porte ici sur la fin de carrière, l'entrée en retraite, et les évolutions qui en découlent : compositions familiales, diminution des ressources, démarches administratives afférentes…

Pour les personnes âgées de plus de 71 ans, il est évoqué le maintien à domicile, et le cas échéant l'entrée en établissement spécialisé.



La part des personnes isolées est largement représentée.
S'ensuivent les familles monoparentales.

Pour les 26 ménages accompagnés par le **CCAS de TOURS** en 2024 :

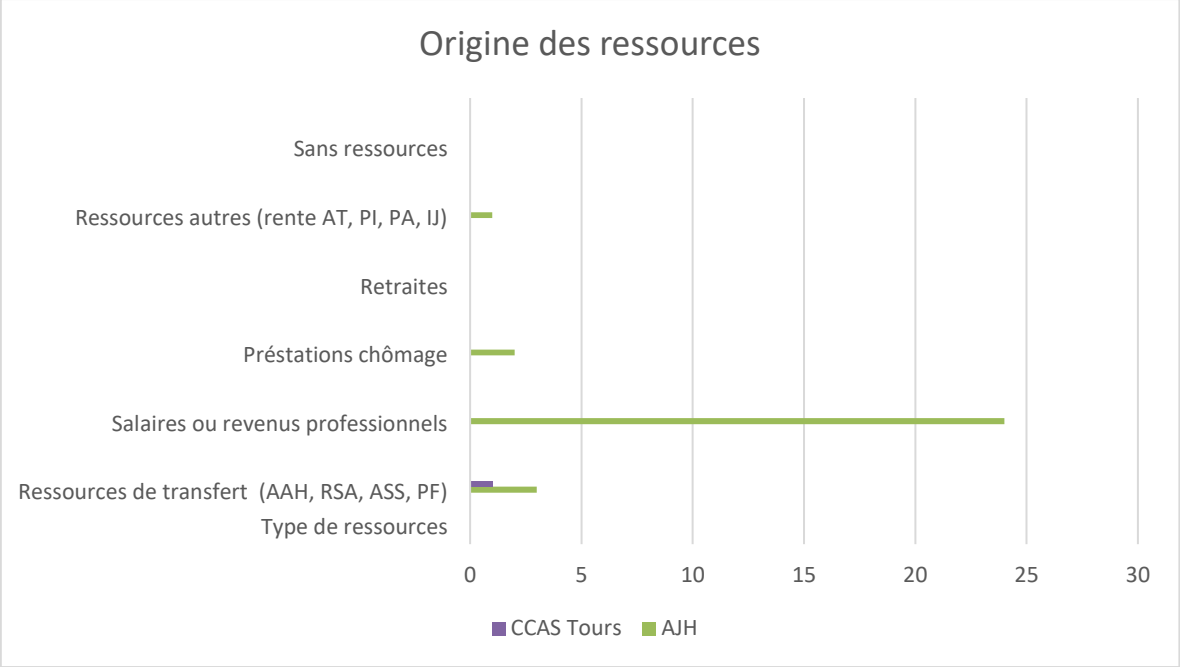
- **25 sont des personnes seules**
- 1 concerne un couple

Pour les 29 ménages accompagnés par **AJH** en 2024 :

- **28 sont des personnes seules**
- 1 concerne un couple

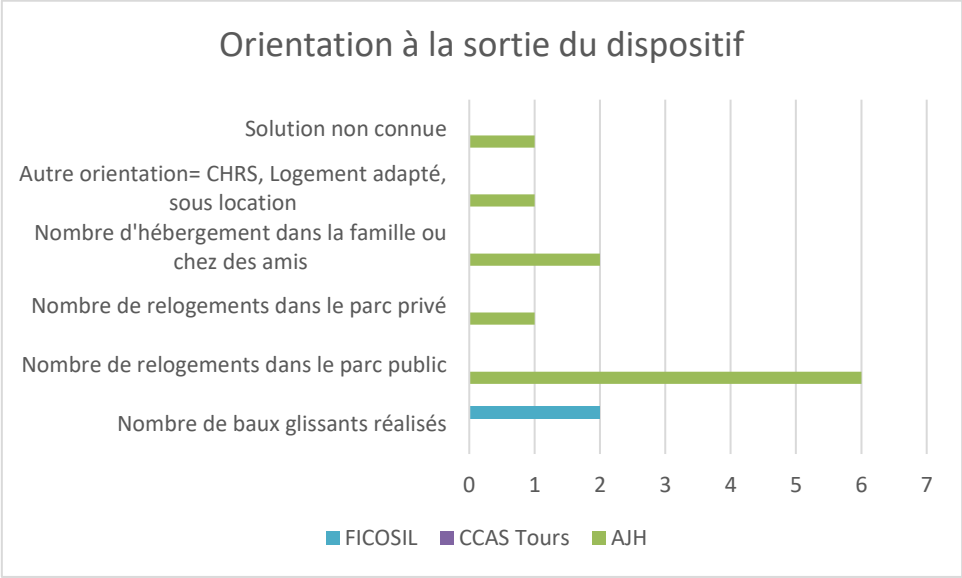
Pour les 68 ménages accompagnés par la **FICOSIL** en 2024 :

- **29 sont des personnes seules**
- **24 sont des familles monoparentales dont 11 avec un enfant à charge**
- 13 concernent des couples



** données indisponibles pour la FICOSIL*

B. Orientation à la sortie du dispositif



Pour l'Association Jeunesse et Habitat, l'orientation principale à la sortie du logement s'est faite vers le parc public (pour 55%), ou bien auprès de l'entourage familial/amical (pour 18%).

Deux glissements de baux ont été opérés par la **FICOSIL**.

Pour le CCAS de TOURS, aucun projet de sortie n'a abouti.
Il ressort des **situations personnelles, familiales et économiques complexes**, nécessitant une perpétuelle adaptation de l'accompagnement social. Les sous-locataires installés dans le logement sont en réelle difficulté pour aborder un projet différent. Il est mis en avant la « peur » de ne plus être protégé par le CCAS et le coût relatif à l'augmentation des loyers.
L'année 2025 devrait porter sur un travail de fond afin de repenser la sous-location dans sa globalité et permettre une méthodologie de projet personnalisé quant à l'accompagnement des sous-locataires.

De manière générale, la dynamique des glissements de baux se trouve freinée lorsque la situation des ménages n'est pas stabilisée. L'ensemble des conditions qu'elles soient financières, ou en lien avec l'occupation du logement doivent être réunies pour envisager le glissement.

Le glissement de bail représente une étape importante dans le parcours résidentiel des ménages.

Bilan AFSDG

Le budget réalisé a diminué **en 2024,** pour atteindre celui de 2020.

La durée moyenne d'occupation a diminué.

2 glissements de baux, ce qui représente une notable diminution, contre les 6 précédents en 2023.



© Touraine Logement



© Touraine Logement

GLOSSAIRE

AAH	Allocation aux Adultes Handicapés
AJH	Association Jeunesse et Habitat
AL	Aide au Logement
ALEC	Agence Locale de l'Énergie et du Climat d'Indre et Loire
ALT	Aide au Logement Temporaire
ANAH	Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat
APL	Aide Personnalisée au Logement
ARS	Agence Régionale de la Santé
ASHAJ	Association pour l'Habitat des Jeunes
ASLL	Accompagnement Social Lié au Logement
ASS	Allocation de Solidarité Spécifique
AT	Accident du travail
ATIL	Association Tutélaire d'Indre et Loire
BPI	Bénéfice Protection internationale
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CCAPEX	Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCH	Code de la Construction et de l'Habitation
CD	Conseil départemental
CESF	Conseillère en Économie Sociale et Familiale
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CLSM	Conseils locaux de Santé Mentale
CSP	Code de Santé Publique
CUA	Commission Unique d'Attribution
CUO	Commission Unique d'Orientation
DALO	Droit au Logement Opposable
DDCS	Direction Départementale de la Cohésion sociale
DRE	Droit de Réservation État
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
ETP	Équivalent Temps Plein
FSL	Fonds de Solidarité Logement
LR	Loyer Résiduel
MAJ	Mesure d'Accompagnement Judiciaire
MASP	Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé
MDS	Maison Départementale de la Solidarité
PD2H	Plan Départemental de l'Habitat et de l'Hébergement
PF	Prestation Familiale
PLH	Programme Local de l'Habitat
QF	Quotient Familial
RSA	Revenu de Solidarité Active
RAR	Relogement et Accompagnement des Réfugiés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SIEIL	Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre et Loire
SLIME	Service Local d'Intervention à la Maîtrise des Energies
TMVL	Tours Métropole Val de Loire
UDAF	Union Départementale des Associations Familiales